



COMMISSION de l'Hygiène, de l'assistance,
de l'assurance et de la prévoyance sociales.

(Nommée le 25 janvier 1938.)

(36 membres.)

Président :

M. EVEN.

Vice-Présidents :

MM. ROLLAND, DAUTHY.

Secrétaires :

MM. MAUGER, NEYRET.

Membres

MM.
BOULLY.
BROM.
CAUTRU.
CHASSAING.
CHAUVEAU.
DARAIGNEZ.
DORMANN.
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.
GADAUD.
Justin GODART.
Louis GROS.
JOIN-LAMBERT.
LAVERGNE.
LÉCULIER.
LE GORGEU.
Firmin LEGUET.

MM.
LISSAR.
LOUBAT.
MAROSELLI.
Raymond MARTIN.
MAUPOIL.
Eugène MILLIÈS-LACROIX.
MIRQUEL.
Edouard NÉRON.
Léopold ROBERT.
Rogé.
des ROTOURS
Henri SELLIER.
SIREYJOL.
URBAN.
Emile VINCENT.

PAPETERIE
IMPRIMERIE

FORTIN

59, Rue des Petits Champs, PARIS

N°

159



pour avoir un
objet semblable
rappeler le N°

Mod. 128

9^e Volume des Comptes-rendus
des séances de la Commission
de l'Hygiène, de l'Assistance,
de l'Assurance et de la Prévoyance
sociales.

JEUDI 12 NOVEMBRE 1936

à 14 HEURES 45

SALLE LÉON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Fixation de l'ordre du jour.
- II - Questions diverses.

Présidence de M. Rolland, vice-président.

Présents : M. Chauréau, Brom, Dormann, Gros, Levergne, Mauger, Neyret, Curbat.

I. M. Dormann demande que la prochaine séance, qui ne pourra avoir lieu que le 25, soit réservée éventuellement à l'examen de son rapport sur le projet de loi 714-1936 (délai de mise en instance de pension.)

M. Chauréau demande à être chargé du rapport sur la proposition de loi 776 (1936) relative aux exclus des assurances sociales. M. Danthy, rapporteur du précédent projet sur le même sujet, étant absent, la commission désigne M. Chauréau comme rapporteur provisoire.

La séance est levée, après que le secrétaire a donné connaissance de la correspondance arrivée pendant l'intersession, à 15^h 11.

RM

COMMISSIONS GENERALES
(Nomination de membres.)

M. le président. L'ordre du jour appelle la nomination de membres de commissions générales.

Conformément à l'article 19 du règlement, les noms des candidats proposés ont été publiés au *Journal officiel*.

La présidence n'ayant reçu aucune opposition, je proclame membres :

6° De la commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance et de la prévoyance sociales, M. Cautru.

(Séance du 12 novembre 1936.)

à QUATORZE HEURES TRENTÉ

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

- a) Proposition de loi de M. JUSTIN GODART tendant à rendre obligatoire la déclaration de la psittacose et à placer sous le contrôle vétérinaire l'importation, l'élevage et le commerce des perroquets et des perruches (N° 742-1936);
- b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier l'article 11 de la loi du 29 Juillet 1895 sur les Caisses d'Epargne, modifié par la loi du 5 Août 1920, et à fixer le statut du personnel de ces Caisses (N° 761 - 1936).
- c) Projet de loi concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme (N° 845 - 1936).

II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à allouer une allocation aux vieux travailleurs exclus des assurances sociales (N° 746-1936)
- M. CHAUVEAU, Rapporteur.

III - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de proroger les délais de mise en instance de pension. (N° 714 - 1936) - M. DORMANN, Rapporteur.

Présidence de M. Rolland, vice-président
Présents : M. M. Chassaing, Evén, Urban, Bouilly, Caunter, Chauveau, Levergne, Le Gorgeu, des Rotours, Dormann, Gadard, Mireaux, Mironel, Manger, Milhès-Lacroix
Excusé : M. Lissac.

I

- a) La proposition n'étant pas distribuée, l'ajournement est prononcé.
- b) M. Chassaing est désigné.
- c) M. Evén est désigné.

II.

M. Rolland donne lecture d'une lettre par laquelle M. Dauthy s'étonne que M. Chauveau ait été désigné comme rapporteur.

M. le président remarque que M. Dauthy a déposé un rapport sur un projet de loi n° 392-1935, tandis que M. Chauveau rapporte une proposition de loi n° 776-1936. Une lettre sera adressée à M. Dauthy pour remettre les choses au point.

M. Chauveau donne lecture de son rapport.

M. Chassaing demande si l'on veut mettre sur le même pied les prévoyants et les imprévoyants. Il rappelle le cas des anciens R. O. P. qui ne peuvent voir liquider leur pension, après avoir versé au moins quinze ans. Le Sénat a voté un projet donnant satisfaction à ceux-ci, et la Chambre n'a même pas rapporté le projet.

M. Chauveau répond que toutes ces personnes-là vont toucher les 500 francs.

M. Mauger demande s'il est bien entendu que tous les R. O. P. auront 500 francs.

M. Chauveau dit : "Oui, moins l'allocation qu'ils touchent maintenant."

M. Mauger s'étonne aussi de ce que tout le monde touche 500 fr., qu'on ait versé 15 ans ou 6 mois. Cela doit être examiné.

Il voudrait d'autre part que l'on récupère les versements arriérés sur les patrons.

M. Chauveau répond que cela ne peut être mis dans le texte.

M. Dormann pense qu'il ne faut pas compter sur l'excédent des caisses maladie. Toutes ces caisses sont en péril en raison des charges d'invalidité.

L'Union des Caisses a demandé le relèvement des cotisations. M. Dormann crie casse-cou.

M. Chauveau maintient ses chiffres. Il demande que l'on renvoie à une séance ultérieure pour pouvoir en apporter les preuves.

M. Ostermann signale le cas des gens des régions libérées qui ont toujours cotisé et qui n'ont pas la bonification de l'Etat.

M. Bouilly parle des A.S. qui n'ont pas 1200 cotisations et qui ne touchent pas la majoration de l'Etat. Leur donnera-t-on les 500 ? Sinon, on avantage l'imprévoyant qui n'a rien versé.

M. Chauveau répond qu'ils toucheront le minimum.

M. le président voudrait que le texte fût distribué d'ici huitaine.

M. Chauveau demande quinze jours.

M. le président lui demande d'essayer d'être prêt dans huit jours.

La commission renvoie à l'ultime.

III.

M. Dormann demande simplement la permission de rechercher "la température" de la commission. (art 1^{er}.)

La loi de 1919 n'a fait aucune réserve sur le droit à réparation. Mais l'article 8 de la loi de 1928 prévoit un délai de 5 ans. D'où les lois de prorogation successives. Mais les demandes d'augmentation pour aggravation n'ont plus de délai imposé.

Depuis le 1^{er} juillet 1936, les délais pour demande de pension sont expirés. M. Dormann cite le cas navrant de tel blessé qui, riche auparavant, n'avait pas voulu réclamer de pension,

et à qui on ~~se~~ refuse la pension maintenant qu'il est pauvre.

Il faudrait profiter de cette loi pour bien déterminer la blessure de guerre.

En ce qui concerne les malades, la loi de 1919 est incomplète : elle ne prévoit que l'aggravation, elle ne prévoit pas la guérison. Même certaines aggravations tiennent uniquement à la déshérence organique. On pourrait proroger jusqu'en 1940, car il faut toujours faire la preuve de l'imputabilité et de la filiation, pour les maladies. Il n'y a que 4800 ^{nouvelles} demandes en instance, dont $\frac{1}{3}$ pour blessures.

M. Dormann est d'avis de proroger jusqu'à fin 1937 pour les malades et sine die pour les ~~blessés~~.

La commission se range à l'avis de M. Dormann et le prie de rédiger son rapport.

M. Moilliet-Lacroix demande s'il y a conclusion pour les ascendants. Réponse négative.

M. Gadraud félicite M. Dormann de son exposé. Il pense comme M. Dormann qu'une maladie quelconque ne peut plus être facilement imputée à la guerre. Il est d'accord pour les blessés, et voudrait que l'on considère le commotionné comme blessé. Quid du gazié?

M. Dormann rappelle qu'il a promis de donner sous peu la définition de la blessure de guerre.

Clerc de
notaire

M. Daubry écrit qu'il ne peut conserver le rapport. Le projet a subi des avatars devant la Commission des finances, où plusieurs rapporteurs successifs n'ont pu conclure. D'autre part, un

nouveau projet est en préparation. Le ministre, les notaires, les clercs sont pressés. M. Dauthy étant souffrant, demande donc son remplacement.

La commission fait tous ses vœux pour le prompt rétablissement de M. Dauthy.

M. Le Gorgeu voudrait que le nouveau projet sur l'assistance fût renvoyé à la (com. l'Hygiène) quand il arrivera au Sénat. Le renvoi sera réclamé

Séance levée à 18 h 1/2

RH,

MERCREDI 9 DECEMBRE 1936

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

1^o/ Désignation d'un rapporteur (en remplacement de M. DAUTHY, démissionnaire) : Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant une bourse commune d'assurance et de prévoyance des notaires et une caisse de retraite et d'assistance des clercs de notaire (N^o 507 - 1931).

2^o/ Proposition de loi de M. André LEBERT et d'un grand nombre de ses collègues tendant à réviser et à compléter la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne (N^o 248 - 1929) (M. MILLIES-LACROIX, Rapporteur pour avis).

3^o/ Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à allouer une allocation aux vieux travailleurs exclus des assurances sociales (N^o 776 - 1936) (M. CHAUVÉAU, Rapporteur).

Séance ouverte à 16 h. 30.

Présidence de M. Rolland, vice-président.

Présents : M. M. Even, Lavergne, Ostermann, Raymond Martin, Bouilly, Turbat, Chauveau, Urban, Mireaux, Dormann, Marselli, Néron, Mironel, Veyret, Gadaud, Cantu, Le Gorgeu, Mauger

Excusés : M. M. Millies-Lacroix, Wolff.

III.

M. Chauveau donne lecture d'un projet de rapport qui a été distribué à tous les membres de la commission.

Sont adoptés les articles 1^{er}, 2

M. M. Chassaign et Even demandent des précisions sur l'article 3.

M. Dormann fait observer que l'article 3 proposé par M. Chauveau modifie tout le principe de la loi des assurances sociales.

Il craint que les ministres des finances et du travail ne s'opposent à l'octroi d'une allocation à des travailleurs de plus de 60 ans à la date présente.

La loi qui est soumise à la C^{on} n'a pour but que de faire un geste de bienveillance pour les exclues des assurances sociales et non pour d'autres catégories.

M. Chauveau se déclare d'accord avec le ministre du travail.

M. Dormann et M. Chauveau engagent une discussion sans pouvoir arriver à un accord.

M. Chauveau maintient son texte. Il affirme que les Caisses peuvent supporter cette nouvelle charge.

M. Dormann définit les exclues : ceux qui ne pouvaient pas cotiser au 1^{er} juillet 1930.

M. Chauveau dit qu'on pouvait alors cotiser jusqu'à 65 ans, mais que beaucoup sont restés en dehors de la loi, par leur négligence ou celle de leurs employeurs. Pourquoi ne s'en va-t-on pas leur accorder une allocation ?

M. Dormann veut que le projet aboutisse. Raison de plus pour préciser certains détails. Le financement ne sera pas si facile : les caisses de répartition ont eu en 1935 des déficits. M. Dormann déclare que les recettes totales des caisses, de 1932 à 1934 sont tombées de 3 milliards 700 millions à 3 milliards, (chiffres ronds.)

L'excédent net en 1936 sera loin d'atteindre 700 millions, indispensables au maintien de l'équilibre. Si on veut étendre le texte de la proposition de loi, on n'aboutira pas.

M. Chauveau dit qu'en 1935, il y a eu 3^{es} millions

versés à la caisse de garantie : c'est le 5% des excédents des caisses.

M. Bouilly confirme que la loi prévoyait des A.S. de 60 à 70 ans, mais que le décret de 1935 ne permet plus d'entrer dans la loi après ~~193~~ 60 ans.

M. Bouilly voudrait qu'on insérât la condition d'âge de 60 ans à l'article 3.

M. Chauveau répond que c'est inutile. Après discussion, il consent à accepter cet additif.

M. Chassaing fait préciser que les assurés de la loi de 1910 qui ont versé 15 ans bénéficieront du taux de 500 francs.

L'article 3 est adopté.

L'article 4 est adopté.

M. Dormann remarque que les certificats d'employeurs prévus à l'article 5 ne seront pas délivrés, car les employeurs se dévoueraient eux-mêmes leur négligence. Et les industries disparues ? Et les chômeurs en 1929 et 1930.

M. Chauveau propose de renvoyer les conditions d'application à un règlement d'administration publique.

M. Caumont propose de dire simplement "certificat".

M. Bouilly demande si à l'article 5, le mot "intéressés" vise les bénéficiaires des articles 4 et 3. M. Bouilly ne veut pas imposer le paiement aux bénéficiaires de l'art. 3. Il admet qu'on leur demande simplement de parfaire leurs versements à concurrence de 240 cotisations par an.

M. Chauréau accepte de modifier l'article 5 dans ce sens.

L'article 5, ainsi modifié, est adopté.

Sur l'article 6, M. Dormann fait toute réserve, en raison du décret du 10 octobre 1935, qui met à la charge des caisses de répartition le risque d'invalidité. Les ministres ont dû réduire le prélèvement qu'ils avaient imposé aux caisses. On ne peut donc imposer de nouvelles charges, sinon il faudra augmenter les cotisations. M. Dormann renouvelle ses observations précédentes.

Mais M. Chauréau défend de nouveau ses conceptions. M. Ladaud demande comment M. Dormann entend financer le projet. M. Dormann aimerait bien prendre l'argent sur les réserves de la Caisse de garantie, étant donné qu'il s'agit d'une situation temporaire.

M. Le Gorgeu approuve M. Dormann.

M. Even demande si les caisses définitaires peuvent se faire aider par les autres.

M. Chauréau répond qu'elles peuvent être aidées par la Caisse de garantie.

Mais, pourquoi ne pas faire payer l'allocation par la Caisse de garantie, dit M. Even.

M. Dormann observe que la Caisse de garantie demandera l'augmentation de son prélèvement.

Le texte de l'article, modifié avec l'assentiment de M. Chauréau, est adopté.

L'article 7 est adopté.

L'ensemble de la proposition est adopté.

I.

M. Cauteau est désigné.

M. Manger l'avise qu'il a été des opposants.

au projet.

La séance est levée à 18 heures.

RAH

MERCREDI 16 DECEMBRE 1936

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR:

- I - Proposition de loi de M. André LEBERT et d'un grand nombre de ses collègues tendant à réviser et à compléter la loi du 20 Juillet 1895 sur les Caisses d'épargne (N° 248-1929) - (M. MILLIES-LACROIX, Rapporteur pour avis).
- II - Projet de loi concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme. (N° 845-1936) - (M. EVEN, Rapporteur).-

Séance présidée par M. Rolland, vice-président
 Présents : M. Even, Loubat, Rd Martin,
 Lavergne, des Rotours, Lissac, Urban, Millies-Lacroix,
 Neyret, Bouilly, Brom, Chassaing, Ostermann, Jadaud,
 Gros, Mireaux, Mauger, Le Gorgeu.

I.

M. Millies-Lacroix, rapporteur pour avis, expose les grandes lignes de son avis.

M. Chassaing veut savoir si M. Millies-Lacroix est d'avis de modifier la législation.

M. Millies-Lacroix répond qu'il veut simplement codifier la loi et les règlements.

M. le président observe que M. Chassaing reprend la question au fond.

M. Chassaing pense que le C^o de l'hygiène doit prendre la défense des petits porteurs. Il sait que la politique s'est infiltrée dans les conseils d'administration, et que les bons servent à favoriser telles ou telles œuvres.

M. Chassaing rappelle qu'un article de la loi de 1895 permet de usaparer avec les bons les rentes des petits porteurs. Cet article n'est jamais appliqué. Si l'on refond la loi, il faut le rendre effectif.

Le président remarque que la Commission n'a qu'un avis à donner sur le projet rapporté par la commission de législation.

M. Even approuve.

M. Millier-Lacroix déclare être en désaccord sur les deux points essentiels. Il refuse la garantie partielle de l'Etat et la veut totale. Il ne veut pas de conseils nommés par cooptation, mais les composerait de délégués d'épargnants (ch. de commerce, d'agriculture, syndicats, etc.)

M. le président n'est pas d'avis que la commission puisse déposer des amendements.

M. Millier-Lacroix propose un avis défavorable à l'article 1^{er}.

M. Brom demande si on doit laisser l'Etat accaparer toutes les réserves.

M. Mauger propose une procédure réglementaire.

Sur l'article 1^{er}, M. ^{Le Pelletier} ~~Thomson~~ pense qu'on s'éloigne du principe originaire des caisses d'épargne.

M. Le Pelletier redoute que l'on accentue l'intrusion de l'Etat dans la gestion des caisses.

M. le président, rappelant que M. Lebert n'étant pas pressé de faire voter la proposition, et que les deux autres com^{ités} sains n'ont pas encore déposé leur avis, demande au rapporteur d'accepter un ajournement.

M. Millier-Lacroix y consent. L'ajournement

est prononcée.

II.

M. le président donne lecture d'une lettre du professeur Gemähling ^(Strasbourg.) président de l'"Union Temporaire" contre la prostitution réglementée et de la traite des femmes, qui demande une audience.

M. le Dr. Marcel Pinard, du même groupement, (hôpital Cochin) fait la même demande, ainsi que M. le Dr. Hermite, adjoint au maire de Grenoble.

Les 3 personnes sont présentes. Faut-il les faire appeler ? Ce sont des "abolitionnistes" convaincus.

M. Even, rapporteur, après avoir eu une conversation avec le pr. Gemähling, signale que celui-ci est à Paris pour peu de temps. Ils considèrent que si on ne ferme pas les maisons, on n'aboutira à rien. Mais M. Even pense que la commission ne le saura pas.

M. Even expose rapidement la thèse.

Les 3 médecins dont les noms sont cités plus haut sont introduits.

Audition de

M. G. Gemähling,

Dr Marcel Pinard

Dr Hermite.

Le Dr Hermite expose qu'à Grenoble, malgré la réglementation, l'état sanitaire des femmes était déplorable. Des femmes grièvement atteintes de syphilis, étaient des foyers de contamination. A St-Etienne, 25% des cas viciaient des maisons surveillées. Les hôpitaux de Grenoble ne recevaient pas de femmes, qui, par peur de la carte, n'osaient pas se présenter. On a créé un service libre de maladies vénériennes. Les consultations, de 700, sont passées à 7000.

La manière de maison à gros numéros ne permettait pas de poursuivre celles à petit numéro, beaucoup plus dangereuses.

Depuis six ans, la suppression a permis de diminuer de moitié le nombre des racoleuses libres. On a pu causer des poursuites nombreuses contre certains cafés. On a reçu trois consultations médicales : elles recevaient de nombreux clients, ce qui a fait dire aux partisans de la réglementation qu'on a augmenté le nombre des malades. C'est faux, car le nombre des cas nouveaux a diminué. En 1935, il y a eu 27.300 consultations. De 11/ en 31, le nombre de chancres est tombé à 36.

Sans doute, la prostitution n'est pas supprimée pas plus qu'ailleurs, mais elle est gênée et diminuée. Et les maisons suspectes n'ont pas plus augmenté qu'ailleurs ; cette légère augmentation s'expliquant par le chômage et le misère.

M. Hermite en résume sa félicité des résultats obtenus à Grenoble.

Le Dr Marcel Pinard, médecin de l'hôpital Cochin, rappelle qu'en 1923, vers le 2^e semestre, on ne voyait plus de syphilis, de telle sorte qu'on restait au chiffre de 400 cas par an dans chaque service. Cela était dû à des épidémies contractées dans des "maisons d'abatage", qu'on peut comparer à la mitrailleuse substituée au fusil. Dans une maison, on a trouvé 5 femmes atteintes. Or, le samedi, ces femmes voyaient de 50 à 100 hommes, au prix de 6 francs pour les

Nord-Africains et 10 francs pour les Européens, ceux-ci s'attendant.

Quant aux maisons de rendez-vous, ils paient les médecins, mais ceux-ci ne peuvent voir les femmes.

On peut se passer de maisons. En Allemagne, pendant l'occupation, on a fermé les maisons, et nos soldats n'ont pourtant violé personne, l'écrit que la morbidité syphilitique diminuait immédiatement.

On fait venir des Nord-Africains sans contrat de travail. Tous sont malades. Dans le 18^e arrondissement, des bouiches louent des chambres à trois, touchent le chômage, et font le soir les dansings.

En Suède, on n'a plus que 400 cas de syphilis pour 7 millions d'habitants, grâce à la suppression de la réglementation.

La coercition serait utile, quitte à ne pas s'en servir.

Le Dr Hermite affirme qu'au point de vue utilitaire, à Grenoble, les statistiques sont excellentes.

Le Dr Gemahling rappelle l'expérience belge qui a obtenu l'assainissement des 9/10 par des procédés d'éducation et une éducation thérapeutique intense, selon les méthodes du R^e Bayet. Il cite encore le cas de Fontainebleau, où il n'y a pas eu de cas de syphilis cette année-ci.

Si les vieux errements ont tant de vitalité, c'est à cause de l'armée de trafiquants qui se cachent derrière les femmes, et qui utilisent la corruption pour se créer des complicités.

Au point de vue international, cette situation porte préjudice à la France, qui fait scandale.

M. Gemahling proteste contre les termes de l'article 21, qui légitime des dérogations à l'article 18.

Les maisons de Metz viennent d'être fermées, malgré la présence de la plus forte garnison de France. Avec l'article 18, on les rouvrirait.

Sur l'article 16, M. Gemahling demande que le délit soit défini de façon précise par la loi. Autrement, la police fera la définition.

L'article 30 abroge toutes les dispositions relatives à la réglementation sanitaire. Il faudrait ajouter "administrative."

L'orateur ne serait pas partisan de faire d'abord passer les dispositions sanitaires, puis d'ajourner les réformes administratives.

Le président remercie la délégation, qui se retire.

M. Evén se déclare d'accord avec la délégation sur beaucoup de points. Il signale que l'occupation des usines a augmenté le nombre des cas de syphilis.

Il n'y a pas un point du titre I^{er} qui ait été contesté par la délégation. D'accord donc sur cette partie médicale. On fera plus tard un rapport supplémentaire sur le titre II mais aussi sur le nouveau projet annoncé par le ministre Sallier.

La commission adopte ce point de vue.

M. Raymond Martin voudrait que le mariage fût interdit aux malades en traitement.

M. Evén lui répond de déposer un amendement. Il déclare que sa proposition des deux "trains" est faite d'accord avec le ministre.

M. Fadaud craint que la coupure ne permette plus de faire passer la suppression des mai sons.

M. Evén répond qu'il suffirait d'un article additionnel (le 18) après le vote du premier lot d'articles.

[Aliénés

M. Baugier voudrait introduire "les colonies familiales" dans la loi de 1838.

M. Mille-Lacroix lui conseille de déposer une proposition de loi.]

II (suite.) La commission approuve la proposition de M. Faden.

L'examen des articles est reporté à la prochaine séance.

EXCEPTIONNELLEMENT LE JEUDI 24 DECEMBRE 1936

à 10 HEURES DU MATIN

Local du 2ème BUREAU

ORDRE DU JOUR :

Budget de la Santé Publique et de l'éducation physique.- Audition de M. DELTHIL, rapporteur de la Commission des Finances.

Présidence de M. Rolland, vice-président

Présents : MM. Bouilly, Urban, Chassaing, Lavergne

M. Delthil, rapporteur du budget de la santé publique, est également présent.

Budget de la Santé publique. M. Delthil donne des explications sur ce budget et répond aux questions qui lui sont posées par les membres de la commission.

Statut du personnel des Caisse d'épargne. M. Chassaing demande à présenter son rapport sur cette question. Après audition, son rapport est adopté.
761-36.

Le secrétaire adjoint de la commission étant retenu par son service à la séance publique du Sénat, n'a pu assister à la séance de la commission.

RAJ

MERCREDI 20 JANVIER 1937

A SEIZE HEURES ET DEMIE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Correspondance.
- 2 - Questions diverses.
- 3 - Fixation de l'ordre du jour.

Présidence de M. Rolland. v. p.^t.

Présents : Mll. Le Gorgeu, Bouilly, Loubat, Martin
Lissar, Lavergne, Brom, ~~Vielas~~, Le Pelletier,
Mironel, Chassaing, Even, Meauges.

4-1937 La Commission décide de réclamer pour examen au fond le projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance, déposé la veille et renvoie à la Commission de législation. Elle est à l'unanimité d'avis qu'il doit en être ainsi pour tous les projets de loi émanant du ministère de la santé publique. —

La correspondance arrivée pendant les vacances est examinée. Les lettres les plus importantes seront transmises aux rapporteurs.

845-1936. Au sujet du P.L. concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, le président expose que la commission ayant entendu des médecins partisans de l'abolition des maisons de tolérance, il lui semblerait juste d'entendre l'autre cloche. La commission l'approuve et s'en rapporte à lui pour convoquer telles personnalités médicales,

civiles ou militaires.

M. Even, rapporteur, signale que le ministre a dépassé les termes de l'accord passé entre eux et d'où il résultait que le ministre consentait à voir voter le projet en plusieurs tranches, la première comprenant seulement les mesures prophylactiques. Le ministre vient d'envoyer aux préfets une lettre circulaire qui préjuge toute décision parlementaire et déclare la guerre aux maisons. Si le ministre devait insister pour que tout le projet fût voté d'un coup, M. Even rendrait le rapport. Il suggère même à la Commission de désigner un second rapporteur qui soutiendrait éventuellement la 2^e partie du projet. M. Lavergne accepterait cette charge, mais, sur observation de M. Le Gorgeu et du président, la Commission ne retient pas cette procédure.

Dans tous les cas, on est d'avis d'entendre le ministre préciser ses intentions et M. Even est chargé de s'entendre avec lui sur la date où il pourra venir le faire devant la Commission.

316-1931 M. ^{Brom} ~~Haager~~ demande, ~~appuyé par M. Brom~~, le vote de la proposition 316-1931, Concernant les réparations à accorder à certaines victimes civiles de la guerre (en Alsace et Lorraine). En l'absence de M. Des Rotours, rapporteur, la question est ajournée.

La séance est levée à 18 h.

RH

MERCREDI 3 FEVRIER 1937

à 16 HEURES 30

SALLE LEON BOURGEOIS (6° BUREAU)

[Dans sa séance du 2 février, le Sénat a nommé membres de la commission de l'hygiène :

MM. Bouilly, Brom.
Cautru, Chassaing, Chauveau.
Daraignez, Dauthy, Dormann.
Even.
François-Saint-Maur.
Gadaud, Justin Godart, Louis Gros, Lavergne, Le Gorgeu, Firmin Leguet, Le Pelletier, Lissar, Loubat.
Maroselli, Raymond Martin, Manger, Maupoil, Fernand Merlin, Eugène Millies-Lacroix, Mirouel.
Edouard Néron, Neyret, Eugène Nicolas.
Léopold Robert, Rolland, des Rotours.
Sireyjol.
Turbat.
Urban.
Emile Vincent.

[membres nouveaux : M. Firmin Leguet
Maupoil
Léopold Robert
Emile Vincent

membres non réélus : Mireaux
Ostermann
Jules Wolff.
Faugère (d'ici là)]

Séance ouverte à 16 h. 30.

Présidence de M. Manger, président d'âge

Présents : M. M. Le Gorgeu, Neyret, Dormann, Bouilly, Turbat, des Rotours, Néron, Brom, Dauthy, Lavergne, Even, Loubat, Le Pelletier, Vincent, Robert, Gadaud, Leguet, Lissar, Chassaing, Rolland, Cautru

Renssall^t M. Manger souhaite la bienvenue aux nouveaux du Bureau.

Commissaires.

Il appelle la commission à nommer son président.

M. Chassaing propose de renouveler les pouvoirs du bureau.

M. Even déclare que M. Fd. Merlin reste candidat. Il propose de faire une manifestation de sympathie sur son nom et de lui laisser l'initiative, s'il ne croit pas que son état de santé lui permette de rester président, de donner sa décision.

M. Fernand Merlin est réélu à l'unanimité.

M. Danthy se récuse comme vice-président. Il déclare vouloir rajuster les cadres.

M. L. Robert propose de faire pour M. Danthy comme pour M. Merlin. M. Even déclare que les cas ne sont pas identiques.

Les deux vice-présidents, M. Rolland et Danthy sont réélus.

Les deux secrétaires, M. Mauger et Even sont également réélus.

M. Rolland, 1^{er} vice-président, adresse ses remerciements en son nom et au nom de ses collègues du bureau. Il déclare que M. Fd. Merlin sera très touché du geste de la commission. M. Rolland s'efforcera de faire avancer les travaux de la commission, avec l'aide de ses collègues. L'année qui commence apportera beaucoup de travail : prophylaxie des maladies vénériennes,

protection de l'enfance, etc. M. Rolland compte sur la bienveillance et l'amitié de tous.

Accidents du Travail. M. Mauger signale que le fonds de garantie des accidents du travail a perdu 40 millions par la faillite du Lloyd de France et de Belgique. Il faudrait modifier la loi pour éviter le renouvellement de pareils accidents.

M. Brom expose le système appliqué dans les trois départements reconquis.

M. Robert propose la création d'un droit de priorité.

M. Rolland demande à M. Mauger de déposer un texte, proposition de résolution ou de loi.

M. Dauthy est d'avis de demander des explications au gouvernement.

M. des Rotours pense que la question dépend de celle des accidents du travail, dont la commission est déjà saisie. Il faudrait que le rapporteur, M. Chauréau, put faire venir le projet en discussion.

M. Rolland pense que le bureau pourrait se mettre en rapport avec le président de la commission des finances pour savoir s'il est utile que le projet des accidents du travail vienne en discussion.

Ordre du jour. La commission règle son ordre du jour.

Séance levée à 17 h. 15

MERCREDI 10 FEVRIER 1937

à 16 HEURES 30

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de Rapporteurs.

- a) Projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance (Pour avis.)
(N° 4 - 1937)
- b) Projet de loi tendant à autoriser les pharmacies mutualistes à participer aux fournitures pour le service de l'assistance médicale gratuite (N° 6 - 1937)
- c) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative au Statut légal des infirmières et des infirmiers (N°)

II - Prorogation des délais de mise en instance de pension. - (N° 714-1936.) (M. DORMANN, Rapporteur.)

III - Caisse de retraite du notariat (N° 507-1931) (M. CAUTRU, Rapporteur).

IV - Caisses d'épargne, statut du personnel (N° 761 - 1936) -
(M. CHASSAING, Rapporteur).

Présidence de M. Rolland, r.p.

Présents : M. Chassaing, Bouly, Sadaud,
Le Gorgeu, Dormann, Cautru, Leguet, Lavergne
P. Robert, R. Martin, Lissar, Le Pelletier, Even, Mangers
Vincent, Brom

IV.

Caisses
d'épargne
761-1936

M. Chassaing donne lecture d'une lettre en date du 9 février, par laquelle le ministre du travail demande des modifications au projet. Il accepte sur un point les suggestions du ministre. Mais il maintient sur un second point le texte qu'il proposait (le personnel sera représenté uniquement par des membres de la corporation.)
Il donne lecture de son rapport.

M. Le Gorgeu redoute l'incidence de cette proposition sur le statut des employés communaux.

M. Chassaing répond que le caractère des caisses d'épargne n'est pas assimilable à celui des communes. Il faut éviter de perpétuer le désordre actuel : pour des travaux analogues, on paie de façon différente d'un département à l'autre. M. Chassaing insiste pour l'adoption de la proposition.

M. Le Gorgeu ne veut pas d'un déplacement d'autorité. Le maire finira par être dépossédé de tous ses pouvoirs, car on appliquera un régime semblable aux employés communaux. Il cite ce qui s'est passé pour les personnels hospitaliers dont les traitements ont été fixés par une commission paritaire, à Paris, pour la France entière.

M. Chassaing dit que, pour la proposition en discussion, les représentants des deux parties sont d'accord. La commission a écarté la mention relative à l'échelle mobile.

Mais M. Le Gorgeu répond que l'on donne tous pouvoirs à la commission paritaire et qu'elle pourra l'imposer.

M. Gadaud pense que les caisses d'épargne étant autonomes, il ne pourra y avoir d'assimilation avec les communes. Mais il faudrait éviter l'unification des traitements pour toute la France.

M. Chassaing rassure M. Gadaud sur ce dernier point.

Pour M. Le Gorgeu, il n'y aura plus d'établissements

vraiment autonomes.

M. Chassaing expose que les études du statut se font à plusieurs degrés.

M. Le Gorgeu indique comment on a réglé la question des hôpitaux : les traitements sont établis suivant le nombre de malades de l'établissement et non suivant l'importance de la localité.

Le rapport est adopté.

Exclus

Le secrétaire-adjoint donne lecture d'une lettre par laquelle M. le ministre du travail demande à la commission de surseoir, en attendant un nouveau ^{projet}

Ass-^{es} accidents.

Même communication sur ce projet.

Les deux lettres ont été communiquées à M. Chauveau, rapporteur, qui, souffrant, demande un délai.

I

4-1937

I^a) M. Gadaud est désigné. Il est délégué pour suivre les délibérations de la Commission de législation civile, saisie au fond.

6-1937

I^b) ^{Emile} M. Vincent est désigné.

I^c) M. Dormann est désigné.

II

714-1936.
Voie en instance
de pension.

M. Dormann avise la commission que le ministre des finances lui a écrit pour faire des observations sur le projet de loi qu'il a lui-même signé. Le projet devra, dit M. Dormann, avoir son titre modifié, car il est plus large que son titre ne l'indique.

Le projet en effet tend à créer des droits

nouveaux.

M. Dormann donne ensuite lecture de son rapport.

La commission adopte l'article 1^{er}

L'article 1 bis est réservé. L'article 2 est adopté.

Les derniers articles sont ~~adoptés~~ réservés.

III

Notariat.

La discussion est ajournée.

Séance levée à dix-huit heures vingt-cinq.

8

MERCREDI 17 FEVRIER 1937

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

1 - Prorogation des délais de mise en instance de pension (N° 714 - 1936)

- M. DORMANN, Rapporteur.

2 - Caisse de retraite du notariat (N° 507 - 1931)

- M. CAUTRU, Rapporteur.

3 - Correspondance :

Exclus des assurances sociales, n° 776-1936.
Assurances-accidents, n° 15-1928.
Victimes civiles de la guerre.

Présidence de M. Rolland, vice-président.

Présents : M. Bouilly, Vincent, Martin, Cautru, Dormann, Le Forgeron, Le Pelletier, Lavergne, Chassaign, Even, Robert, Lissar, Sadant, Lombat, Urban, Leguet

I.

714.36.

Délais de mise
en instance de pen-
sion.

M. Dormann signale que le dispositif qu'il a fait distribuer est un projet maximum, et il appelle dessus les observations de ses collègues.

Il expose qu'il a modifié son article 1 bis, pour tenir compte des remarques faites à la précédente séance.

M. Bouilly demande si l'article 1 bis résout le problème des gages. M. Dormann répond affirmativement.

M. Brom demande si la mention "en présence de l'ennemi" n'exclut pas les Absents.

Allemands ayant servi en Allemagne. M. Dormann répond en lisant une circulaire ministérielle qui montre que les A.-D. ont toujours été traités comme les Français. Il n'y a pas de raison que cela change.

M. Bouilly fait préciser qu'il n'est nullement question des pensionnés ^{blessés} d'après-guerre, sauf pour ceux des T. E. O. Ainsi les blessés d'après-guerre ne bénéficient d'aucune prorogation après le délai habituel de cinq ans. M. Dormann signale d'ailleurs qu'il ne peut y avoir de prescription en cas d'aggravation de la lésion ou de la blessure d'un pensionné.

M. Urban demande si on a pu évaluer la dépense du projet. M. Dormann répond que le coût sera faible, car tous ceux qui se mettront en instance n'auront pas automatiquement une pension. Il y a en tout 1626 demandes de blessés 2717 de ~~travaux~~ et 723 qui n'ont pu précéder ! Antérieurement, moins de 50% des demandes étaient satisfaites. Au centre de Paris, il y a plus de la moitié des demandes qui émanent de candidats déjà repoussés.

M. L. Robert cite le cas d'une réforme à 100% comme tuberculeux qui a été rayé par application de la loi sur la révision des pensions. Il demande quel est l'esprit dans lequel opère la commission de révision. M. Dormann répond que le décret de révision des pensions a fixé des règles strictes, qui ne sont d'ailleurs que celles qu'on applique pour l'octroi des pensions. Le ministre, effrayé du nombre de radiations, a arrêté les notifications. La Chambre examine un nouveau projet. Mais nous connaissons tous des pensions abusives, dont nous ne pouvons être

les délateurs. Mais il faudra réexaminer
400.000 dossiers.

La commission adopte le paragraphe 1^{er}
de l'art. 1 bis.

Sur le 2^e paragraphe, M. Dormann expose
qu'il s'agit de réparer de réelles injustices.
Il propose pourtant, pour éviter l'opportunité
de la Guerre, de remplacer "zone des armées"
par "zone de combat". Mais M. Rolland pense
au contraire que la blessure étant la même,
la réparation est due même si l'accident
(éclatement de grenade, etc.) est arrivé tout
à fait à l'arrière.

M. Brom a bonde dans ce sens : il suffirait
de dire "en service commandé". M. Rolland
dit : "à l'instruction".

M. Le Gorgeu admettrait le texte primi-
tif, qui se tient dans la moyenne.

M. Dormann rappelle que les nouveaux types
de grenades étaient essayés à l'intérieur.

M. Bantre voudrait qu'on visât également
ces essais.

M. Le Gorgeu s'y oppose, car on fait actuelle-
ment des essais : on veut-on assister à la
guerre.

M. Even dit qu'il ne s'agit pas ici de pensions,
mais de décorations. Pourquoi tant discuter ?
Adoptons le texte du rapporteur.

M. Dormann propose la suppression de para-
graphe, puisqu'une loi est en préparation pour
accorder l'adjectif d'honneur à tout pensionné
à 100 % "en service commandé".

La commission maintient le paragraphe tel

quel. Le § 3 est adopté.

M. Bantre demande, au § 4, la suppression des mots "en définitive". Le rapporteur y consent.

L'ensemble de l'art. 1 bis est adopté.

L'art. 2 avait été antérieurement adopté.

Cependant M. Bantre et M. Le Gorgeu demandent que les maladies exotiques soient converties même après 1914-1918.

M. Even trouve que ce serait grave : il y a les antrax, les lépreux. Comment définiriez-vous l'origine ?

M. Dormann signale certaines protestations du ministre des finances, qui d'ailleurs avait signé le projet contre lequel il proteste maintenant.

M. Even observe qu'il ne vous étendez au § 2 les droits après 1918, il faut le faire au § 3 (maladies exotiques). M. Dormann dit que cela n'ouvrira guère de droits, mais qu'il suffirait de supprimer le § 3. Ainsi décidé.

L'article 2 est ~~adopté~~, l'article 3 également.

M. Bouilly signale que l'article 4 est plus étroit que la loi de 1921. M. Dormann répond qu'il a pris le texte du gouvernement. Il reprendra son texte. M. Brom admet le texte tel qu'il est proposé, ce texte donnant satisfaction à ses compatriotes d'Alsace. Dans tous les cas, le texte visera les maladies contractées hors des forteresses et des camps de prisonniers.

M. R. Martin demande certaines précisions touchant les aliénés.

M. Even demande qu'on se borne à prolonger des délais, mais qu'on ne modifie pas les lois existantes sur les autres points.

L'article 4 et l'art 5 sont adoptés.

M. Dormann signale que les articles 6 à 8 sont de vieilles connaissances, que la Chambre a accroché aux textes. Il craint que ces articles fassent tiquer la Commission des finances. Le ministre des pensions se contenterait d'ailleurs des 5 premiers articles.

M. Evén propose la suppression des articles 6 à 8. Ainsi décidé.

M. Dormann est autorisé à déposer son rapport.

Notariat

Ajourné.

Correspondance. Deux lettres du Ministre du Travail, renvoyées au rapporteur.

Une lettre de "victimes civiles de la guerre, On leur demandera ce qu'ils veulent.

Une lettre de la C^{te} de l'Ozone, communiqué par M. Maugé, demandant une audience. Renvoi au rapporteur.

Santé publique

Prophylaxie des

maladies vénériennes

M. Evén expose que M^{me} Brunnschwitz, ministre sous-secrétaire d'Etat de la

Santé publique, lui a fait connaître "la volonté du président du conseil" de voter le projet du gouvernement.

M. Evén n'a pu lui donner satisfaction, s'étant auparavant mis d'accord avec le Ministre lui-même. Il est d'ailleurs prêt à demander l'audition du ministre. Les positions étant prises, M. Evén a

déclare à Mme Brunschwig que le projet total ne pourrait être voté par le Sénat. Si elle insistait, M. Even préférerait rendre son rapport.

M. Ladame pense que Mme Br. va faire voter à la Chambre la suppression des maisons de tolérance, pour forcer la main au Sénat. (mouvements divers.).

M. Lavergne a vu M. Sellier, qui paraît décidé à soutenir son projet.

M. Rolland remercie M. Even. Il ajoute qu'il a reçu des demandes d'audience de médecins spécialistes, qui protestent contre le projet de Gouvernement.

Leana levée à 18 h 5.

8

Mercrèdi 24 fevrièr 1937

16 H. 30

- I. Désignation d'un rapporteur pour avis :
Proposition de loi tendant à réglementer la
détention des cultures vivantes de microbes pathogènes
(368-1936.)
- II. Caisse d'assurance du notariat (n° 507-1931.)
(M. Cautru, rapporteur.)

Présidence de M. Rolland, vice-président
Présents : M. Lavergne, Emile Vincent,
Legnet, Bouilly, Gros, Lissar, Cautru,
Brom, des Rotours, Mauger, R. Martin.
Le Pelletier, Gadant, L. Robert, Chassaing, Even,
Le Gorgeu, Millis-Lacroix,

II.
Notariat,
retraites
507.1931.

M. Cautru donne lecture de son rapport,
(supplément au rapport de M. Dautry 901-1931)
Il propose d'écarter du projet ce qui concerne la
"caisse du notariat", visant les notaires et de
ne s'occuper que du personnel. Mais, selon
lui, il faut ne pas perdre de vue la question.

M. Chassaing regrette qu'on abandonne
les notaires, souvent plus à plaindre que leurs
clercs. Les notaires, dans les campagnes,
disparaissent et sont remplacés par des
hommes d'affaires, dont les conseils ne sont
pas toujours profitables aux paysans.

M. Cautru répond que la Chancellerie
est d'accord pour créer une caisse de
notaires sur la base professionnelle.

M. Mauger n'est pas partisan du projet. Les clercs sont des salariés comme les autres. Les clercs, et surtout les petits, sont soumis à la législation des assurances sociales et il n'y a pas de raison de leur imposer une charge accrue. Ils paient 4% : on propose 6% plus 60 fr. par an ! En outre, on demande la création d'un impôt pour constituer cette caisse. Pourquoi, ici plutôt qu'ailleurs ?

Que les notaires créent, s'ils le veulent, une caisse primaire pour leurs employés. De la sorte, si les clercs quittent le métier de clerc, ils ne perdront pas le bénéfice de leurs versements.

Le précédent serait dangereux : d'autres corporations demanderaient aussi un régime d'exception.

M. Rolland fait observer que sur la proposition de rejet de M. Mauger, la commission a déjà statué.

M. Bron dit que l'argumentation de M. Mauger est presque irréprochable, mais il pense qu'il faut entendre d'autres opinions avant de statuer.

M. Mauger se défend de s'opposer au rejet, mais il dit que les notaires pourraient s'en passer.

M. Bron fait remarquer que partout, les contributions patronale et ouvrière suffisent.

Ici, on fait intervenir le consommateur comme la partie versante. Il est vrai que les industriels et commerçants font payer le client, ce que les notaires, astreints à un tarif, ne peuvent faire. Mais il y a le cas des vieux clercs de notaire, qui toucheraient immédiatement pension complète. Dans les A.-S., il y a une période d'attente de dix ans.

La caisse à créer aurait là une grande charge.

De moins, le caractère spécial des clercs de notaire fait qu'aucun principe ne serait vraiment lésé si on leur accordait un régime spécial. Mais, en Alsace et Lorraine, comme ce sont des employés ordinaires, qui ne peuvent jamais accéder au patronat, il serait préférable qu'ils soient astreints au régime général des A. S. Mais M. Brom annonce le dépôt d'un amendement les visant.

M. Mangier remarque que l'art 49. de la loi des A. S. a toléré des régimes antérieurs, mais qu'il ne permet pas la création de régimes exceptionnels nouveaux.

M. Even se rallie aux propositions de M. Castru.

M. des Rotours remarque que la commission a déjà réglé les points que l'on discute à nouveau.

M. Castru, rapporteur, expose que le dernier article du projet fait un sort spécial aux clercs des départements reconquis. Il s'étonne que le fond du rapport de M. Daubry soit remis en discussion. Il pense que l'on peut admettre un régime dérogatoire, à raison des fonctions des intéressés; il y a à cela des raisons bien plus fortes que dans le cas des employés des chambres de commerce.

M. Mangier répond qu'il y a deux catégories de clercs, ceux qui sont astreints au stage et à des titres professionnels, et les simples

employés non spécialisés.

M. Gardaud fait préciser qu'il s'agit de tous les employés de l'étude.

M. Gros demande si actuellement ils sont assujettis aux A. S.

M. Cantre répond que dans la plupart des études, on cotise pour eux.

M. Gros répond pense qu'il y a lieu de ne rien modifier.

M. Rolland, président, répète que le principe a été réglé par la commission.

M. Cantre fait observer que les A. S. ne donneraient pas aux clercs les avantages que leur procurera le projet.

M. Bouilly est partisan du projet Dauthy; il regrette même que l'on supprime la partie relative aux notaires. Cela risque de faire échouer l'accord entre notaires et clercs.

M. Cantre le rassure: les pourparlers pour la création de la caisse des notaires sont en bonne voie. La Chancellerie le veut ainsi, ce qui tranquillise le rapporteur.

La commission décide de passer à la discussion des articles, malgré l'opposition de M. Baugier.

Art. 1^{er}. Une discussion s'ouvre sur le mot "chômage involontaire par manque de travail". Les mots ont été demandés par la chancellerie. Là M. Brom constate qu'il s'agit là d'une nouveauté. M. Gros dit qu'on ne peut imposer à un clerc l'obligation de faire pointer chaque jour sa carte de chômeur et il demande qu'on maintienne le mot "chômage". M. Gardaud trouverait légitime d'assimiler

les clercs à des fonctionnaires, mais on ne peut leur assurer en plus les indemnités des A. S. et l'indemnité de chômage.

M. Le Pelletier dit qu'il faut choisir : Simili-fonctionnaires, ou salariés ordinaires.

M. Caubru reconnaît qu'il peut y avoir deux catégories.

Alors, dit M. Le Pelletier, faites deux sections.

Ce serait trop compliqué, répond le rapporteur, et rien de choquant à prévoir l'indemnité de chômage.

M. Bouilly dit que les clercs rédacteurs d'actes sont attachés à la fonction. Mais les sténographes, dactylo graphes, etc., peuvent devenir chômeurs. Il faut donc prévoir le chômage. Les deux catégories sont pleinement d'accord pour le vote du texte.

M. Rolland met aux voix le mot "chômage". Le mot chômage est adopté

M. Le Pelletier demande la définition du clerc de notaire.

M. Caubru répond que le règlement d'administration publique le déterminera. Sur la proposition de M. Baugier, la discussion est renvoyée.

~~II~~
I.

M. Vincent est désigné.

(20)

MERCREDI 3 MARS 1937

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteur :

projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fixer les modalités d'application de la révision des pensions abusives (N° 35 - 1937).

2 - Caisse de retraite des clercs de notaire (N° 507 - 1931).

- M. CAUTRU, Rapporteur.

Résidence de M. Rolland, vice-président.

Présents : M. M. Bauger, Lissar, Bouilly, Rd. Martin, Leguet, Chaureau, Cautru, Lavergne, Le Gorgeu, des Rotours, Leopold Robert, Chassaing, Even, Bornemann, Maupeil, Millier-Lacroix, Le Pelletier.

*II
notariat
507. 1931.*

M. Cautru justifie d'abord la dérogation que le projet apporte à la loi sur les assurances sociales. Il cite d'ailleurs des précédents.

Il répond ensuite aux objections basées sur le fait que le projet vise non seulement des clercs, mais aussi le reste du personnel des études de notaires. Il donne lecture d'une note émanant d'un groupement d'employés qui affirme que les concuiss, dactylographes, etc., présentent bien un caractère spécial, et est même soumis à la chambre de discipline du notariat. Il est donc difficile de distinguer entre les employés et les clercs.

Quant aux clercs ou aux employés qui quitteraient

pendant le notariat après des services prolongés, M. Cartru présente un texte qui était déjà dans le projet de règlement d'administration publique.

M. Cartru prévoit également pour cet employé la couverture du risque d'invalidité.

Quant au clerc qui achète une étude, il pourra à son choix, conserver ses droits à la retraite ou recevoir le remboursement de ses versements.

M. Mauger donne lecture de la lettre d'un sténo-dactylographe d'étude qui craint pour ses intérêts et semble préférer être assujéti aux assurances sociales.

Il donne également lecture d'une lettre de la Fédération autonome des clercs de notaire, qui déclare qu'on ne peut pratiquement distinguer entre clercs, employés et même dactylographes.

M. Mauger pense que, jusqu'à 25000 fr. de salaires, il convient de laisser les salariés aux assurances sociales. Le projet leur enlèverait beaucoup d'avantages. Le ministère du travail y est hostile. La Chancellerie ne connaît pas le nouveau texte.

M. Cartru, rapporteur, répond qu'il a fait distribuer une épreuve comparative, dont la 3^e colonne n'est pas le texte de M. Cartru, mais ~~pas~~ celui de la Chancellerie elle-même.

M. le président demande à la Commission de passer à la discussion des articles, ce qu'elle a décidé d'ailleurs le 24 février.

Article 1^{er}

Il est institué pour les clercs et employés des deux sexes en fonctions à la date de la promulgation de la présente loi dans les études notariales, les chambres de notaires, les caisses de garantie et commissions de contrôle des comptabilités notariales et la Caisse créée par ladite loi, ainsi que pour tous ceux qui y entreront postérieurement à cette date, une "Caisse de retraite et de prévoyance".

Cette Caisse comprend deux sections ayant pour objet :

l'une la constitution au profit de l'affilié d'une pension en cas de vieillesse ou d'invalidité prématurée, réversible pour partie au profit du conjoint, des enfants mineurs et des ascendants à charge, et au profit de ces mêmes bénéficiaires d'une pension en cas de décès ;

l'autre le versement d'indemnités en cas de maladie, de maternité ou de chômage.

L'affiliation à cette Caisse est obligatoire : à la date de la mise en application de la présente loi pour les clercs et employés qui seront alors en service ; dès leur entrée en fonctions pour ceux qui prendront leur service postérieurement à cette date.

M. Mauger annonce le dépôt de deux amendements.

M. Bouilly remarque la disposition des mots "bourse du notariat", qui apparaît à l'article 3.

M. Castru corrigera l'article 3.

M. Chassaing demande si les clercs "en fonctions" auront droit à la retraite sans période transitoire.

M. Castru répond qu'il règleront leur accord sur la retraite moyennant versement de cinq ans de cotisation, et il en sera de même pour les autres sociaux.

M. Dormann pense que l'on va créer un précédent dont s'autoriseront les clercs d'avoués, d'huissiers, etc.

M. Castru répond que depuis 1922 il y a des institutions spéciales au personnel notarial, tandis qu'il ne semble pas que les autres clercs y

aient songé. D'autre part, il s'agit d'un service public.

M. Le Gorgeu demande pourquoi on ajoute le paiement d'indemnités de chômage. C'est une charge qui peut détruire l'équilibre financier de la caisse.

M. Gautru répond que même pendant la crise présente, il y a très peu de chômeurs. La Chancellerie disait "chômage involontaire pour manque de travail." D'autre part, le notariat de Paris a sa caisse de chômage depuis longtemps.

M. Millies-Lacroix cite le cas d'une sténodactylographe d'un notaire qu'il a dû inscrire au fonds de chômage.

M. Gautru expose que le décret d'administration publique limitera dans le temps et dans le taux les allocations de chômage.

M. Haugès proteste à nouveau.

M. le Président lui demande de ne pas insister, ses arguments ayant déjà été repoussés par la commission.

La commission adopte le mot "chômage".

M. Dormann craint que le transfert des réserves mathématiques, - dans le cas où un employé quittera le notariat - mette en péril la caisse, qui n'aura guère que 20,000 cotisants.

M. Gautru répond qu'il n'y a pas de changements.

M. Rolland ajoute que le personnel quittera ~~très~~ rarement les avantages que lui offre la caisse.

L'article 1^{er} est adopté.

Article 2

(ancien article 4 des projets
ANTONELLI et DAUTHY)

La Caisse ainsi créée jouit de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Les conditions de son fonctionnement seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 7.

En aucun cas, les opérations de la Caisse ne pourront donner lieu à garantie de l'Etat ou à contribution de sa part.

M. Milleis-Lacroix demande que le règlement d'administration publique précise les règles du contrôle, qui sera rendu difficile par la dispersion des assujettis. Qui contrôlera la maladie des isolés ?

M. Even marque que l'article 7 ne prévoit rien.

M. Bantre répond qu'il modifiera la référence.

M. Even partage les inquiétudes de M. Milleis-Lacroix.

M. Bantre compte que le contrôle pourra être exercé par les chambres de discipline. Il y en a au moins une par département. Et puis, le patron, qui contribue à la caisse, ne tolérerait pas une fraude de ses clercs.

M. Berully demande pourquoi a disparu l'exemption des droits de timbre ou d'enregistrement. M. Bantre répond que c'est la Chancellerie qui a demandé cette suppression.

M. Millier-Lacroix : En cas de changement de métier et de caisse, quid ?

M. Cantu répond que le texte nouveau règle le cas.

L'article 2 est adopté.

Article 3

(ancien article 2 des projets
ANTONELLI et DAUTHY)

La Caisse de retraite et de prévoyance prévue à l'article 1er de la présente loi reçoit :

1° une cotisation obligatoire pour tous les notaires en exercice ayant des clercs et employés, ainsi que pour les Chambres, Caisses, Commissions et Bourse visées audit article 1er. Cette cotisation est égale à 3 % des salaires, gratifications et avantages de toute nature alloués par les employeurs aux clercs et employés, sans exception ni réserve. Elle est calculée sur la totalité de ces salaires, gratifications et avantages, s'ils n'excèdent pas 30.000 francs par an, et sur une portion égale à cette somme, s'ils lui sont supérieurs.

2° une cotisation obligatoire pour les clercs et employés énumérés au même article 1er. Cette cotisation est égale à 6 % des salaires, gratifications et avantages de toute nature qui leur sont alloués, par les employeurs, sans exception ni réserve. Elle est calculée de la manière prévue à l'alinéa précédent.

3° une autre cotisation obligatoire à la charge des clercs et employés, et qui est égale à : 5 francs par mois pour ceux d'entre eux dont les appointements mensuels (y compris les gratifications et avantages de toute nature) n'excèdent pas 1.000 francs; 10 francs par mois pour ceux dont les mêmes appointements sont compris entre 1.001 et 2.000 francs; 15 francs par mois pour ceux dont les mêmes appointements sont égaux ou supérieurs à 2.000 francs.

4° le produit de cinq centimes additionnels aux honoraires proportionnels des notaires fixés par les textes législatifs ou réglementaires en vigueur.

Les

Les cotisations prévues aux paragraphes 2 et 3 du présent article seront obligatoirement retenues par les notaires et autres organismes employeurs, et versées par eux à la Caisse en même temps que leurs cotisations personnelles auxquelles sera joint, en ce qui concerne les notaires, le produit des centimes additionnels visés au paragraphe précédent, le tout dans les délais et conditions déterminés par le règlement d'administration publique prévu à l'article 5 de la présente loi.

Le même règlement d'administration publique fixera la répartition entre les deux sections de la Caisse des ressources énumérées au présent article.

M. Bantre fait remarquer que les centimes additionnels sont ramenés de 7 à 5, en raison du vote de la loi sur les allocations familiales, (que la Caisse devait supporter originellement.)

M. Millies-Lacroix observe que c'est surtout un nouvel impôt qui va favoriser la Caisse. C'est un privilège formidable pour une catégorie de salariés. Les employés et les patrons versaient 15 millions, mais les contribuables versaient 30 millions.

M. Bantre répond, en deux mots, que de toute façon, le contribuable reçoit la charge.

M. Millies-Lacroix craint qu'on fasse des comparaisons entre retraites des uns et retraites des A. S. et que les employés du commerce ne demandent, pour augmenter leurs retraites, l'institution de centimes additionnels.

M. Rolland dit que le commerçant peut se rattrapper sur le client, ce qui n'est pas le cas du notaire.

M. Millies-Lacroix conteste l'argument.

M. Dormann fait observer que les cotisants

des études verseront 50% de plus que les assurés des A. S. Cela pourra expliquer la supériorité de leurs retraites.

M. Bautre donne des exemples de frais d'actes avant et après. D'autre part, les centimes proportionnels additionnels ne valent que les actes dont les frais sont proportionnels.

Une vente d'immeuble de 50000 fr. ^{à Paris} frais 48151, taif majoré 8760, et il s'agissait de 7 centimes. En province, cela ferait 98 francs pour 9000 francs d'acte.

M. Even demande si la commission des finances est d'accord.

M. Bautre répond affirmativement.

M. Dormann trouve que les intéressés recouvreront beaucoup plus que des similaires des A. S.

M. Even demande si on ne pourrait pas abaisser encore les 5 centimes.

M. Millis-Lacroix dit que les 5 c. vont donner 1500 fr. par employé. C'est exagéré.

M. Dormann voudrait que l'on puisse établir une étude financière.

M. Bautre dit que les avantages sont supérieurs à ceux des A. S.

M. Dormann : Vous allez créer une aristocratie.

M. Bautre : Oui, il faut savoir ce que l'on veut.

M. Dormann s'en réjouirait si une partie de ces avantages ne provenait pas des tiers.

M. Bouilly : A l'origine de la proposition & lui il s'agissait aussi de la hausse des notaires.

Nous laissons subsister une disposition qui n'a plus de raison d'être. Si on supprime l'impôt pour le Caisse de Notariat, il faut supprimer l'impôt pour le Caisse des Clercs.

M. Caumont conteste cet argument historique.

D'autre part, si les notaires cotisent pour 10%, il faudrait augmenter leurs honoraires.

M. Le Gorgeu : mais les employés verseraient aussi les 10%.

M. Evén dit que les avantages sont de 3 ou 4 fois supérieurs à ceux des A. S.

Alors, il faut diminuer avantages et centimes.

L'article 3 est ^{réserve} ~~adopté~~ jusqu'à
La discussion est renvoyée à quinzaine.

I.

Revision des
pensions abusives

M. Dormann est désigné comme
rapporteur.

Séance levée à 18^h 25.

MERCREDI 10 MARS 1937

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Nos 15 - 1928 et 390 - 1933) -

M. CHAUVÉAU, Rapporteur.

(En raison du fait que le Sénat a tenu exceptionnellement une séance publique ce jour-là, la Commission a renvoyé sa séance à une date ultérieure.).

MERCREDI 17 MARS 1937

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- 1 - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord ~~sur l'assistance~~ réci-proque aux chômeurs conclu entre la France et l'Italie la Suisse (N° 683 - 1934) sur les assurances sociales.
- M. NEYRET, Rapporteur.
- 2 - Caisse de retraites des clercs de notaire (N° 507 - 1931). M. CAUTRU, Rapporteur.
- 3 - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Nos 15 - 1928 et 390 - 1933) .
- M. CHAUVÉAU, Rapporteur.

Présidence de M. Rolland, vice-président.

Présents : M. Lévêque, Néron, Neyret, Leguet, Laver-gne, Bouilly, Cautru, Le Gorgeu, Lissar, Gros, Chassaing, Maupoil, de Rotours, Dormann, Loubat, Chauveau, Gadaud, Mille-lavie, Mirouel.

Excusé : M. Brom.

683-1934. M. Neyret donne lecture de son rapport.
Accord franco-italien (ass. ^{ca} ^{ca}) concluant à l'adoption du projet de loi.
Le rapport est adopté.

507-1931 La discussion est reprise à l'article 3
clercs de notaire. M. Cautru donne lecture d'un texte
nouveau, qui modifie les §§ 2° et 4°, tout
en maintenant les 5 centimes additionnels
aux honoraires proportionnels. Il déclare
que la Chancellerie accepte sa nouvelle formule.
Il justifie l'augmentation des 5 qmes par ce fait
que les notaires ont leurs honoraires fixés par
décret et ne peuvent faire retomber leurs charges

nouvelles sur leurs clients.

M. Le Gorgeu demande les proportions relatives de la cotisation patronale et de la cotisation ouvrière.

M. Cautru répond que le 3% payé par les notaires est plus lourd que le 4% des assurances sociales, le plafond de la présente loi étant plus élevé; ceci avant l'élévation du plafond des A. S. . Maintenant, les deux cotisations tendent vers l'équilibre.

Ce système avantage le notaire de campagne (voir le tableau inséré dans le rapport de M. Daubry.)

Mais M. Le Gorgeu répond que la comparaison de M. Daubry n'est plus juste maintenant que le système des catégories a disparu des A. S.

M. Cautru admet le chiffre de 600 millions pour les honoraires proportionnels des notaires. 5% additionnels font ~~20~~ 30 millions, alors que l'ensemble des cotisations patronales et ouvrières n'atteint que 12 millions. Disparité à remarquer, mais qui se justifie par ce fait que ces employés font une catégorie à part, très distincte de la moyenne des salariés. C'est ainsi que ce personnel relève de la Chambre de Discipline et presque de la Chancellerie. On a calculé que les versements patronaux représenteraient 1500 à 1600 fr. par employé et par an. Mais cela s'explique par la somme des avantages accordés, spécialement dans la période transitoire.

On pourrait certes réduire à 3 cmes le pourcentage sur les honoraires proportionnel. Mais alors on réduira la part des vicieux du régime transitoire. Pour la période normale, il suffirait de 1^c 5. Si la commission l'exigeait, la Chancellerie accepterait 4 gmes.

M. le Jorger calcule que, du côté des employés, il y aura 9 millions, et 33 du côté des employeurs.

Pour les fonctionnaires, il y a 6% versés par les intéressés; l'Etat verse à peu près 15%. Ainsi les clercs de notaire seront privilégiés.

Après la période transitoire, que fera-t-on des trop-perçus?

M. Lantier répond que l'article 6 prévoit la révision des cotisations par décret.

M. Dormann est préoccupé par l'instauration d'un régime spécial. Parmi les assurés sociaux, il y a des mutualistes qui, à leurs frais, augmentent les prestations auxquelles ~~ils~~ ^{ils} ont droit. On comprendrait la création d'une mutualité des clercs de notaires. Mais on ne pourra comprendre un privilège payé par les clients. Sans doute, il y a un régime spécial pour les ouvriers mineurs, mais il n'y a pas de comparaison à faire entre les deux catégories de salariés.

M. le président observe que M. Dormann reprend la discussion générale. La commission a déjà statué sur le principe.

M. Even demande que l'on abaisse le prélèvement à 4 centimes.

M. le Jorger ajoute que le rapport devra préciser

que ce prélèvement sera abaissé après la période provisoire.

M. Neyret demande à ce propos le remplacement du mot "pourront" par "devront".

M. Evén demande qu'on dise "égale au produit des centimes".

M. Castru accepte ces modifications.

L'article 3, ainsi modifié, est adopté.

Pour l'article 4, M. Castru propose le texte suivant :

Les taux des diverses cotisations des employeurs et des clercs et employés énumérées à l'article 3 §§ 1^{er}, 2^o ~~et 3^o~~, pourront être modifiés par décrets rendus en Conseil d'Etat.

Il en sera de même pour le montant des centimes additionnels prévus à l'art. 3 § 4^o. Mais s'il est envisagé une majoration portant le montant des cotisations à un chiffre supérieur à 4 % pour les employeurs et 5 % pour les clercs et employés, et celui des centimes additionnels à un chiffre supérieur à ~~4 %~~, elle ne pourra être autorisée que par une loi.

4,

M. Millier-Lacroix demande que la loi seule puisse modifier les taux.

M. Castru lui répond qu'il a corrigé le texte de M. Danthy.

Il demande qu'on lui fasse confiance pour prévoir l'abaissement après la période transitoire.

M. Dormann reprend une ancienne formule de M. Danthy, que M. Castru accepte.

Article 4 adopté

M. Castru avait rédigé un article 5 nouveau relatif aux assurés qui quittent

le métier. Le décret, dit-il, prévoyait tout cela. L'article 5 est-il nécessaire ?

M. Millies-Lacroix craint que l'on fasse perdre le bénéfice des versements faits avant le départ des employés.

M. Caumont lui répond que tout le monde est d'accord et qu'il donnera des apaisements dans son rapport.

Le nouvel article 5 est retiré par M. Caumont.

On arrive à l'article 5, qui est adopté avec 99 modifications.

: Un règlement d'administration publique inter-
: viendra dans les six mois à dater de la promul-
: gation de la présente loi pour en régler les
: conditions d'application et notamment les moda-
: lités de constitution, d'organisation et de ges-
: tion financière de la Caisse créée, l'organisa-
: tion de son contrôle, les conditions d'attribu-
: tion et la détermination des pensions, et in-
: demnités institués par la présente loi et la
: mise en vigueur des dispositions transitoires
:
:
:

Les articles 6 et 7 sont adoptés, avec modifications.

L'ensemble du projet est adopté. (Contre : M. Manger ; abstention : M. Millies-Lacroix)

15.1928

Accidents de
Travail

M. Chauveau, rapporteur.

M. Kéroux, devant quitter la salle, déclare se rallier aux propositions de M. Chauveau.

M. Chauveau donne lecture de observations faites à son texte par le ministre du travail. Tout d'abord, le ministre proteste contre le

"délai de carence de cinq jours."

M. Chauveau expose les raisons pour lesquelles le texte supprimait le paiement rétroactif après le délai.

La suppression du délai de carence aggraverait beaucoup les charges de l'industrie. On a parlé de 70 millions.

L'inscription du délai de carence empêcherait bien des fraudes que les médecins déplorent. Si on propose à M. Chauveau un autre moyen de supprimer le délai de la fraude, il accepterait la diminution ou la suppression du délai de carence.

La réforme, dit M. Chauveau, ne devrait pas coûter plus de 80 à 100 millions. Il ne faut pas prendre les renseignements auprès des assureurs seuls.

Le délai de carence paie la réforme, le supprimer, c'est aller au-devant de l'opposition des financiers.

M. Gros a été rapporteur à la Chambre. Il félicite M. Chauveau de son travail. Après avoir été très éloignés l'un de l'autre, les deux rapporteurs se sont rapprochés.

M. Chauveau réplique que ce sont les circonstances qui ont amené les éléments ouvriers à accepter le texte du Sénat (sans le délai de carence), alors que les patrons s'en écartaient.

Lors de la discussion à la Chambre, les assurances évalueraient l'augmentation

des charges à 100%. On consultait les grands réseaux, qui ramèneraient ce chiffre à 17,50%.

Depuis, la Commission du Sénat a diminué les charges et elle a écarté l'agriculture et les départements recouverts.

Le délai de dix jours a amené des abus, à tel point que certaines compagnies d'assurance ont abandonné le délai de carence, car les médecins pouvaient difficilement refuser les dix jours de repos générateurs de l'indemnité depuis le premier jour.

M. Gros expose le mécanisme de la fraude, contre laquelle s'élève d'ailleurs l'Association des mutilés du travail.

Il discute les chiffres produits dans la presse, à l'occasion d'une campagne contre le projet.

Et il conclut que la fraude est si faible qu'on peut la négliger.

D'autre part, le chiffre des primes étant calculé sur le montant des salaires, les compagnies encaissent plus d'argent, alors que leurs risques diminuent avec la durée du travail.

La Chambre a voté en 1919 un texte qui étend le champ d'action de la Caisse Nationale des accidents du travail. Ce projet a été repris par M. Mauger au Sénat, mais il est arrêté à la Commission des finances. Le Directeur de la Caisse des dépôts est favorable. Si les Compagnies sont réfractaires, pourquoi ne pas voter ce texte, qui procurerait moins d'aléas que le monopole.

M. Chauveau fait appel à la conscience des

médecins présents. Ne sont-ils pas continuellement poussés à délivrer des congés de maladie exagérés? L'humanité est partout la même: les statistiques prouvent que cette fraude existe dans tous les pays.

Il demande qu'on lui fournisse un texte éliminant la fraude.

M. Neyret trouve inhumain le délai de carence. Pourquoi ne pas spécifier que le délai de carence ne finira qu'en cas de traumatisme reconnu?

M. Chauveau propose de laisser l'affaire à l'ordre du jour et de la reprendre à la rentrée.

M. Gadaud est opposé au délai de carence. Avec les 5 fois 8 heures, l'ouvrier n'aura plus intérêt à carotter un ou deux jours de congé.

M. Manger demande également la suppression du délai de carence.

M. Millier-Lacroix déclare que les assureurs et les médecins de chez lui ont demandé la suppression du délai de carence.

L'indemnité temporaire, dit M. Manger, n'est pas couverte par le fonds de garantie. M. Gros cite une autre lacune, l'article 28.

M. Manger cite les défaillances de Citroën et de Lloyd, qui ont absorbé le fonds de garantie en entier.

Revision des pensions. H. Dormann demande qu'on mette à l'ordre du jour la revision des pensions abusives.

85-1937.

La commission décide de se réunir après les vacances.

38-1937.

H. Brown demande la mise à l'ordre du jour du n° 38-1935 (assurances sociales dans les départements recouverts.)

RAH

MARDI 23 MARS 1937

A DIX DEPT HEURES

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

Désignation de Rapporteurs :

a) Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter des modifications à la Loi sur les allocations familiales en faveur de l'agriculture - Présentée par MM. CASSEZ, Georges ULMO et Raymond MARTIN. (N° 129 - 1937).

b) Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Tchécoslovaquie. (N° 130 - 1937).

Résidence de M. Rolland, vice-président.

Présents : MM. Chassaing, Bauger, Castru, Brom, Vincent, Meyret.

b) 130-1937 M. Meyret, désigné comme rapporteur, expose la question.

Il expose qu'il a préparé son rapport, à la demande du Président, le ministre des affaires étrangères insistant pour le vote de ce projet, tout récemment déposé, avant les vacances de Pâques.

Il conclut à l'adoption du projet de loi, pour des raisons d'humanité d'abord, pour faire acte d'amitié envers la Tchécoslovaquie d'autre part.

Le rapport est adopté.

a) M. Raymond Martin est désigné.

Certains membres de
Santé publique. La commission demandera à être saisie
pour avis du projet de loi, déposée le jour
même, sur la modification de la structure
du Ministère de la Santé publique.

Après observation de M. M. Cauteau, Man-
ger, il est décidé que M. Manger se rensei-
gnera sur le texte.

Rh

MERCREDI 28 AVRIL 1937

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

1°) Désignation d'un Rapporteur pour avis pour le
Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,
portant création d'emplois au Ministère du Travail
N° 61-1937).

2°) Correspondance.

Présidence de M. Rolland, vice-président.
Présents : M. Lissac, Le Pelletier, Gros, Even,
Néron, Chauveau, Emile Vincent,
Troubat, Bouilly, Loubat, Rd Martin,
Le Gorgeu, Mauger, J. Godart, Veyret, des
Rotours, L. Robert, Gadand, Lavergne.

Excusé : M. Dormann.

1°

M. Dormann est désigné.

64-1937

2° a) L'association nationale des victimes de la
guerre demande une audience.

Accorde', après discussion, dans laquelle
M. Even propose de refuser pour des raisons de
procédure, M. des Rotours insistant pour
l'audition.

b.) Le président du Congrès national du raisin
et du jus de raisin, M. Barthe, député,
demande au Président de la Commission son
patronage pour le congrès. Il sera répondu que
le Président "et les membres" de la Commission

accordeait l'ontiers leur patronage.

c) M. le président donne connaissance d'un extrait d'un discours de M. le D. Rist, qui a été largement diffusé, et où celui-ci parle en termes inadmissibles des médecins qui visitent les pensionnaires des maisons de tolérance. La commission, ainsi que le rapporteur du projet de réglementation, M. Even, s'associent à son indignation.

Règlement de l'ordre du jour -

Il est décidé que la première séance utile sera réservée au projet 38-1935 (M. Brom) et aux projets sur les accidents du travail (M. Chauveau);

que la 2^e séance comportera l'audition des victimes civiles de la guerre (voir ci-contre);

que la 3^e séance sera ~~so~~ utilisée pour l'audition du ministre de la Santé publique sur le projet de prophylaxie des maladies vénériennes.

Séance levée à 17 heures 15. — γ

MERCREDI 26 MAI 1937

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

- a) un projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924 aux veuves des maîtres ouvriers militaires retraités en vertu du décret du 25 juin 1934. (N° 206, 1937).
- b) proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à étendre aux métayers le bénéfice des allocations familiales (N° 214, 1937).
- c) projet de loi tendant à reconnaître les droits, au 1er juillet 1930, des anciens assurés obligatoires de la loi des retraites ouvrières et paysannes (N° 215, 1937).

- II - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Nos 15 - 1928 et 390 - 1933).
- M. CHAUVEAU, Rapporteur.

Présidence de M. Rolland, r. pr^t

*Présents : M. Bouilly, Billier-Lacroix,
Chauveau, Join-Lambert, Miron, Turbat,
Mauger, des Rotours, Raymond Martin,
Lissar, Firmin Leguet, Leopold Robert,
Emile Vincent, Justin Godart, Le Pelletier,
Brom, Chassaing, Loubat, Gautru, Neyret
Dormann, Lavergne*

M. le président salue M. Join-Lambert, qui
et lui souhaite la bienvenue. M. Join-Lambert
remercie.

I.

- a) M. Dormann,
 - b) M. Raymond Martin
 - c) M. Chauveau
- sont désignés.

II

Accidents du travail

11-1928.

M. Chauveau, rapporteur, rappelle la lettre
du ministre du travail qui demande la suppression
du délai de carence.

M. le rapporteur conteste que la commission
ait créé le délai de carence, qui figure déjà dans
la loi de 1898. Seule la rétroactivité à partir du
10^e jour a été créée par la loi de 1905 ; c'est cela
que la commission avait voulu faire disparaître.

Le B.I.T. est favorable au délai de carence.
M. Chauveau donne des renseignements fournis
par le B.I.T. sur ce qui se passe dans les
différents pays. Tous ont le délai de carence, d'au
moins 3 jours (Allemagne, Italie.)

Les seules nations qui paient dès le 1^{er} jour sont
la Belgique et la Russie.

On a fait un effort pour diminuer le nombre
des jours, dans divers pays. On tend vers les
trois jours.

M. Chauveau rappelle les abus de la rétroactivité,
certains médecins tendant à accorder le repro
jusqu'au délai donnant droit à la rétroactivité.

Si certaines compagnies paient dès le premier
jour, c'est pour éviter les abus qui leur coûteraient

plus cher.

M. Chauveau déplore que les médecins se soient trop souvent mis à la marche en main pour obtenir des certificats.

Si la loi n'a pas été votée, ce n'est pas la faute de la commission : les ministres l'acceptaient, le patronat aussi, les ouvriers avaient fini par y venir. Mais ce sont les milieux des finances qui ont fourni pour le coût du délai de carence des chiffres exagérés.

Or, les ouvriers ont déclaré accepter le texte en totalité. On a l'occasion de leur donner satisfaction. Pourquoi ne pas le faire?

M. le président voudrait avoir des précisions sur les conversations échangées avec les représentants des mutilés du travail.

M. Chauveau répond qu'on a été d'accord, mais que depuis les milieux intéressés désirent une modification du délai de carence.

M. le président déclare que les mutilés sont maintenant intrançables pour la suppression du délai de carence.

M. Mauger a toujours insisté pour cette suppression. Le délai de carence est la cause d'une foule de difficultés. La suppression permettra une surveillance plus active du médecin. Les compagnies d'assurances sont de cet avis.

M. Chauveau reconnaît les abus de la rétroactivité, mais on est d'accord pour les supprimer. Il ne faut pas avantager les bénéficiaires.

du travail sur les assurés sociaux. L'assuré social d'ailleurs cotise, ce que ne fait pas le blessé du travail.

M. Raymond Martin expose qu'il est difficile au médecin de savoir, le 10^e jour, si le malade est guéri. Il trouve que le délai de carence est inhumain et doit être supprimé.

M. J. Godart est aussi partisan de la suppression. Il fait observer qu'il n'y a pas de convention internationale et que les renseignements fournis par le B.I.T sont purement objectifs, ce bureau n'ayant nullement pris parti. Ce qu'on appelle abus n'est souvent qu'un geste d'humanité. On parle de d'une dépense de 150 millions. Soit ! Mais actuellement, c'est l'ouvrier blessé qui les paie.

M. Chauveau remarque qu'avec les salaires actuels, on ne peut prétendre qu'un ouvrier risque de mourir de faim pendant le délai de carence. Pourtant, il propose de réduire ce délai. Mais il ne faut pas le supprimer. Pourquoi ne pas descendre à trois jours. Ce serait un effort de conciliation. Cela mettrait la commission des finances en meilleure posture.

M. J. Godart dit que cela n'affecte en rien le budget de l'Etat. M. Chauveau réplique que la commission des finances veut en délibérer. M. Millès-Lacroix explique que la question touche en effet les ouvriers d'Etat.

M. le président observe que la suppression concomitante de la rétroactivité n'améliorerait pas la situation des ouvriers.

M. le président demande si la commission

est d'avis de maintenir un délai de
carence.

La commission décide, par 11 voix
contre 6, de maintenir un délai de
carence.

On propose deux jours (M. Billès-
Lacroix.)

M. Justin Godart accepte, mais propose
de supprimer tout délai dans cinq ans.
La commission décide, par 11 voix contre 6,
de fixer à deux jours le délai de carence
(Adopté.)

M. Justin Godart reprend son amendement
(suppression dans cinq ans.)

M. Join-Lambert dit que ce serait se
contredire.

M. Bouilly accepterait de réexaminer
dans cinq ans. (propositions.)

M. Justin Godart n'insiste pas.

M. Chauveau propose une modification
de l'article 3. (salaire journalier, fixation
au 5^e ou au 6^e du salaire hebdomadaire.)
Il n'y a plus de salaire journalier, avec les
40 heures. Il faut le diviser par 6.

M. J. Godart laisserait cela à l'appré-
ciation des tribunaux.

M. Billès-Lacroix pense que le salaire
hebdomadaire devrait être divisé par 7,
car les 50 % accordés, si on divisait par
5, deviendraient, multipliés par 7, plus
de 50 %.

M. Brom propose de demander l'avis
du ministre (Adopté.)

La suite est renvoyée à une séance ultérieure.

Règlement d'ordre A huitaine :

du jour. 1^{re} Victimes civiles de la guerre (audition)
2^{de} Accidents du travail (Suite.)

Ass. Sociales.

et Ret. Ouv.

M. Leopold Robert plaide la cause
des retardataires qui touchent des retraites
de 50 fr. (au lieu de 600.) Il faudrait
les relever de leur déchéance de la loi de 1931.

M. Brom dit à M. L. Robert de déposer
une proposition de loi.

M. Mauger expose l'état de la question.

M. Dormann ajoute certaines précisions.

Peut-être vaudrait-il mieux déposer un
projet de résolution.

M. le président conseille aux orateurs de
s'entendre d'abord avec le ministre. Le
bureau pourrait aller le voir.

Séance levée à 17 h 50.

8.

MERCREDI 2 JUIN 1937
A SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Audition d'une délégation de l'Association Nationale des victimes civiles de la guerre.
- II - Nomination de rapporteurs :
 - a) proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à modifier le § 3 de l'article 1er de la loi du 18 août 1927 relative à l'exercice de l'art dentaire par les dentistes diplômés ou non diplômés d'Alsace et de Lorraine (N° 243 - 1937).
 - b) Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 384 du Code des assurances sociales maintenu en vigueur dans les départements du Haut Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (N° 263 - 1937).
- III - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Nos 15 - 1928 et 390 - 1933). (M. CHAUVEAU, Rapporteur).
- IV - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant approbation de l'accord sur l'assistance réciproque aux chômeurs conclu entre la France et la Tchécoslovaquie. (N° 130 - 1937). (M. NEYRET, Rapporteur).
- V - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant création d'emplois au ministère du travail (N° 61 - 1937). (M. DORMANN, Rapporteur pour avis).

Présidence de M. Rolland. vice-président

Présents : M. Lissas, Brom, Chevereau, Néron, Raymond Martin, Le Gorgeu, F. Leguet, Le Pelletier, Neyret, des Rotours, Turbat, Gautier, Join. Lambert, Dormann, Gadand, Evén

La commission, sur la demande du ministre du travail, nomme M. Manger rapporteur du projet de loi 275-1937, tendant

a' modifier le § 1^{er} de l'article 2 de la loi du 26 août 1936.

213-37

M. Eurbat est nommé rapporteur pour avis de la proposition 213-1937. (répétition)

II.

243-37

a) M. Le Gorgeu est désigné

263-37

b) M. Brom est désigné

III.

15-1928

M. Chauveau expose que le ministère du Travail lui a signalé qu'un certain nombre de décrets fixent l'indemnité journalière au 6^e du salaire hebdomadaire (Guerre, Pensions, Air; Travail - allocation familiales -; Assurances Sociales.) C'est aussi l'avis du ministère du Travail lui-même. M. Chauveau propose de rédiger l'art 4. en conséquence. (Adopté)

Libre choix du médecin. - Art 5. M. Chauveau fait adopter un nouveau texte qui donne satisfaction au ministre.

Forclusion des médecins. - La commission discute les nouvelles obligations imposées au médecin (envoi d'une lettre recommandée signée du blessé ou d'un témoin.) (constat de l'accident) M. Rd Martin propose de demander la signature des témoins sur la fiche patronale.

Le paragraphe est réservé. M. Chauveau reverra son texte.

M. Négret trouve que le médecin ne doit pas fixer ses honoraires à son gré dès que le malade gagne 12000 fr. Il faut aller à 30.000.

Le ministre, dit M. Chauveau, est du même avis.

M. Le Pelletier propose qu'on spécifie que s'il y a lieu à supplément, ce sera à la charge de la victime.

Le texte sera remanié, la commission ^{de la gratuité} fixant le plafond à 30000.

Art 7. Indemnité de l'apprenti et du mineur de 16 ans. (adopté.)

Plusieurs remarques du ministère sont repoussées par la commission.

Rachat des rentes ~~rachet~~. Le ministre propose 300 fr. de rentes comme maximum des rentes rachetables.

Mercredi prochain, M. Chauveau apportera une nouvelle rédaction.

Sur le coût du projet, M. Chauveau pense que les chiffres de 800 ou de 400 millions sont exagérés. Cela ne coûtera pas 100 millions.

V. 61-1937 M. Dormann donne lecture de son avis. Cet avis est adopté.

Toutefois M. Joris-Jarubert signale que les Caries & Spargem ont protesté également contre les façons du ministère des finances.

IV. 130-1937. M. Neyret expose son rapport. Ce rapport est adopté.

I.

La délégation est introduite.
 M. le président la salue et donne la parole à M. Avisse, président.

M. Avisse remet un cahier de revendications, qui a été remis également à la Chambre des députés. Ainsi, la commission sera saisie dès que le projet viendra au Sénat.

M. Avisse donne lecture de son rapport.

Il insiste surtout sur la différence entre le traitement des aveugles civils de guerre et des aveugles militaires, qui touchent 40% de plus que les premiers.

Il y a encore 25000 victimes civiles de la guerre.

La séance est levée à 19^h 15.

80

MERCREDI 9 JUIN 1937
A SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Nomination d'un Rapporteur :

Proposition de loi de M. BROGLY tendant à étendre le bénéfice de l'article 1er de la loi du 26 juillet 1935 aux jeunes Français dont les parents résidaient à l'étranger et qui justifieront de diplômes étrangers reconnus équivalents aux diplômes français (dentistes) (N° 261-1937).

II - Communication d'une lettre de M. SIGRIST, Sénateur, relative à la :

Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à l'extension du régime d'assurances sociales contre les accidents en vigueur dans le Haut Rhin, le Bas Rhin et la Moselle, au personnel des hôpitaux, maisons de santé, sanatoria, préventoria et établissements analoges (N° 544-1932).
- M. N.....; Rapporteur.

III - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (Nos 15 - 1928 et 390 - 1933).
- M. CHAUVÉAU, Rapporteur.

IV - Réglement de l'ordre du jour. - Communication de M. BROM.

Présidence de M. Rolland, vice-président.

Présents : MM. Chauveau, Chamard, F. Leguet, Néron, Mauger, Gadaud, Raymond Martin, Even, Emile Visient, Luvergne, Le Selletier, Millio-Lacroix, Join-Lambert, Turbat, Lissar, Regret.

M. Raymond Martin est désigné

I
261-1937

II
HH-1932

M. le Président expose que le rapport du projet no 6-1927, qui a le même objet, pour l'ensemble des établissements hospitaliers français, que le projet no 544-1932, avait été confié à M. Dudoigt. Aucun rapport n'ayant été déposé, ce projet est devenu caduc. Mais il peut être repris. La commission décide de le reprendre et désigne M. Le Bellier comme rapporteur des projets 6-1927 et 544-1932.

II
15.1928
10.1933

M. Chauveau poursuit l'examen de l'article 5 et, relativement à l'envoi de la carte recommandée, indique que l'administration postale dans le but de simplifier les formalités de recommandation accepterait que les cartes fussent adressées, sous enveloppe simple, au receveur des S.T.T. ; celui-ci les recommanderait d'office et les ferait parvenir à l'employeur.

M. Raymond Martin estime que l'envoi de cette carte recommandée est une formalité superflue et soutient que le bulletin de visite remis par l'employeur à l'accidenté suffit.

M. Chauveau réplique qu'il n'en est rien, du fait que les bulletins de visite se trouvent entre les mains de n'importe qui et qu'ainsi ils ont qu'une valeur toute relative.

« D'ailleurs, pourrout-il, les milieux médicaux parmi lesquels j'ai fait une enquête sérieuse partagent mon sentiment. »

Après des observations de M. Gasaud - qui considère également comme une complication inutile l'envoi de la carte recommandée et se réserve le droit de se poser un amendement en séance publique - la commission accepte la rédaction de M. Chauveau après avoir - sur intervention de M. Le Dilletier - remplacé les mots : « ... le constat sommaire de l'accident » par les mots : « ... le constat sommaire de la lésion. ».

En ce qui concerne le troisième alinéa du 2^e de l'article 5, relatif à la limite du salaire annuel par lequel les soins médicaux et pharmaceutiques sont entièrement à la charge de l'employeur, M. Chauveau, qui s'est documenté auprès de la Direction des assurances privées et des syndicats de garantie, fait accepter par la commission le chiffre de 18.500^f.

M. Chauveau, en terminant, indique que pour éviter un nouveau retard au vote de la loi, que ne manquerait pas de causer l'impression d'un rapport supplémentaire, il rédigera simplement un rectificatif qui fera état des dernières décisions prises par la commission.

V La Confédération nationale des syndicats dentaires exprime le désir que son secrétaire général soit entendu par la commission au sujet de la proposition de loi 261 - 2937.

Cette audience est fixée au mercredi 16 juin, 16h 30.

D'autre part, M. Bron demande à la commission de bien vouloir entendre une déléguée de l'Union des corporations industrielles et agricoles d'Alsace - Lorraine.

Cette audience est fixée au mercredi 16 juin, 16h 45.

V M. Mauger expose à la commission les conclusions de son rapport (no 275) sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier le paragraphe 1^{er} de l'article 2 de la loi du 25 août 1930. Il est autorisé à le déposer.

La séance est levée à 18 heures.

MERCREDI 16 JUIN 1937

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Audition de M. le Docteur FRITEAU, secrétaire général de la confédération nationale des syndicats dentaires. *sur 243-37*
- II - Audition d'une délégation de l'Union des Corporations industrielles et agricoles d'Alsace et de Lorraine.
- III - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fixer les modalités d'application de la revision des pensions abusives (n° 85 - année 1937) - (M. DORMANN, Rapporteur).
- IV - Règlement de l'ordre du jour.

Présidence de M. Rolland : Vice P^t

Présents : M. M. Le Gorgeu, Lavergne, Brogly, Joris-Lambert, de Rotours, Raymond Martin, F. Legnet, Turbat, Le Pelletier, Lissas, Urban, Brom, Gadaud, Léopold Robert, Chassaing. Even, M. Dormann, Mauger, Meyret

Dentistes d'Alsace et de Lorraine.

I

M. le D^r Friteau est introduit.

243-37 Il signale que la Commission d'hygiène de la Chambre n'a pas consulté la C. N. des syndicats dentaires.

Il parle au nom également des syndicats médicaux

Il expose que les dentistes alsaciens et lorrains non diplômés ne devraient pas avoir le droit de porter un autre titre que celui de dentiste.

D'autres qui n'ont même pas le droit

actuel s'exerce dans le dépt reconquis.
Raison de plus pour ne pas leur donner
le droit de venir en France. En 1970-72,
on a voté des dispositions libérales. Pourquoi
ces gens, qui étaient jeunes alors, n'ont-ils
pas fait l'effort nécessaire pour passer les
examens faciles qu'on leur demandait?
La proposition est une pique à la paresse.
En tout cas, il ne sont pas 42 comme
on le dit, mais 252.

Or, il y a pléthore de dentistes en France.
Va-t-on admettre 3 nouveaux dentistes
par département?

Le Dr Friteau ne veut pas discuter des ques-
tions de date, mais seulement des questions
de valeur professionnelle. Le Dr Romée,
chef de clinique Stomatologique à Strasbourg,
déclare que ces gens-là sont un danger public.
Malgré des examens sur lesquels on ne
peut avoir de détails, et des études assez vagues,
les Allemands ont autorisé des mécaniciens-
dentistes à faire de la chirurgie dentaire.
En 1892, elle était encore simple. Maintenant,
elle a fait de grands progrès et exige des
études chirurgicales.

La santé publique doit être protégée contre
les dégâts commis par ces mécaniciens non
diplômés.

Le Dr Friteau parle au nom de 5.000 dentistes
français. Les dentistes diplômés D.A. et L.,
qui veulent se débarrasser des mécaniciens
concurrents, ne sont que 200. Si le Dr Hygien
D.A. et L. a accordé des autorisations au vu de

certificats de complaisance. Il y a au dossier de la C. N. S. D. une lettre qui laisse planer des doutes là-dessus. Il y a des certificats signés d'un charpentier, d'un concierge, d'un secrétaire de mairie. Certains des apprentis avaient dix ans à l'époque indiquée par leur certificat.

M. Le Gorgeu demande des renseignements sur l'apprentissage. M. Friteau n'a pu se procurer l'arrêté allemand du 11 avril 1914. Dans tous les cas, les études des mécaniciens ~~sont~~ étaient insuffisantes.

M. Le Gorgeu pose encore quelques questions sur l'état actuel de la question. M. Friteau lui répond que les détails de chiffres sont au ministère de la Santé publique.

M. Brom constate qu'il entend certaines attaques pour la première fois. Le service de santé militaire constate que les conscrits d'Alsace et de Lorraine ont de meilleures dents que la moyenne des conscrits de l'intérieur.

M. Rd Martin demande si un A. L. diplômé d'une école dentaire allemande peut-il s'installer en France. Réponse négative: interdit par la loi de 1935.

M. Friteau prend congé.

II.

M. Brom expose le projet dont il est le rapporteur.

Il s'agit d'assurance-accidents. En A. et L. c'est une assurance sociale et non privée comme en France. La victime d'un accident est soignée par l'assurance-maladie, quitte à résoudre plus tard les questions d'origine et de responsabilité. Les assurés n'ont rien à payer. Les charges des 13 premières semaines sont supportées par les caisses-maladie (patrons et ouvriers.) Le projet tend à faire supporter ces charges par la corporation (c-à-d. par le patron) exclusivement.

M. Brion a reçu de la Pce du Conseil (Alsace et Lorraine) une lettre demandant le vote du texte de la Chambre. Les corporations s'y opposent, surtout dans l'agriculture.

M. le président est d'avis qu'il ne faut pas aborder le fond maintenant. Il donnera ultérieurement lecture de la lettre du ministre.

M. Urban expose que les assurances-accidents en A. et L. datent de 1888-1891. Ce sont des mutuelles obligatoires. Les cultivateurs et leurs familles sont assurés.

Dans l'industrie, les indemnités sont supérieures de 35% à celles de l'intérieur. Pour les agricoles 70% sont de petits exploitants qui ne sont pas obligés de faire partie des caisses maladie. C'est l'exploitant qui paie pour l'ouvrier.

M. H. les représentants des corporations agricoles, industrielles et minières sont introduits. (M. H. Brion, Fisher et)

M. Fisher Brion expose que les assurances

accidents sont réglés par cinq corporations industrielles et trois agricoles.

Pour les 13 premières semaines, les assurés sont à la charge des caisses maladie.

M. Brion voudrait chercher une adaptation entre les deux législations. La rente de l'assuré est basée sur le $\frac{2}{3}$ du salaire. Dans la métropole, c'est seulement la moitié.

M. Fisher dépose sur le bureau la note suivante :

Messieurs,

Le projet de loi que vous avez à examiner vous est présenté comme devant faire disparaître une différence de régime existant entre les modes d'indemnisation des accidents du travail en vigueur dans les anciens départements et dans les départements recouverts.

Il doit vous paraître logique à première vue de faire disparaître une anomalie et de rapprocher les deux régimes. Le patronat ne s'oppose nullement à ce rapprochement, mais - et nous avons lieu de croire qu'on n'a pas assez attiré votre attention sur ce point, - la charge qui incombe aux Caisses de maladie, et donc en partie à la classe ouvrière, du fait que les frais des 13 premières semaines sont actuellement supportés par les Caisses de maladie, est compensée, et justement d'ailleurs, par les taux de rentes qui sont sensiblement plus élevés dans nos 3 départements.

Les rentes d'accidents du travail, vous le savez, dépendent de deux facteurs essentiels : le salaire de base et le taux d'invalidité.

Pour le salaire de base, en loi de 1898, la portion du gain effectif dépassant 8.000 n'est comptée que pour le $\frac{1}{4}$ de sa valeur et celle dépassant 18.500 pour le $\frac{1}{8}$ seulement; en loi locale, la fraction dépassant 8.000 est comptée pour $\frac{1}{3}$ de sa valeur au lieu du $\frac{1}{4}$ et sans qu'il y ait une 3ème tranche à partir de 18.500.

Les salaires moyens effectifs annuels sont actuellement de plus de 12.000 Fr; il s'en suit que, si on prend ce chiffre de 12.000, le salaire de base moyen sur lequel est calculée la rente est :

en loi de 98 de 9.000

en loi locale de 9.333

Pour le calcul des rentes d'invalidité partielle, la différence est plus sensible encore et elle se superpose à la 1ère. En loi de 98, la rente correspondant à une invalidité de K pour cent est calculée sur la même fraction appliquée au demi-salaire de base. Pour une invalidité de 50 % par exemple, la rente sera ainsi du $\frac{1}{4}$ du salaire de base.

En loi locale, la fraction d'invalidité est appliquée non pas à la moitié, mais aux $\frac{2}{3}$ du salaire de base. Pour une invalidité de 50 %, la rente sera ainsi de $\frac{1}{3}$ et non $\frac{1}{4}$ du salaire.

Les rentes d'incapacité partielle, et ce sont heureusement les plus nombreuses, sont donc, en loi locale, plus élevées de $\frac{1}{3}$.

Si on envisage par exemple le cas d'un ouvrier gagnant 12.000 et atteint d'une incapacité de 50 %, sa rente sera ainsi :

en loi de 98, de $\frac{1}{4} \times 9.000 = 2.250$

en loi locale de $\frac{1}{3}$ de 9.333 = 3.111

soit une différence de 38 %.

C'est là précisément qu'est le noeud de la question.

Lorsque, à plusieurs reprises, nous avons protesté contre cette différence des rentes, on nous a répondu : "Vos rentes sont plus élevées, mais les Corporations ne supportent pas les frais des 13 premières semaines" - Nous retournons la question et disons : "Si vous mettez à notre charge les frais des 13 premières semaines, égalisez les rentes".

Vous nous répondrez qu'il ne peut être question de réduire les rentes actuelles. Nous sommes d'accord sur ce point, mais il y a justement en instance devant le Sénat, un projet de loi modifiant la loi de 1898 - et ce projet envisage un relèvement du taux des rentes d'incapacité partielle. Les nouveaux taux envisagés sont supérieurs à ceux qui sont actuellement appliqués en loi locale. De même, le mode de calcul du salaire de base doit être modifié. Il serait donc facile à ce moment d'unifier les deux régimes et cela sans léser personne et nous n'aurions plus alors d'objection à soulever contre la prise en charge des frais des 13 premières semaines.

Ce que nous demandons, c'est de ne pas créer un régime de faveur pour les accidentés de nos 3 départements. Leurs Caisses de maladie, dont ils fournissent les $\frac{2}{3}$ des ressources, supportent les frais des 13 premières semaines, mais les accidentés ont des rentes plus élevées d'environ 35 à 38 %. Les deux choses se compensent à peu près. N'augmentez pas encore les divergences existant entre les deux régimes d'assurance-accidents en adoptant prématurément une mesure qui, équitablement, ne se justifie pas et qui accroîtra encore dans de notables proportions les charges sociales qui pèsent déjà si lourdement sur l'industrie.

Il serait fâcheux de surcharger l'industrie alsacienne par rapport à l'industrie de l'intérieur. Elle subit une crise grave. Elle est sérieusement menacée. Quand le projet Chauveau sera adopté, il sera plus facile aux A.-L. d'accep-

ter la charge des 13 premières semaines.
M. Bauger fait préciser les avantages pour l'ouvrier du système alsacien.

M. Chassaing demande si ces Mts. sont satisfaits des soins donnés aux accidentés. Réponse. Oui, il n'y a pas de collusions.

M. Fisher dit que dans les caisses locales, les médecins sont au forfait. Aussi les soins ne sont-ils pas des plus parfaits. Peut-être y aura-t-il quelques réformes à faire.

M. Fisher demande que le remboursement ^{aux caisses, le médecin} forfaitaire prévu à l'article 2 soit rendu obligatoire. Cela coûterait de nombreuses contestations.

III

Renvoyé à la prochaine séance, à la demande de M. Dormann.

XX.

Assurances
Sociales.

M. le président donne lecture d'une lettre du ministre du travail en date du 11 juin au sujet des assurés âgés de plus de trente ans au 1^{er} juillet 1930 et n'ayant pas fait les versements. Le ministre communique une circulaire demandant satisfaction aux intéressés.

Mais M. Léopold Robert demande que les pensions réglées et liquidées soient révisées.

M. Bauger dit que le Sénat a fait le nécessaire, mais que la Chambre n'a pas

adopté sa proposition de loi.

Un projet de loi devant être déposé bientôt, la commission reprendra cette affaire.

Calcul de l'indemnité journalière

Accidents du travail. Lecture est donnée par M. le Président d'une lettre du Ministre du Travail du 11 juin 1937, transmettant le texte et l'exposé des motifs d'un projet de loi qui se propose de régler la question.

Il est communiqué à M. Chauveau, l'affaire étant connexe à la réforme de la loi sur les accidents du travail.

M. Bauger est chargé de se rendre à la Commission permanente de protection de la vieillesse (Ministère de la Santé publique).

Le président du Comité général du Congrès mondial de la documentation universelle (Paris 16-21 août 1937) demande au Président de la Commission de bien vouloir faire partie du Comité d'Honneur. Le Président accepte. Avis en sera donné au signataire de la lettre.

Séance levée à 18 h 1/2.

(RTD)

MERCREDI 7 JUILLET 1937
A SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de Rapporteurs :

- Godart* a) Propositions de loi de M. Justin GODART relatives à la psittacose (Nos 355 - 1937 et 742 - 1936);
- Mauger* b) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à élever le taux des bonifications de pensions susceptibles d'être accordées aux déposants de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler (N° 369 - 1937);
- Rolland* c) Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la vaccination anti-diphtérique. - Présentée par M. Henri SELLIER. (N° 418 - 1937);
- Rd Martin* d) Proposition de loi relative aux mesures à prendre pour défendre la race contre la dégénérescence physique et mentale. - Présentée par M. Henri SELLIER. (N° 419-1937);
- Lé* e) Proposition de loi relative à la répression du charlatanisme médical et pharmaceutique. - Présentée par M. Henri SELLIER. (N° 420 - 1937);
- Chassaigne* f) Proposition de loi concernant l'acquisition et l'expropriation des sources d'eau minérale - Présentée par MM. Henri SELLIER, Auguste MOUNIE, MAROSELLI et Eugène ROY (N° 421 - 1937);
- Godart* g) Proposition de loi tendant à modifier la loi du 15 février 1902 sur la santé publique. - Présentée par M. Henri SELLIER (N° 422 - 1937);
- Toussaint Le Gorgeu* h) Proposition de loi relative à l'organisation de la surveillance physique des enfants et des jeunes gens dans les établissements scolaires. - Présentée par M. Henri SELLIER et plusieurs de ses Collègues (N° 423 - 1937);
- Neyret* i) Proposition de loi tendant à organiser l'éducation physique obligatoire pour les jeunes gens, de l'un et l'autre sexe, depuis l'âge de l'obligation scolaire jusqu'à 18 ans; - Présentée par M. Henri SELLIER et plusieurs de ses collègues (N° 424 - 1937);
- Neyret* j) Proposition de loi, tendant à modifier les articles 22 et 23 de la loi du 15 février 1902, relative à la répartition des services d'hygiène de la Ville de Paris et du département de la Seine entre la Préfecture de la Seine et la Préfecture de Police - Présentée par M. Henri SELLIER et plusieurs de ses collègues (N° 425-1937);

II - Proposition de loi relative à la réglementation de l'ouverture des débits de boissons. - Présentée par M. Henri SELLIER et plusieurs de ses Collègues (N° 426-1937).

oui Demande éventuelle de renvoi pour avis de cette proposition, qui a été renvoyée au fond à la Commission d'Administration Générale.

III - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du Code des Assurances sociales en vigueur dans les départements recouvrés (N° 38 - 1935. M. BROM, Rapporteur.

d'assurance maladie Audition d'une délégation de l'union des ~~corps~~ *Caisse* ~~raisons industrielles et agricoles~~ d'Alsace et de Lorraine

MERCREDI 30 JUIN 1937

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

Propositions de loi de M. JUSTIN GODART relatives à la psittacose (Nos 355-1937 et 742-1936).

II - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du Code des Assurances sociales en vigueur dans les départements recouverts. (n°38-1935) (M. BROM, Rapporteur).

III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat modifiée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 2 du décret du 23 prairial an XII sur les sépultures (n°213-1937)-(M. TURBAT, Rapporteur pour avis).

IV - Proposition de loi, tendant à supprimer l'alinéa 2 de l'article 384 du Code des Assurances sociales maintenu en vigueur dans les départements recouverts. (n°263-1937)-(M. BROM, Rapporteur).

Présidence de M. Rolland, r. pr.^t

Présents : M. BROM, Lavergne, Joris-Lambert, Raymond Martin, Le Pelletier, Urban, Jastaud.

En raison de la tenue d'une séance du Sénat, la commission adopte simplement le rapport de M. BROM sur la proposition de loi n° 263-1937

I. II. III. Elle ajourne les autres n°s à son ordre du jour.

et d'une délégation du Bureau d'études d'assurance sociale de la région interdépartementale de la Confédération générale du Travail à Strasbourg.

- IV - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de fixer les modalités d'application de la révision des pensions abusives (N° 85 - année 1937) -
- M. FORMANN, Rapporteur.

Présidence de M. Rolland. r. p.
Présents: M. M. Manger, Bouilly,
Lissar, Martin, Le Gorgeu, Neyret,
Chassaing, Lavergne, Urban, Brom, Léopold Robert,
Join-Lambert,

215-1937 M. Manger, donne lecture d'un
rapport ^{sur le projet de loi} pendant à compléter, en ce qui
concerne les anciens assurés des retraites
ouvrières et paysannes. La loi sur les
assurances sociales. N° 215-1937.

La commission distribue les rapports suivants:

- a) M. Justin Godart
- b) M. Manger
- c) M. Rolland
- d) M. Rd Martin
- e) M. Rd Martin
- f) M. Chassaing
- g) M. J. Godart
- h) M. Le Gorgeu
- i) M. Neyret
- j) M. Neyret.

La commission demandera le renvoi pour
avis.

II
426-1937

III

38-1935.

La délégation est introduite. Elle se compose de Mh.

Zuschmidt, secrétaire général de l'Union des Caisses générales de malades des trois départements ;

Mohr, Joseph, délégué de l'Union départementale des syndicats confédérés du Bas-Rhin ;

Eisenring, Alexandre, de l'Union dép. du Haut-Rhin ;

Kirsch, Marcel, de Moselle

Milfoit, Joseph, conseiller Technique du Comité interdépartemental des Trois départements ;

Zuschmidt
M. Milfoit demande l'adoption du projet au nom de l'Union des Caisses ;

M. Mohr le demande au nom de la C. G. L.

Zuschmidt.
M. Milfoit remet à M. le président une résolution de la Caisse de Strasbourg qui résume les arguments de la délégation.

M. Milfoit demande que les accidents ouvriers d'Alsace et de Lorraine soient assimilés aux Français de l'intérieur. Actuellement, toutes choses égales, les rentes d'accidents sont quadruples à l'intérieur. Le projet émane du gouvernement Doumergue, il ne peut donc être suspect de démagogie.

M. Brom, rapporteur, explique que le projet devra être renvoyé à la Chambre, en raison

le secrétaire
adjoint est
à son service en
délégation publique

d'omissions à réparer. Il présente les objections des opposants.

M. Milfoit lui répond.

M. Urban discute les chiffres présentés par M. Milfoit.

Après quelques nouvelles interventions la délégation se retire.

Séance levée à 18 heures.

JEUDI 18 NOVEMBRE 1937

UN QUART D'HEURE APRES LA SEANCE PUBLIQUE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Nomination de rapporteurs :

- a) Proposition de loi relative à l'intervention de la solidarité nationale, en faveur des vieillards, des malades et des infirmes, que leur individualité ou leur âge empêche de se procurer du travail, le minimum de ressources indispensables, présentée par M. Henri Sellier et un certain nombre de ses collègues. (n° 440-1937)
- b) (pour avis): proposition de loi relative à la réglementation de l'ouverture des débits de boissons, présentée par M. Henri Sellier et plusieurs de ses collègues (n° 426-1937).

II - Accidents du Travail. - Communication d'une lettre du Ministre du Travail (M. CHAUVÉAU, Rapporteur).

III - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du Code des Assurances sociales en vigueur dans les départements recouvrés (n° 38 - 1935). - M. BROM, Rapporteur.

Seance ouverte a 16^h 50

Présidence M. Dautry. V. P.

Présents: M. M. Mauger, Sellier, Dautry, Lavergne, Leguet, Marselli, Chauveau, Jais-Lambert, Brom, Dormann, Raymond Martin, Urban, des Rotours, Lecoq

Ia. 440-37 M. Chauveau est désigné.

Ib 426-37 M. Bouilly est désigné.

II
accidents
du
Travail.

lecture d'une lettre du Ministre du Travail du 4/11/37 demandant à la C^{or} ce qu'elle veut faire pour les accidents du Travail
M. Chauveau rappelle qu'il a déposé

plusieurs rapports successifs. La commission des finances semble prête à accepter le texte de la commission. Il sera reporté dans ce sens au ministre

III.
38-1935

M. Brom donne lecture de son rapport.

Le président et M. Urban le félicitent.

Le rapport est adopté.

Séance levée à 18^h15

MERCREDI 24 NOVEMBRE 1937
A SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation de Rapporteurs :
- a) - Proposition de loi de M. Henri SELLIER et un certain nombre de ses Collègues, relative à l'organisation de la solidarité nationale en faveur des Français que leur individualité ou leur âge empêche de se procurer par le travail, le minimum vital de ressources. (N° 440 - 1937).
 - b) - Proposition de loi, ayant pour objet de modifier l'article 40 de la loi du 20 juillet 1895, modifié par les lois subséquentes, en vue d'autoriser les Caisses d'épargne à employer leur boni en faveur des oeuvres de développement des sports; (N° 524-1937).
- II - Proposition de loi de M. BROGLY tendant à étendre le bénéfice de l'art. 1er de la loi du 26 juillet 1935 aux jeunes Français dont les parents résidaient à l'étranger et qui justifiaient de diplômes étrangers reconnus équivalents aux diplômes français (M. RAYMOND MARTIN Rapporteur (N° 261 - 1937)).
- III - Proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à apporter des modifications à la loi sur les allocations familiales en faveur de l'agriculture (M. RAYMOND MARTIN, Rapporteur, (N° 129 - 1937)).
- IV - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés tendant à étendre aux métayers le bénéfice des allocations familiales (M. RAYMOND MARTIN, Rapporteur, (N° 214 - 1937)).
- V - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à élever le taux des bonifications de pensions susceptibles d'être accordées aux déposants de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse atteints d'une incapacité absolue de travailler. (N° 369 - 1937)
- M. MAUGER, Rapporteur.

Présidence de M. Dauthey. V. P.
Présents, M. de Rotours, Cautru, Chauveau,
Millet-Lacroix, Rd Martin, Lavergne,
Le Gorgeu, Banger, Chassaing, Jori-Lambert,
Gadard, F. Leguet, Urban, Gros, Neyret.

I

- 440-1937 a) M. Le Gorgeu est désigné.
524-1937 b) M. Chassaing est désigné.

II

261-1937 M. Raymond Martin donne lecture de son rapport.

Il conclut à l'adoption de la proposition.
M. Le Gorgeu et Chassaing s'y opposent.
M. Raymond Martin défend ses conclusions.
M. des Rotours propose de limiter dans le
temps les effets de la proposition, qui est faite
pour un cas particulier.

M. Chassaing voudrait connaître l'avis
du ~~g~~ouvernement.

M. le rapporteur le demandera.
La discussion est ajournée.

III
129-1937

Le rapport de M. Raymond Martin est
présenté, et, ~~adopté~~, après observations de M. des Rotours,
Chassaing, Mauger, Join Lambert, le rap-
porteur accepte de modifier son rapport.

M. Join Lambert demande l'ouverture
d'une enquête auprès des caisses profession-
nelles.

M. des Rotours serait partisan de l'unifi-
cation générale des allocations familiales.

M. Join Lambert dit que logiquement,
on arriverait ainsi à demander l'unification
des salaires.

M. Le Gorgeu propose de modifier en
l'adoucissant le texte du projet : on ne peut
demander au gouvernement que l'étude d'une
solution et non la solution elle-même.

M. Raymond Martin s'entendra avec
M. Casses pour un nouveau texte.

IV
214-37

M. Raymond Martin expose la question,
mais se déclare incapable de conclure sans
l'avis de la commission.

M. Millies-Lacroix rappelle que dans les

Landes, 80% des exploitations sont en métayage. Mais les contrats sont de types très différents. Tous les métayers réclament les allocations familiales. Mais il ne faut pas ruiner tous les propriétaires. Les anciens grands domaines ont été dépecés, au profit d'une nouvelle classe moyenne. Souvent, le métayer est plus riche que le propriétaire.

Il faudrait donc savoir ce que cela va coûter. La charge sera considérable, près de 200 fr. par hectare (revenu cadastral, 60 fr.) Le taux de l'allocation la cotisation devra être élevé.

Il faut encourager les familles nombreuses. C'est l'intérêt national. Il faut traiter la question sur le plan national.

Demandons au rapporteur de se documenter auprès des caisses et de rechercher les chiffres de base de la réforme.

M. Raymond Martin répond que ce qui est vrai dans les Landes n'est pas vrai dans l'Indre. Les cas sont extrêmement différents.

Il se propose d'aller consulter le ministre.

M. Neyret voudrait qu'on lui demande si on ne peut joindre métayers et petits propriétaires agricoles.

M. Millès-Lacroix : Si la loi est votée telle quelle, le métayage sera remplacé par le fermage.

M. Joris Lambert voudrait entendre d'abord les représentants des caisses d'allocations familiales.
Discussion ajournée

CANDIDATURES à des COMMISSIONS GÉNÉRALES présentées par le Groupe de la Gauche démocratique, radicale et radicale-socialiste, le Groupe socialiste (S. F. I. O.) et la réunion des Sénateurs ne faisant partie d'aucun groupe. (Art. 19 du Règlement)

**1^o Commission de l'administration générale,
départementale et communale.**

Candidat présenté : M. DESPRÈS,
en remplacement de M. Alfred GRAND.

**2^o Commission des affaires étrangères et de politique
générale des protectorats.**

Candidats présentés : MM. HENRY-HAYE, LISBONNE et
Henri SELIER,
en remplacement de MM. Georges PORTMANN, Alexandre
ISRAEL et Désiré VALETTE.

3^o Commission de l'agriculture.

Candidat présenté : M. Eugène ROY,
en remplacement de M. CENCELME.

4^o Commission de l'armée.

Candidat présenté : M. AURAY,
en remplacement de M. CENCELME.

5° Commission des douanes et des conventions commerciales.

Candidat présenté : M. Albert FOUILLOUX,
en remplacement de M. COCHARD.

**6° Commission de l'hygiène, de l'assistance, de l'assurance
et de la prévoyance sociales.**

Candidat présenté : M. LÉCUIER,
en remplacement de M. TURBAT.

7-12-37

7° Commission de législation civile et criminelle.

Candidats présentés : MM. Albert BUISSON et GASNIER-
DUPARC,
en remplacement de MM. Alfred GRAND e LISBONNE.

8° Commission de la marine.

Candidat présenté : M. Louis LOUIS-DRFYFUS,
en remplacement de M. Georges PORTMANN.

9° Commission des travaux publics.

Candidat présenté : M. CAMBOLIVES,
en remplacement de M. COCHARD.

MERCREDI 8 DECEMBRE 1937
A SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de Rapporteurs :

- a) Proposition de loi de MM. CASSEZ, Georges ULMO et Raymond MARTIN, tendant à modifier et à compléter la législation des assurances sociales en matière agricole (N° 532, année 1937) .
- b) ~~Projet~~ de loi modifiant et interprétant l'article 7 de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et l'article 7 de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation (N° 541 année 1937) ;
- c) Projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 33 de la loi du 31 mars 1919 modifiée par les lois subséquentes sur les pensions des armées de terre et de mer (N° 543 année 1937) ;
- d) Projet de loi relatif à l'accession des sous-inspectrices de l'assistance publique au grade d'inspectrice (N° 565 année 1937).

II - Règlement de l'ordre du jour.

Présidence de M. Manger, secrétaire.
Présents : M. Urban, Join-Lambert,
Gros, Even, Lavergne, Vincent, Caumont,
R. Martin, Des Rotours, Dormann,
Le Gorgeu, Chassaing, Leguet, Bouilly,
Brom, Gadand.

532-37	a)	M. Dormann	est désigné.
541-37	b)	M. Join-Lambert	est désigné.
543-37	c)	M. des Rotours	— do —
565-67	d)	M. Manger	— do —

II.
849-36 M. Even voudrait entendre le ministre de la Santé publique sur le projet Sellier, dont il est le rapporteur.
Il en est ainsi décidé.

129-37

M. Raymond Martin propose une modification au texte sur les allocations familiales dans l'agriculture. Les conditions sont différentes de département à département. On lui de "unifiées". M. Raymond Martin propose l'expression "unifiées par région".

M. Dormann expose les raisons des divergences dont on se plaint. C'est parce que le ministre de l'agriculture a décidé que les allocations agricoles seraient basées sur les allocations industrielles et commerciales, qui présenteraient des différences sensibles entre elles. Il ajoute que le ministre a un projet sur chantier. Ce projet sera général et complet. La commission de l'agriculture a chargé M. Dormann de le rapporter. Il ne s'oppose pas à ce que la C^{on} de l'Hygiène prenne une décision, mais qu'elle soit assez vague et n'engage pas l'avenir.

M. Raymond Martin consentirait à l'apurement.

M. Joris-Lambert est d'avis d'adopter le projet de résolution avec l'amendement proposé, auquel on ajouterait les mots "autant que possible".

M. Li Gorgeu abonde dans ce sens: la Commission et le Sénat ne doivent pas lier le ministre.

M. Rd Martin donne lecture du nouveau texte, qui est adopté.

—
H. B. M.

M. Gros est d'avis qu'il ne sert à rien de bâtir des H. B. M. si on ne débarrasse pas les taudis. C'est ainsi qu'il procède dans la commune qu'il administre. Mais les communes manquent d'argent. Ne pourraient-elles obtenir des prêts à 2% à cet effet? M. Gros veut pouvoir en parler au ministre, lors de la discussion du budget, au nom de la Commission de l'Hygiène.

M. Join-Lambert: En ce qui touche les H. B. M., les avances sont remboursées par les loyers. Quid en cas de démolition? Il n'y a pas de recette à prévoir.

M. Gros insistera les centimes nécessaires à l'annuité de remboursement.

La commission autorise ~~la commission~~ M. Gros à parler en son nom.

M. Dormann demande que la Caisse des Dépôts n'oublie pas qu'elle doit être le banquier des œuvres sociales. Elle devient le banquier de l'Etat.

M. Join-Lambert proteste contre cette dernière affirmation. La C. d. D. et C. a vu se tarir ses ressources, et elle a tenu à faire face à ses obligations (vis-à-vis des Caisses d'Épargne, etc.) La Caisse des Dépôts est surveillée, toutes ces dernières années, elle a remboursé aux déposants. Elle ne pourrait donc aider les œuvres sociales.

M. Dormann maintient son point de vue. La Caisse des dépôts a dû aider

l'Etat ; elle a même remplacé la Caisse d'amortissement dans certaines circonstances.

M. Even pense qu'on pourrait questionner le ministre sur ce point en même temps que sur le projet Sellier.

Ainsi de ci de là.

26. 37

Statut des imprimeurs. M. Dormann en demande la mise à l'ordre du jour.

Ad. Louabe M. Le Gorgeu voudrait qu'on nomme un rapporteur provisoire pour le projet Février (plafond des A. S. à 30000 fr.)

La commission termine le règlement de son ordre du jour.

- 20 -

M. Even demande qu'on nomme tout de suite un rapporteur provisoire du projet Février.

M. Manger est désigné.

MERCREDI 15 DECEMBRE 1937
A SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Audition de M. le Ministre de la Santé Publique :
a) prêts aux communes en vue de la destruction des taudis, (question posée par M. GRDS) ;
b) projet de loi concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme (N° 845 - 1936).
- M. EVEN, Rapporteur.
- II - Proposition de loi de MM. Henri SELLIER, Auguste MOUNIE, MAROSELLI et Eugène ROY concernant l'acquisition et l'expropriation des sources d'eau minérale (N° 421 - 1937).
- M. CHASSAING, Rapporteur.
- III - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à assurer l'application de l'article 23 de la loi du 14 avril 1924 aux veuves des maîtres ouvriers militaires retraités, en vertu du décret du 25 juin 1934 (N° 206 - 1937).
- M. DORMANN, Rapporteur.
- IV - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au statut légal des infirmières et des infirmiers (N° 26 - 1937).
- M. DORMANN, Rapporteur.

Présidence de M. Mauger, secrétaire,

*Présents : M. Chassain, Bouilly,
Leculier, Lavergne, Even, Gros, Legnet,
Jain-Lambert, Liégar, Raymond Martin,
Gadand, Millies-Lacroix, Urban, Dormann,
Loubat, Brom, Lepold Robert, Le Gorgeu,
des Rotours, Le Pelletier*

263-1937
Ass. Sociales
Alsace et Lorraine

Lecture d'une lettre de l'Union des
Cassés de malades. Cette lettre sera remise
au rapporteur, M. Brom. fait

I.
Santé
publique

M. M. Rucart, ministre de la Santé publique,
est introduit. Il est accompagné de
M. M. Pranard⁽¹⁾ et Cavaillon, ses conseillers
techniques. ^(1) directeur des H. B. M.)

M. Gros résume pour le ministre les dé-
clarations qu'il a faites à la séance précédente.
(Voir 3 pages plus haut.) Il demande si les
remboursements faits par les organismes
d'H. B. M. seront réutilisés aux mêmes fins,
plutôt que d'être reversés au Trésor. Il pose
la question des prêts aux communes pour
la destruction des taudis.

M. le ministre regrette qu'il n'y ait que 100
millions de crédits pour la prévention alors qu'il
y a 1.400 millions pour l'assistance. Pour
les H. B. M. S'il n'y a pas de crédits au budget, il y
aura 400 millions dans la loi de finances.
Cela correspond à peu près aux remboursements
effectués par les Sociétés d'H. B. M.

Les prêts ne sont consentis que par exception
aux communes; ils sont accordés aux orga-
nismes de construction et d'exploitation. On
a donné la préférence aux programmes nécessi-
tés par le relèvement des locataires de taudis
détruits.

On a préparé des textes en 1930 et 1934
des textes visant l'expropriation par les
communes des îlots insalubres. On prêtait
pour 40 ans à 2%. Ces textes n'ont pu
voir le jour. Le ministre est prêt à en
examiner d'autres, mais il faut l'accord
du ministre des finances. Le ministre
voudrait charger de leur élaboration
une commission où la C^{on}s^{tit} Hygiène
du Sénat serait représentée. Les prêts
en 1930 + 34 auraient été
~~seraient~~ accordés à 40% de la dépense.
M. Gros proteste contre cette proportion.
Le ministre lui répond qu'il est favorable
à un nouveau texte. Il demande à
M. Gros de poser la question au nom de
la C^{on}s^{tit} Hygiène, pendant la discussion
du budget.

M. Gadaud dit que la clientèle du
tandis ne passe pas dans les H. B. M.
Il faudrait que les communes puissent
bâtir des maisons assez modestes pour
que les locataires des Tandis y viennent.
Il demande que les communes puissent
aménager des immeubles anciens.

Le ministre dit que des Offices l'ont fait
à Bourg, à Strasbourg et à Colmar.

M. Mangier rappelle que la loi permet
que le 1/4 des crédits puisse servir à aména-
ger les locaux insalubres. Mais la loi n'est pas
appliquée.

M. Gros dit que la commune a des immeu-
bles meilleurs que les Tandis que la ville
d'Arignon détruit. Elle peut y mettre les

locataires des taudis. La disposition visée par M. Hauger ne s'applique qu'aux Offices et non aux communes.

M. Dormann dit qu'on a réinscrit 400 millions au budget pour les H.B.M. Quel est le montant des prêts faits dans l'année ?

M. Prarond répond : 130 millions Crédit immobilier et 150 millions H.B.M., pour des programmes, nouveaux crédits et pour des avances complémentaires en vue de couvrir des dépassements de crédits.

M. des Rotours pense qu'il va falloir augmenter le minimum de prix des constructions.

M. Prarond. La dernière loi de finances (art 94) a permis de relever par décret le maxima de 20 %. Il craint qu'il faille une nouvelle augmentation.

M. des Rotours dit qu'en deux ans les prix de la construction ont augmenté de 60 à 70 %.

M. Evén demande au ministre s'il maintient les termes qu'il a employés au banquet des hygiénistes français qui s'en remettant à la sagesse de la Chambre haute.

Celle-ci est d'accord pour retenir le titre premier du projet de loi Sellier (traitement des maladies vénériennes.) Pour le titre II, la C. d'hygiène ne veut pas faire engager le débat entre réglementationnisme et anti-réglementarisme. Quant à la fermeture des maisons de tolérance, la commission pense qu'il faut réserver cette question pour une seconde étape. C'est d'ailleurs plutôt du ressort

de la commission de législation civile.

Quand sera établi le traitement obligatoire et son contrôle, il sera bon d'examiner la question de protection morale.

Le ministre a été signataire du projet comme garde des sceaux. S'il a semblé parler d'une partie essentielle, c'est qu'il était au Congrès d'Hygiène, et ministre de la Santé publique. Il est d'accord pour faire quelque chose d'abord. Il comprend les raisons de M. Even et se déclare d'accord avec lui pour réserver la 2^e partie.

Celle-ci, dit M. Lavergne, n'est pas seulement ~~un~~ d'ordre moral : les maisons de tolérance intéressent aussi la Santé publique.

Le ministre répond que l'unanimité n'existe que sur la 1^{re} partie, l'adopter réduira le nombre des malades.

M. Even est heureux de l'accord du ministre. La C^o d'Hygiène est d'accord et M. Even s'occupera dès janvier de la rédaction des articles avec la C^o.

Vaccination
anti-diphthérique
Charlatanisme
médical

418-37

420-37.

Le ministre demande à la Commission de hâter l'examen de ces projets. 418 et 420 - 1937

M. Le Gorgeu sait que pour le dernier projet il y aura une forte opposition de la part de la presse.

Tous inspecteurs
de l'Assistance publique.
565-37

Le ministre fait la même réclamation.

M. Loubat dit que beaucoup de
Conseils généraux ont repris ce projet.

M. Chassaing pense que les femmes ne
pourront assurer ce service dans les pays
de montagne.

Infirmeries.
26-37.

Avant de faire quoi que ce soit,
le ministre veut se mettre en rapport avec
M. Dormann rapporteur; il prépare en
effet un décret sur les écoles d'infirmeries.
Un échange d'observations a lieu entre M. Dor-
mann et le ministre sur la meilleure pro-
cédure à suivre. Une entrevue aura lieu entre
eux.

Révocation de la
loi de 1902 sur
la Santé publique

Le ministre demande aussi une solution.
(M. J. Godart, rapporteur.)

Inspection médicale
des écoles.

423-1937.

M. Le Gorgeu, rapporteur, dit que ce projet
fait double emploi avec le précédent. La com-
mission devra donc décider si M. Godart est
désaisi sur ce point.

Contrôle des
laboratoires

M. Even demande où cela en est. M. le
ministre répond qu'il prépare un projet
qui est au ministère des finances.

Statut des médecins
directeurs de bureaux
d'hygiène.

C'est l'Etat qui le choisit, dit-

M. Le Gorgeu, et qui fixe les traitements, mais ce sont les villes qui les paient.

Répartition des
Dépenses d'assistance.

M. Le Gorgeu trouve qu'on a dé-
chargé l'Etat au détriment
des collectivités locales. Cette année,
la subvention de 350 millions leur a
été supprimée. M. Le Gorgeu le réclame
encore cette année, la réforme des finan-
ces locales n'étant pas encore accomplie.

M. Le Gorgeu trouve injuste que
les villes qui ont un service autonome
d'assistance soient sacrifiées dans la
nouvelle réglementation.

Le ministre répond que dans l'ensemble
la situation n'a pas été réellement
changée. L'augmentation des charges est
indépendante de la nouvelle procédure:
elle tient à l'amélioration des soins donnés
aux indigents, etc.

Quant à la dette de l'Etat vis-à-vis des
départements, le ministre des finances serait
disposée à la régler.

Accidents de Travail
Personnel des hôpitaux.

M. Le Pelletier demande
où en est l'affaire. Il si-
gnale qu'il y a un projet relatif aux
départements reconquis.

M. Eoen lui répond que cela regarde le
ministre du travail.

Le ministre se retire, ainsi que ses colla-
borateurs.

Accidents du Travail M. Gros déclare que le projet
 va être caduc. Il voudrait de-
 15-1928. mander l'inscription à l'ordre du jour
 de ce projet, pour rompre la prescription.
 Cette demande est faite d'accord avec
 M. Valantiel.
 La commission l'y autorise.

II

421-1937
 Sources d'eau
 minérale.

M. Chassaign expose les raisons pour
 lesquelles il a modifié, d'accord avec
 l'administration, les termes de la proposi-
 tion Sellier. Il donne lecture de son rapport.
 Après observations de MM. Milhès-Lacroix,
 Leopold Robert, Even, le texte du rapport
 est adopté.

IV.

26-1937

M. Dormann demande le renvoi
 pour s'entendre avec le ministre. (Assentiment)

III

206-37

M. Dormann donne lecture de son
 rapport. (Adopté.)

Séance levée à 18^h 25.

8.

MERCREDI 22 DECEMBRE 1937
A DIX SEPT HEURES
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, relative au statut légal des infirmières et des infirmiers (N° 26 - 1937).
- M. DORMANN, Rapporteur.
- II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à l'extension du régime d'assurance sociale contre les accidents, en vigueur dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle, au personnel des hôpitaux, maisons de santé, sanatoria, preventoria et établissements analogues (N° 544 - 1932).
- M. LE PELLETIER, Rapporteur.

Présidence de M. Mauger.

Présents : M. M. Gaubert, Gadard, Pelletier, Even, Lavergne, Raymond Martin, Billies-Lacroix, Biron, Chassaing, Bouilly, E. Vincent, Dormann, Leopold Robert Jois-Lambert, Le Gorgeu.

II
544-1932 Après discussion, M. Pelletier est autorisé à déposer son rapport, sous réserve qu'il ait l'accord du gouvernement.

Sous-inspecteurs
del' A.-P.

565-1937

M. Mauger demande l'autorisation de présenter son rapport, ce qui lui est accordé.

Après lecture du rapport, M. Chassaing demande ce que pourront faire dans les départements de montagne des sous-

inspectrices pour qui les déplacements peuvent être très pénibles. Dans ces régions, des doctresses ont dû renoncer à leur profession.

M. Millies-Lacroix répond que les inspectrices ne demanderont pas ces départements-là.

M. Chassaigne craint que ce personnel, si son service est trop dur, ne soit amené à demander trop de congés. Il faudrait être sévère dans l'examen médical d'entrée.

M. Banger répond qu'on ne pourra prendre que 50 % de femmes. Cela donne satisfaction à M. Chassaigne.

Le rapport est adopté.

I.
26.1937 M. Dormann expose qu'il a pris contact avec le D^r Cavaillon, conseiller technique du ministre de la santé publique. Celui-ci lui a promis que le ministère ne prendrait pas de décret avant que la commission ait fait connaître son avis. Partout, on désire revaloriser le diplôme d'infirmier et d'infirmière. M. Dormann a reçu des médecins la confirmation des regrettables effets de la loi des 40 heures dans les services de chirurgie.

M. Dormann donne lecture ^{du projet} ~~de son~~ rapport de décret sur l'enseignement professionnel.

M. Lepold Robert s'étonne des changements apportés au texte.

M. Dormann répond que l'administration

a demandé ces modifications. Il déclare avoir reçu de nombreuses protestations contre le projet de décret. Il faut d'ailleurs examiner le projet de décret pour ne pas avoir à modifier la loi ensuite.

M. Dormann rappelle que le ministre a déclaré à la commission que s'il préparait un décret, c'est parce qu'il craignait que le Parlement bouleversât un projet de loi. Il serait bon que la commission fit une démarche auprès du ministre pour lui demander de surseoir.

M. Dormann donne lecture des protestations contre le décret par divers groupements d'hospitalières, d'assistantes sociales. On ne croit pas que les infirmières doivent être des demi-médecins. Ce qu'il faut, c'est la vocation. Et la prolongation à quatre ans des études n'ajouterait rien. Après 4 ans d'études, les élèves ne voudront plus aller se dévouer dans des hôpitaux coloniaux, etc.

M. Dormann est allé voir des directeurs d'établissements. Le ministre avait dit que tout le monde était d'accord. Or, même chez les syndicalistes, on avoue qu'on a fait une mauvaise action en votant dans ce sens au conseil de perfectionnement.

M. Chassaigne estime qu'il sera bon d'entendre le représentant du Syndicat.

Le D^r Martin, directeur de l'Institut Pasteur, a déclaré à M. Dormann qu'il n'était pas d'accord avec le projet de décret.

Le D^r Cavaillon lui-même, ne peut donner le chiffre des infirmières diplômées, ni dire si elles sont en nombre suffisant. L'A.P. n'a pas été sollicitée de donner son avis. Elle n'est même pas représentée au Comité de perfectionnement ^(des écoles d'infirmières). Mais il paraît que le décret ne s'appliquerait pas à l'A.P., qui a une école spéciale.

La Fédération des Hôpitaux n'a pas été consultée.

M. Dormann a demandé au D^r Cavaillon quelles conventions il y avait entre le ministère et l'A.P. M. Cavaillon n'a pu répondre. Mais il affirme, lui, que le décret s'appliquera à l'A.P.

En somme, avant d'allonger la durée des études, il faut assurer le service. Porter les études à 3 ans taxera la source du recrutement des élèves infirmières.

Il est prouvé que ce ne sont pas les plus instruites qui donnent les meilleurs soins. Il faut la vocation, savoir parler aux malades, et savoir exécuter les ordonnances sans plus (mot du D^r Martin.)

On n'a pas voulu "étatifier", parce qu'il aurait fallu aller devant le ministre des finances. D'où le compromis que constitue le décret, a dit M. Cavaillon. M. Rucart a donné l'ordre d'aller le plus vite possible. Mais au Comité de perfectionnement, le projet

a soulevé des protestations, dont celles de M^{me} Braunschwig, qui représentait certaines écoles. Cependant, le ministre a obtenu la majorité. Il y a huit jours a eu lieu une seconde lecture, où "les articles ont été votés à l'unanimité". Or cette affirmation est démentie par le D^r Martin et M. Mermat, représentant du Syndicat, qui a refusé non seulement de voter, mais de prendre part à la discussion.

En résumé, M. Dormann a demandé à M. Cavaillon de surseoir.

M. Dormann va continuer à s'informer et il demande à la commission d'attendre à plus tard pour examiner la proposition de loi, la question des écoles devant être résolue d'abord.

M. Mauger est d'avis que la commission pourrait demander unanimement au ministre de surseoir au décret, étant donné qu'elle est saisie d'une proposition de loi qui peut régler la question.

M. Leopold Robert pense que la raison profonde du décret est de donner à tout prix un débouché à des diplômés et diplômées sans place. Certains infirmiers arrivés au sommet de la hiérarchie voudraient aussi valoriser leur profession. La demande d'une scolarité de trois ans a été faite en 1937 par un congrès tenu à Londres. Mais dans les autres pays, les élèves sont payés et ne content pas aux

familles. En fait, l'infirmier à trois et quatre ans, c'est l'ancien "Officier de santé". Et il ne voudra pas s'abaisser aux humbles soins de la profession. Qui fera, comme aujourd'hui, gratuitement, dans les villages, les piqûres, ~~et~~ qui posera les ventouses? Faudra-t-il dépenser 100 francs pour faire venir le médecin?

M. Bouilly voudrait qu'on pense aux mesures transitoires. Le décret va supprimer les infirmières qui ont été d'abord filles de salle et qui préparaient en même temps leur examen d'infirmières.

M. Join-Lambert demande sur quelle base le ministre s'appuiera pour prendre son décret?

M. Dormann répond qu'il n'y a rien de spécial.

Le ministre sera donc avisé des intentions de la Commission. (adhésion unanime)

Assurances Sociales

M. Millies-Lacroix avise la

Tarifs de responsabilité

Commission qu'il a l'intention

de demander certaines précisions au ministre au cours de la discussion du budget. Avec le nouveau Tarif médical de 20, 25, 30 fr., l'Assurance Sociale continue à recevoir 9. fr. 60; est-ce que le ministre a le droit de maintenir un tarif de responsabilité aussi bas, alors que les salaires (dont le produit des 4%) ont

augmente?

M. Manger dit qu'il a été question de porter le tarif limite des A.S. à 30.000 fr. M. Manger est prêt à rapporter le projet quand il viendra.

Séance levée à dix-huit heures 35.

8.

Séance du 31 Décembre 1937

680.37

La Commission se réunit pendant une suspension de la séance publique pour examiner le projet de loi (680-1937) tendant à modifier le décret-loi du 28 octobre 1935 modifiant le régime des assurances sociales applicables aux assurés du commerce et de l'industrie.

Présidence de M. Mauger.

Présents : M. M. Cartru, E. Vincent, Lissar, Rd Martin, Chassaing, J. Godart, Jori Lambert, Millies-Lacroix, Le Gorgeu, Dornann.

Décès de
M. Fernand
Merlin, président.

M. Mauger adresse l'hommage de la
Commission à son président, délégué
la veille

M. Février, ministre du travail, associe
le gouvernement à cet hommage.

Plafond des
assurances
sociales.
680.37.

M. Mauger rappelle que la Commission
s'en lui avait confié par avance le soin
de rapporter le projet, qui vient d'être
voté par la Chambre dans les termes
suivants :

Article 1er

L'article premier, paragraphe 2 du décret du 28 Octobre 1935 concernant les Assurances Sociales est modifié ainsi qu'il suit :

Article Premier - Paragraphe 2 - Sont assurés obligatoirement tous les salariés et, d'une façon générale, toutes les personnes de nationalité française de l'un ou de l'autre sexe, travaillant à quelque titre ou en quelque lieu que ce soit, pour un ou plusieurs employeurs quand leur rémunération totale annuelle, quelle qu'en soit la nature à l'exclusion des allocations familiales, ne dépasse pas 30.000 Frs.

Ne sont pas considérés comme salariés les enfants :
12-soumis à l'obligation scolaire, qui effectuent un travail salarié non interdit par le Livre II, article 2, du Code du Travail;

22-qui, sans recevoir de salaire en argent, travaillent chez leurs parents et pour le compte de ceux-ci.

Ne sont pas considérés comme assurés obligatoires les personnes dont le salaire habituel, au cours d'une année, est inférieur à 1.000 Frs. La double cotisation exigée pour les salaires oscillant entre 1.000 Frs et 1500 Frs par an, sera calculée sur la base d'un salaire annuel de 1.500 Frs.

Article 2

Le point de départ de la période transitoire est fixé au 1er Janvier 1938 pour les travailleurs immatriculés ou réimmatriculés en vertu de la présente loi.

Les intéressés devront justifier des versements prescrits par l'art. 2 du décret du 28 Octobre 1935 jusqu'à la date d'entrée en jouissance de leur pension et pendant cinq ans au moins pour avoir droit aux minima visés aux paragraphes 5 à 7 de l'article II dudit décret.

Article 3

Les dispositions qui précèdent entreront en vigueur le 1er Janvier 1938.

Toutefois, pour les travailleurs non assujettis au moment de la promulgation de la présente loi qui bénéficiaient déjà d'un régime d'assurance leur garantissant des prestations vieillesse et invalidité au moins égales à celles qui résultent de la législation des Assurances Sociales, l'immatriculation et le point de départ de la période transitoire sont reportés au 1er Janvier 1939.

M. Dormann trouve anormal qu'un projet si grave se présente dans ces conditions. La commission a dû être soumise à l'improviste, de sorte qu'il ne possède pas les moyens de discuter, le dossier qu'il

avait constitué étant chez lui.

M. ~~Darnet~~^{Emile} Vincent fait les mêmes objections. Quelle urgence d'ailleurs y-a-t-il à voter le projet ce soir ?

M. Téronier, ministre du travail, qui a demandé à défendre son projet, présente d'abord les excuses d'usage ; le projet, dit-il, a été présenté par lui trois semaines plus tôt au Conseil des ministres, mais ce projet a perdu beaucoup de temps en navettes ministérielles. 70000 assurés sociaux vont être rades, leur salaire dépassant maintenant le plafond ; la plupart appartenant aux industries métallurgiques de la région parisienne. L'article 3 doit calmer les inquiétudes les plus légitimes. D'autre part, l'adoption d'un chiffre unique de 30000 fr. et la suppression des catégories anciennes (pères de famille et célibataires) répond à un besoin de simplification.

M. Emile Vincent dit que ce sera toujours à recommencer.

M. Lantier pense qu'on ne pourra empêcher qu'un salaire près de la limite n'entre et ne sorte altérativement de la loi.

M. Miller-Lacroix fait observer qu'en province les salaires à 30000 fr. sont des bourgeois, vivent comme des bourgeois. Jusqu'à présent, ils payaient leurs médecins comme ^{fruits} des bourgeois. Désormais, assurés sociaux, ils vont payer la visite 15 fr. au lieu de 30. Du coup, les médecins vont relever leurs tarifs et les A. S. vont payer un

supplément, le tarif de responsabilité des
courses étant $12 \text{ fr} - 20\% = 9 \text{ fr. 60}$. Alors,
bien des petits assurés sociaux vont se faire
inscrire à l'assistance médicale gratuite.
Or, le tarif des médecins pour cette clientèle
est encore plus bas. Il va donc falloir aug-
menter le maximum du tarif de respos-
sabilité.

M. Dreyfus, directeur, accompagnant le
ministre, dit que cette augmentation peut
être demandée devant la commission tri-
partite.

M. Join-Lambert demande si la réforme
augmentera beaucoup le nombre des A. S.

M. Dreyfus répond négativement.

M. Millies-Lacroix est d'un avis contraire,
du moins pour la province.

M. E. Vincent craint une forte repercussion
sur les dépenses d'A. M. G.

M. Le Gorgeu craint, lui aussi, une forte
augmentation du nombre des A. S. Il trouve
trop forte l'augmentation du plafond pour
les éligibles (de 21. à 30.000.)

M. Millies-Lacroix propose de dire simplement
qu'aucun assuré social ne pourra être
rayé pour cause d'augmentation de salaire,
pendant une période de trois mois.

M. Bauger donne lecture d'une lettre de
M. Chauréau faisant une proposition analo-
gue.

M. Février, ministre du travail, accepterait
de maintenir les deux catégories avec
les chiffres de 26000 et de 30.000.

M. Dormann insiste pour le Statu quo pendant trois mois.

M. Billès-Lacroix formule cette proposition et donne lecture d'un texte.

M. le ministre se déclare d'accord sur l'esprit de ce texte et demande une courte suspension pour se concerter avec ses adjoints.

La séance est suspendue.

À la reprise, l'accord se fait sur le texte présenté par le ministre et M. Moauger déclare qu'il va le rapporter en séance publique.

o.

MERCREDI 12 JANVIER 1938

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation d'un rapporteur :

Proposition de loi de M. Georges PORTMANN et plusieurs de ses collègues, tendant à assurer une retraite aux vieux travailleurs (N°636 - 1937).

Présidence de M. Dauthy V.P.

Présents : M. Rolland, Godart, des Rotours, Lécuyer, Gadard, Chauveau, Dormann, Le Gorgen, Chassaign, L. Robert, Even.

M. Dauthy présente l'hommage de la commission à la mémoire de son président, M. Fd Merlin.

Il présente à M. Rolland les condoléances de ses collègues pour la perte qu'il a faite en la personne de sa femme.

I M. Le Gorgen est désigné.

Silicose

M. Gadard expose qu'il a reçu des lettres demandant que la silicose soit inscrite parmi les maladies professionnelles. Il est partisan de cette mesure, mais demande quelle procédure employer. Il voudrait que la commission se sai-

Sisse in corpore de l'affaire.

M. J. Godart indique que le B. I. T. a une documentation complète.

1
Métayers
Allocations
familiales

M. Cassez ayant, à la suite des discussions de la commission, déposé sous le n° 529 une 2^e proposition de résolution, la Présidence a, contrairement à ce qui s'était fait pour la 1^{re}, renvoyé au fond devant la C^{on} d'agriculture.

La Comm. de l'hygiène décide de renvoyer demander le renvoi pour avis, le rapport au fond ayant déjà été déposé par M. Cassez au nom de la C^{on} d'agriculture.

M. Dormann expose les résultats de ses recherches et de ses études.

La séance est levée à 17 heures.

8

1938

Hygiène, Assistance, Assurance et Prévoyance sociales.

MM.

~~BOULLY.~~
~~BROM.~~
~~CAUTRU.~~
~~CHASSAING.~~
~~CHAUVEAU.~~
~~DARAIGNEZ.~~
~~DAUTHY.~~
~~DORMANN.~~
~~EVEN.~~
~~FRANÇOIS-SAINT-MAUR.~~
~~GADAUD.~~
~~Justin GODART.~~
~~LOUIS GROS.~~
~~JOIN-LAMBERT.~~
~~LAVERGNE.~~
~~LÉCULIER.~~
~~LE GORGEU.~~
~~FIRMIN LEGUET.~~

MM.

~~LISSAR.~~
~~LOUBAT.~~
~~MAROSELLI.~~
~~Raymond MARTIN.~~
~~MAUGER.~~
~~MAUPOIL.~~
~~Eugène MILLIÈS-LACROIX.~~
~~MIROUEL.~~
~~Edouard NÉRON.~~
~~NEYRET.~~
~~Léopold ROBERT.~~
~~ROGÉ.~~
~~ROLLAND.~~
~~des ROTOIRS.~~
~~Henri SELLIER.~~
~~SIREYJOL.~~
~~URBAN.~~
~~Emile VINCENT.~~

*La Commission de l'hygiène, de l'assistance,
de l'assurance et de la prévoyance sociales a nommé :*

Président : M. EVEN.

Vice-Présidents : MM. ROLLAND, DAUTHY.

Secrétaires : MM. MAUGER, NEYRET.

MERCREDI 26 JANVIER 1938

A QUINZE HEURES TRENTE

LOCAL DU 6^e BUREAU (Salle Léon Bourgeois)

- à l'effet de se constituer.

Présidence de M. Mauger, doyen d'âge.

Présents : M. Marzelli, Dormann, Castron,
Leculier, Raymond Martin, Laverge,
Néron, Sellier, Gros, Rolland, Urban,
Mironel, Danthy, Gadaud, L. Vincent,
Even, Chassaigne, Heyret, François St. Maurice,
Sireyrol, J. Godart, Millec-Lacroix,
Firmin Legret, L. Robert, Loubat, Maupail,
Lissar, Chauveau, Brown

M. le président souhaite la bienvenue aux
nouveaux membres.

M. Rolland déclare qu'il n'est pas candidat.
Il déclare que son groupe a décidé de présenter
M. Even à la présidence.

M. François St. Maurice votera volontiers pour
M. Even. Il regrette cependant qu'une candi-
dature ait été préparée dans un groupe
politique.

M. Sellier est convaincu que la gauche
démocratique n'a choisi M. Even que pour ses
qualités techniques.

Il votera pour M. Even. (Z.B.).

M. Rolland répond à M. François St-Maur qu'il n'a pas de tout en l'idée de présenter une candidature politique. Ses amis et lui n'ont tenu compte que de la valeur de l'homme. C'aurait peut-être été une raison pour élire M. François St-Maur (proposition de M. François St-Maur) en tout cas M. Rolland ne voudrait pas que son intervention desservit M. Eden.

M. Mauger demande s'il y a d'autres candidatures.

Personne ne répondant, M. Even est nommé président à l'unanimité (Applaudissements.)

Les deux vice-présidents sortants sont MM. Dauchy et Rolland, qui sont réélus à l'unanimité, malgré les réserves de M. Dauchy, en raison de son état de santé.

Pour le secrétariat, M. Neyret posant sa candidature, M. Mauger et Neyret sont désignés.

Présidence de M. Even.

M. Even remercie ses collègues.

Il salue la mémoire de M. Fernand Merlis et informe la commission que des remerciements de Mme Merlis.

Il fait part à M. Rolland de la

reconnaissance, et de la sympathie de la Commission dans son dernier vœu.

Il a aussi la douleur d'informer la Commission du décès de M. Le Gorgeu, qui vient de perdre sa fille aînée.

Il félicite M. Sellier de son retour à la Commission, et dit à M. François St. Jean la joie de la Commission de le voir revenir en excellente santé.

Retrouvant autour de cette Table ses anciens collègues de la Chambre, il lui semble que le temps n'a pas marché: toujours tous décidés à s'entendre pour le progrès et le bien-être des Français.

Il passe en revue les projets dont la Commission est saisie et n'oublie pas de remercier son ancien Président, M. Chauréau.

C'est avec confiance qu'il prend possession du fauteuil.

M. François St. Jean voudrait voir un certain échelonnement dans l'heure des commissions. Il demande qu'on en saisisse la Conférence des présidents.

M. L. Robert demande si on ne pourrait pas prendre l'avis de chaque membre.

La commission demande quatre heures et demie, en principe.

La commission se réfère son ordre du jour.

Séance levée à 16 h.

MERCREDI 2 FEVRIER 1938

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

1 - Projet de loi ayant pour objet de compléter l'article 33 de la loi du 31 mars 1919 modifiée par les lois subséquentes sur les pensions des armées de terre et de mer (N° 543, 1937).

- M. des ROTOIRS, Rapporteur.

2 - Projet de loi concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme (N° 845 -1936)

- M. EVEN, Rapporteur.

3 - Proposition de loi de MM. CASSEZ, Georges ULMO et Raymond MARTIN, tendant à modifier et à compléter la législation des assurances sociales en matière agricole. (N° 532, 1937).

- M. DORMANN, Rapporteur.

Présidence de M. Even.

Présents : M. M. ~~E. Nicolas~~, F. Leguet, Mironet, Cautin, des Rotours, Rolland, Sellier, Néron, Chauveau, R. Martin, Leulier, Sireyjob, Laverque, Le Gorgeu, Dormann, Jui-Lambert, Rogé, Bront, Millies-Lacroix, Lissar, François-St-maur, Gadand, Chassaing. E. Vincent, Gros, Danthy

Horaires.
de la Com.

La conférence des présidents, au cours de laquelle M. le président, a décidé de réserver le mercredi et le jeudi pour les travaux de commission. Le Sénat jugera. Dans tous les cas, la Com. se réunirait toujours à 16 h. 30.

Protection de
la maternité
4-1937

M. le président a saisi la Com. de législation pour le renvoi au fond à la Com. d'hygiène

Accidents
du travail
15-28

M. Valadier doit saisir aujourd'hui pour

avis la commission des finances, M. Rolland et Sellier protestent contre l'inaction de la commission des finances. M. des Rotours rappelle le délai réglementaire d'un mois. La discussion pourrait venir dans la 2^e quinzaine de février.

Conseil supérieur des
assurances privées

Le ministre du Travail demande la désignation de 3 experts pour en faire partie.
M. Gros, Sellier et Héron sont désignés.

I.
Pensions
militaires
543-37

M. des Rotours donne lecture de son rapport.

M. Dormann espère que la Commission votera le texte à l'unanimité.

M. Caubet soumet à la Com le cas d'un enfant pauvre élevé par une tierce personne sans rémunération, les parents ne se désintéressant pas pour cela de l'enfant (famille nombreuse, etc.). Ne pourrait-on pas admettre le tribunal à partager la pension d'ascendant?

M. Caubet trouve que la compétence et la procédure par simple requête ne sont pas indignes dans le dispositif.

M. Brom estime que pour autoriser le partage, il faut un texte formel.

M. Dormann répond à M. Caubet que l'article 33 exige qu'on ait élevé l'enfant jusqu'à la majorité ou jusqu'au service militaire. La preuve sera très difficile à faire.

M. des Rotours ne pense pas que des parents ayant abandonné, pour quelque raison que ce soit,

Le 2 Février 1938

La COMMISSION SENATORIALE de l'HYGIENE, de l'ASSISTANCE, de l'ASSURANCE & DE LA PREVOYANCE SOCIALES a adopté le rapport de M. DES ROTOURS sur le projet de loi complétant l'article 33 de la loi du 31 mars 1919 sur les pensions (pensions d'ascendants) .

Elle a ensuite repris l'examen du projet de loi Henri SELLIER concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme . Elle a confirmé les conclusions de son rapporteur, M. EVEN, Le titre Ier, qui a trait à la prophylaxie des maladies vénériennes et au traitement obligatoire, a été adopté en principe; le titre II, qui vise la répression du proxénétisme, a été adopté en partie: l'article 18, qui prévoit la fermeture des maisons de tolérance, a été réservé pour un examen commun avec les commissions de Législation civile et d'Administration générale. Avant de passer à l'examen détaillé des articles, la commission a décidé d'entendre M. le Docteur VERNES, directeur de l'Institut prophylactique.

le soin d'élever l'enfant, ne peuvent pas prétendre à pension.

M. Cautru dit que les choses ne sont pas toujours aussi simples. Un refus pur et simple, ou un retrait de pension, peut être cruel et injuste.

M. Milties-Lacroix se réfère au Code civil. Les parents nourriciers, en droit commun, n'ont pas droit à la pension alimentaire. Le projet va créer des exceptions.

M. Rogé fait allusion au partage des pensions de veuves pour les veuves d'indigènes musulmans.

M. Dormann rappelle le partage en cas de divorce.

M. Rogé dit qu'en cas de famille nombreuse, avec plusieurs têtes, le premier sera réclamer par les parents, le second par des nourriciers et l'Etat paiera deux pensions complètes.

M. des Rotours répond à M. Cautru: il précisera dans le dispositif les indications de procédure.

Quant au recours demandé par M. Cautru, il y a le recours de droit civil, mais le défendeur peut être insolvable.

M. Cautru n'est pas partisan du texte de la Chambre, qui renvoie les parties au droit commun. Pourtant, si la Commission croit sa proposition inapplicable (en ce qui concerne le partage) il s'insistera pour.

M. des Rotours dit que les parents ne pourraient prétendre à la pension que s'ils ont payé les

nourriss...

M. Castron accepte le texte de M. des Rotours à la condition que celui-ci explique dans son rapport cette question de façon plus précise. Mais il maintient son amendement sur la procédure.

M. Dormann précise que l'art 67 ne peut s'appliquer que dans le cas d'erreur matérielle.

M. Brom expose que la pension n'est accordée que si l'enfant avait au moins 12 ans. Or, il y a des cas où des enfants plus jeunes sont morts par événements de guerre.

M. le président répond que c'est une autre question, celle des victimes civiles de la guerre.

M. Raymond Martin demande à qui se passe quand l'enfant a changé de mains dans son adolescence.

M. des Rotours répond que le Tribunal n'accorde pas la pension lorsque l'enfant n'a été pris en charge qu'après 13 ou 14 ans. Il s'engage à modifier les textes.

Son rapport est adopté, sauf la voix de M. Brom.

II.

Prophylaxie des
maladies vénériennes.
845-1936

M. Ewen rappelle l'état de la question.

M. E. Vincent critique le texte du projet de loi. En raison du grand nombre de nouveaux collègues, il serait bon de faire une nouvelle discussion générale. Il demande l'audition de D^r Vergne, un maître de la syphilis-métrie.

M. Sellier déclare qu'il entend reprendre les dispositions du projet qui visent la lutte contre le proxénétisme. La commission les ayant déposés, il déposera des amendements.

M. Caubert demande que l'on statue d'abord sur l'audition du Dr Vergeles, qui seule pourrait justifier la réouverture de la discussion générale.

M. Even, rapporteur, rappelle que l'accord fait entre les services du ministère et le rapporteur s'était fait sur les données de la Commission. M. Rucart, qui a ^{été} remplacé au ministère M. Sellier, avait aussi accepté cet accord.

M. Even accepte qu'on recommence la discussion générale.

M. Jois Lambert demande au rapporteur d'exposer ~~sa~~ théorie et celle de ses adversaires. Après, on décidera.

M. Sellier trouve inutile de refaire une discussion générale. Le texte étant divisé en chapitres très indépendants, on pourrait échanger des idées générales.

M. Vincent retire sa demande de discussion générale, mais maintient sa demande d'audition de Dr Vergeles.

M. Sellier et M. François. R. Maur demandent que le rapporteur fasse un exposé d'information pour les nouveaux venus. Le dernier demande à la Commission de sérier les chapitres.

M. Even, rapporteur, expose que le projet comprend quatre titres. Le titre 1^{er} traite de la prophylaxie. Sur ce titre, la Com. ne fait aucune opposition. A l'heure actuelle, le Syphilis est en progression. Dans les troupes des colonies, les cas deviennent tellement nom-

Creux qui sont devenues inquiétants : la mortalité des hommes sont insupportables. Les méthodes d'investigation et de traitement sont maintenant acceptées par tout le monde. Le Dr. Vergne lui-même examine plusieurs centaines de malades, volontaires de l'examen, par jour. On peut affirmer aujourd'hui que la syphilis est curable. On cite des cas de guérison confirmés pendant vingt ans.

Au titre II (provocation à la débauche et proxénétisme), le rapporteur demandera l'acceptation de certains textes. D'autres seront débattus.

Reste la question essentielle, l'article 18, pose la question des maisons de tolérance. Or, la commission, après examen de texte a vu que la première partie (prophylaxie) peut être admise sans discussion. La seconde (proxénétisme) ne pourra venir qu'après la construction sérieuse de la prophylaxie. La fermeture ou l'ouverture des maisons tiendra la commission en deux camps (réglementaristes et abolitionnistes) qui empêchera le projet entier d'aboutir. M. Evén a donc proposé de réserver les points litigieux, qui sont plutôt du ressort de la commission de législation civile et par la C^m de l'administration générale. La C^m de l'hygiène avait accepté cette façon de voir. Elle était venue d'avis de confier la 2^e partie à un second rapporteur, conduisant un 2^e train, M. Lavergne.

Certaines dispositions des derniers titres pourraient aussi monter dans le 1^{er} train.

Il faudra déterminer l'autorité Sanitaire, les collectivités payantes (l'Etat), etc. etc. Tout cela viendra à son heure. (Très bien ! très bien !) (Adhésion générale)

La Commission décide de passer à l'examen des articles.

M. Even demande si l'on veut entendre d'abord M. le Dr Vergeles. M. Emile Vincent demande qu'on l'entende d'abord sur l'efficacité du contrôle sérologique. Pas d'opposition. M. Chassaigne est du même avis.

M. Even demande qu'on lui demande aussi de parler des recherches sur la tuberculose et le cancer.

M. Sellier voudrait que la C^e allât à l'Institut prophylactique

M. Even répond qu'on pourra faire les deux. Qu'il vienne d'abord ici : ensuite les collègues médecins pourront y aller. Il demandera M. le Dr Vergeles pour mercredi prochain.

M. Jean Lambert demande à lire son rapport sur les assurances à tête de l'ordre du jour de la prochaine séance. (Adopté.) (541-1937)

M. Dormann demande l'ajournement de la discussion (adopté.)

III
Ass. Sociale
agricoles.
532-37

Charlatanisme
médical

M. Raymond Martin désire rendre son rapport. M. Sellier accepte ce rapport.

Le président a reçu la visite de M. Schwartz,
chirurgien, qui veut parler de la dichotomie.

M. Gadon dit qu'on ne peut lutter
contre la dichotomie que par l'ordre des
médecins, que la Chambre retarde.

Séance levée à 18^h 45.

MERCREDI 9 FEVRIER 1938

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation d'un rapporteur au fond sur le projet de loi relatif au renforcement de la protection de la maternité et de l'enfance (N°4 - 1937) (M. GADAUD, rapporteur pour avis).
- II - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant et interprétant l'article 7 de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et l'article 7 de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation. (N°541 - 1937) (M. JOIN-LAMBERT, rapporteur).
- III - Projet de loi concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme (n°845-1936) (M. EVEN, rapporteur) - (Audition de M. le Dr VERNEES, Directeur de l'Institut prophylactique).

Présidence de M. Even.

Présents : M. Le Gorgeu, Louis Vincent, Leulier, Néron, Sellier, Rolland, Join-Lambert, des Rotours, Cautru, Brom, Rogé, Raymond Martin, Lavergne, Firmin Leguet, Urban, Dormann, François-Saint-Maur, Millès-Lacroix, Chassaing, Lissar, Loubat, Gadaud, Léopold Robert, Mauger, Chauveau.

Accidents du Travail M. Even est autorisé à demander la mise à l'ordre du jour du Sénat.

Projet Sellier
Chardacavigne
médical.

Le professeur Lacroix, chirurgien de l'hôpital Saint-Joseph, demande à être entendu, au nom de la Ligue Contre la Dichotomie

M. Sellier prend le rapport à la place de M. Rd Martin, démissionnaire

Lettre de M. Poir au sujet des concours pour
les médecins de l'asile.

I. M. Gadaud est désigné comme
4-1937 rapporteur au fond.

II M. Join-Lambert donne lecture de son
541-37 rapport. Son rapport est adopté.

III M. Vernes est introduit.
845-1936 M. Even, président, le salue au nom de la
Commission. Il rappelle que l'Institut prophyl-
actique doit son existence au Sénat.

Le Dr Vernes déclare d'abord que la
question de la syphilis est une question de
qualité de soins. Il donne lecture de la
note suivante ("voir à la fin de la séance.")

M. Chassaing demande des précisions sur
la durée moyenne des traitements.

M. Vernes répond qu'en moyenne, la gué-
rison peut être prouvée en un an et demi.

M. Even trouve donc qu'on peut affirmer
qu'avec un traitement suffisant, la guéri-
son de la syphilis est possible.

M. Vernes dit que son expérience porte
sur 250 000 dossiers. Un contrôle suivi de
8 mois pendant lesquels on ne trouve rien
correspond à la guérison.

M. Sellier demande quel est le traitement
de la femme syphilitique enceinte.

Le Dr Vernes répond que puisqu'on ne transmet

pas ce qu'on n'a pas. Il faudrait donc guérir les parents d'abord.

M. Join-Lambert demande si l'on peut soigner les enfants dans un sanatorium ou un preventorium.

M. Vernes répond affirmativement; d'ailleurs il pense qu'il y a peu d'hérédosyphilitiques. La plupart meurent avant ou après naissance, très tôt.

M. des Rotours demande si l'on peut attrapper des grossesses syphilitiques. Réponse: il est relativement facile, entraînant la mère, de sauver l'enfant.

M. Léopold Robert demande que si l'on exigeait un certificat prénuptial, il faudrait donc attendre 3 mois de surveillance.

M. Vernes répond qu'il faudrait conduire le malade à la mairie entre 2 policiers. Il peut se recontaminer, mais et la contamination demande 21 jours.

M. François-Saint-Maur observe que le projet prévoit les soins obligatoires. Est-ce que le Dr Vernes pense, que, sur tout le territoire français, on pourra se soigner efficacement.

M. Vernes répond que la loi vise surtout la contamination par des prostituées clandestines. Il faudra assez vite avoir des centres de soins partout.

M. François-Saint-Maur craint que l'appréhension de la contrainte et de la sanction n'écarte au contraire les malades.

M. Vernes est partisan de la liberté du particulier, mais en ce qui concerne les prostituées, il faut pouvoir les obliger à se soigner.

M. François-Saint-Maur prend acte de son accord avec M. Vernes sur la force de la persuasion.

M. Chassaing relève dans le rapport de M. Vernes que le traitement par ingestion est de réelle valeur. Il est de notoriété publique que certains accidents d'arion ont eu pour cause que le pilote était soumis à un traitement intensif. D'Combien faudrait-il de dispensaires et de centres de syphiligraphie en France.

M. Vernes dit qu'il y a 42 centres en France et qu'on est très avancé dans l'armée et de la marine. Les soins paient : tel accident de chemin de fer, d'origine, ne causera pas d'accidents.

On ne peut opposer l'ingestion à l'injection. Mais l'ingestion est indiquée loin des centres, pour les navigateurs, etc.

Dans tous les cas, un traitement par ingestion peut donner d'aussi bons résultats qu'un traitement par injections.

M. Emile Vincent commence par féliciter M. le Dr Vernes des résultats obtenus par sa méthode. Mais il se demande, lui aussi, si l'on a assez de médecins au courant de la méthode. Sur les 42 dispensaires signalés, 8 ont dû être fermés faute de crédits. Y aura-t-il moyen d'installer 1 dispensaire et 1 laboratoire par département ? A quel bon des crédits si l'on n'a pas de personnel.

M. Evén répond qu'il y a 680 services antisyphilitiques en France. Peut-on les organiser avec la même certitude que les services Vernes ?

M. E. Vincent se demande ce que sont ces 680 services. Et a-t-on fait depuis 25 ans le personnel nécessaire ?

M. Vernes dit que les médecins peuvent venir se mettre au courant à l'Institut prophylactique.

Un médecin attentif peut apprendre énormément en deux mois. On pourrait avoir une sorte d'inspection mobile.

M. Emile Vincent voudrait qu'on ne fasse plus d'erreurs de diagnostics sérologiques.

M. Sellier répond que ce genre d'erreurs ne s'observe pas qu'en matière de syphiligraphie. Mais, l'essentiel est que l'on peut maintenant, en ce qui touche la syphilis, parler de certitudes. Au fond, le traitement et la surveillance ne s'appliquent qu'à une catégorie spéciale de malades, que désigne leur genre de vie.

M. Badaud interrompt pour dire que ce n'est pas dans le texte, qui paraît bien avoir un caractère général.

M. Sellier insiste et s'efforce de rassurer les partisans de la liberté. Il est d'ailleurs d'un intérêt général, même au point de vue financier, d'appliquer les méthodes de l'Institut prophylactique.

M. Emile Vincent répond que M. Sellier

a défendre le projet en le présentant sous un aspect différent de celui qu'il prend à la lecture.

M. Emile Vincent remercie le Dr Vernes.

M. François-St. Maur demande 2^e, dans la majorité des 680 dispensaires, la méthode du Dr Vernes est appliquée.

M. le président répond négativement. Il n'y a que 42 en Seine et Seine-et-Oise et une quinzaine en France où on applique les méthodes du Dr Vernes. En outre, beaucoup dans l'armée, la marine et aux colonies.

M. Caubet demande à M. Vernes 2^e, en cas de récidive, on peut distinguer entre celui qui fait une rechute et le récidiviste.

M. le Dr Vernes répond affirmativement.

M. le président remercie le Dr Vernes, qui se retire.

M. Godard trouve que la C^o est sortie du rôle d'une assemblée parlementaire. La syphilis est curable, M. Vernes déclare très nettement qu'on peut le vérifier. Mais la commission ne peut déclarer que seule la méthode du Dr Vernes peut permettre d'arriver à la certitude de la guérison. Mais il faudrait consulter un des maîtres de l'Ecole de médecine. Il ne doit pas sortir du Sénat une méthode conformiste.

M. Emile Vincent croit que la méthode Vernes est une bonne méthode, mais c'est surtout comme méthode de contrôle.

M. le président et rapporteur est d'accord.

Il ne s'agit pas de donner un monopole
à l'Institut prophylactique.

La commission décide de renvoyer à la
prochaine séance l'examen des articles du
projet.

Séance levée à 18 heures.

Annexe.

Texte de la note lue par M. le Dr Vernes

SUR LA QUALITÉ DES MOYENS EMPLOYÉS CONTRE
LE TREPONEME DE SCHAUDINN

La syphilis est encore aujourd'hui un tel objet de confusion et de désordre que les flottements dans son traitement qui conduisent à de mauvais résultats entretiennent l'idée que ces mauvais résultats doivent être attribués non pas aux flottements du traitement, mais à l'incurabilité de la maladie.

C'est là un cercle vicieux dont il est difficile de sortir parce que si les uns s'attachent à montrer que la tréponémie, mieux traitée, peut être rayée du cadre des maladies incurables, d'autres continuent à enseigner le contraire.

Ces derniers s'enferment dans les résultats de leur pratique et disent : Comment peut-on aller à la recherche d'un fil conducteur dans le domaine de l'invisible ? L'évolution de la maladie échappe à nos regards. Nous sommes dans l'impossibilité d'identifier une guérison. Comment donc pourrions-nous en faire un but à atteindre ? S'il y a accident, l'indication nette est d'intervenir. Mais au-delà de la disparition des signes visibles nos vieux maîtres nous ont appris que pour prévenir les retours offensifs, on en est réduit à rester dans l'incertitude pour continuer les soins, en s'abandonnant au hasard et en souhaitant au malade " bonne chance ".

Telle est, en effet, toute l'ancienne pratique : l'attente du naufrage.

L'habitude représente une force tellement puissante que cette pratique autrefois légitime trouve encore de nos jours du crédit, alors qu'il est démontré depuis longtemps que le tréponème émet dans l'organisme une substance qui augmente ou diminue proportionnellement à l'infection et dont les dosages successifs permettent pour reprendre les termes même de mon Mémoire de 1913 : l'étude méthodique de ses fluctuations sur un graphique.

Cette substance la " pallidine " (du nom de son microbe producteur: *treponema pallidum*) et dont la proportion dans le sang peut atteindre ou dépasser 200 milligrammes par litre est aujourd'hui facilement extraite du sang, sous forme d'une poudre blanche, puis pesée avec une balance. Dans la pratique courante, depuis 17 ans, elle se dose beaucoup plus rapidement, mais avec autant de précision de la manière que voici: on introduit dans le sérum du malade un réactif approprié, porté à l'état de fine émulsion.

La pallidine ayant une affinité particulière pour les grains de cette émulsion se fixe sur eux en augmentant leur volume et leur poids, d'où diminution correspondante de la transparence du mélange.

On mesure alors cette diminution de transparence avec un photomètre dont l'échelle graduée indique la proportion de pallidine contenue dans le sérum.

Ce dosage de la pallidine est ainsi devenu le fil conducteur, lorsque répété à certains intervalles de temps, il permet d'établir le graphique de contrôle du tréponémisme, suivant des règles d'observation qui doivent être rigoureusement respectées et qui constituent alors ce qu'on a appelé la syphilimétrie.

La première de ces conditions est que l'étude des fluctuations de la pallidine dans le sang soit obligatoirement poursuivie sous le contrôle de l'état du liquide céphalo-rachidien.

Et c'est pourquoi, il faut à tout prix que la ponction lombaire dont on nous dit qu'elle est encore une intervention si redoutée, soit pour le patient, comme nous le constatons personnellement depuis 27 ans, une surprise agréable.

Sans le contrôle de la ponction lombaire d'emblée il n'est pas de syphilimétrie possible, c'est à dire pas de moyen de prévenir le naufrage.

Le but à atteindre est, en effet, la disparition définitive de la pallidine dans le sang et dans le liquide céphalo-rachidien, preuve de la destruction complète des tréponèmes.

Or, l'expérience a établi que ce but est atteint dans la pratique lorsque, en fin d'une médication déterminée et à compter de la dernière injection arsenicale (jalon), aucune élévation du tracé ne s'est plus produite pendant une période d'étroite surveillance de huit mois.

Durant ces huit mois, l'examen mensuel du sang aura du rester au zéro et s'inscrire par conséquent au bas de l'échelle en un tracé horizontal, la ponction lombaire étant normale au début et à la fin de cette observation de 8 mois. Nos graphiques montrent par dizaines de milliers combien nos malades se soumettent avec facilité à ce contrôle, bien accepté, en effet, par tous ceux à qui on a expliqué la parfaite sécurité qu'il leur donne pour l'avenir et qui leur ouvre une existence nouvelle.

L'identification de la guérison étant possible et le but à atteindre parfaitement défini dans l'ensemble de ses éléments, quels doivent être les principes de traitement ?

Ils découlent de l'enquête que nous poursuivons depuis 27 ans sur l'activité des substances employées contre le tréponème; le traitement

poursuivi sous le contrôle du graphique doit dominer l'infection pendant un temps suffisant pour l'éteindre. Pour cela il doit être continu, écarter les médicaments qui pour être généralement actifs peuvent ne pas l'être pour une tréponémie déterminée, se servir de ceux qui ont fait leurs preuves par une chute du tracé; utiliser ceux-ci par relais successifs, étant donné qu'une substance active ne l'est jamais plus qu'au début de son emploi; qu'elle perd, au contraire, son efficacité avec le temps; que dans la pratique, n'agissant plus bientôt que comme un animal de trait arrivé au bout de ses forces, la belle période d'activité de chacun des médicaments ne dépasse guère 15 jours, hors le cas des pilules mercurielles à employer à doses croissantes durant neuf semaines.

Utilisé dans ces conditions, le traitement, dans certains cas peut être court. C'est ce qui arrive généralement pour une infection traitée au cours de la première année.

Ultérieurement et surtout chez les patients dont l'infection a été " soignée " et en quelque sorte aggravée sous l'influence intempestive de tentatives thérapeutiques maladroites, la maladie est beaucoup plus tenace; les " centres de résistance " analysés dans notre Mémoire de 1913 ont pu s'organiser et le traitement nécessaire est beaucoup plus long. Nous avons même dans notre collection de graphiques des exemples de tréponémie pour lesquels le traitement a duré plus de 20 ans.

Ces règles ont été si souvent et si minutieusement décrites avec les détails techniques qui les commandent que nous ne pouvons que reproduire en fin de cette note la liste des publications principales où a paru toute la documentation.

Nous ajoutons simplement un mot au sujet de la syphilis héréditaire, nous bornant à mentionner que les règles de la syphilimétrie lui ôtant sa raison d'être : on n'hérite pas de ce que n'ont pas les parents.

Voici malheureusement, pour terminer, une triste constatation : l'application de la syphilimétrie reste pratiquement des plus difficiles à généraliser. Les quelques milliers d'élèves que nous avons en France et ailleurs ont beau faire tout ce qu'ils peuvent, ils n'y suffisent pas.

Or, le praticien échappe encore à l'instruction spéciale que requiert une lutte rationnelle contre la syphilis et devant lui se dressent toutes sortes de difficultés : éloignement du laboratoire, manque d'habitude d'un prélèvement correct de sang, et, à plus forte raison, d'un prélèvement de liquide céphalo-rachidien pratiqué suivant les règles; il retombe trop souvent dans les errements qui ont permis au tréponème, dans le cours des siècles, de détruire davantage d'hommes, de familles et de royaumes que les plus longues guerres.

Que leur conseiller ?

Toute la question est là. Qu'au moins et en attendant pour leur pratique des jours meilleurs, ils puissent se persuader de l'importance de la continuité dans le traitement et, se pliant aux possibilités pratiques de cette continuité, en assurer le fond avec une médication par ingestion, telle que celle dont les syphiligraphes comme ROLLET, RICORD ou FOURNIER avaient pu tirer d'heureux résultats. Ils en obtiendront un bénéfice supérieur à celui qu'ils peuvent réaliser au moyen d'injections médicamenteuses intermittentes et faites à l'aveuglette; ils en trouveront la justification et les avantages dans les Travaux et Publications de l'Institut Prophylactique, fascicule 5, 1926, p. 16 et dans les Archives de l'Institut Prophylactique, T.I, n° 1, p. 16, T.V.

n° 4, p. 399 et T.VI, n° 2, p. 153 .

Nous tirons nous-mêmes d'immenses bénéfices de cette médication par ingestion, en particulier pour les navigants qui peuvent alors se soigner dans de bonnes conditions, sous le contrôle du photomètre lorsqu'ils sont à terre, ainsi que nous en avons depuis longtemps l'expérience dans notre service du Havre.

Il va de soi que lorsque nous avons l'occasion d'examiner un colonial qui ne fait en France qu'un court séjour et que nous constatons que sang et liquide céphalo-rachidien nous fournissent un résultat normal, nous sommes bien obligés quand même, faute de temps pour effectuer le contrôle es huit mois, de lui donner une ordonnance de gouttes ou de pilules en lui disant : " Vous ne serez pas bien malheureux de continuer un traitement aussi commode " et, s'il nous demande : " Pendant combien de temps ? " lui répondre : " Jusqu'à ce que quelqu'un prenne sur lui de vous dire l'interrompre ou jusqu'à ce que vous nous accordiez assez de temps, la machine fois, pour nous permettre de faire la preuve que vous êtes guéri ".

Enfin, n'oublions pas de dire que le tréponémique guéri n'est pas immunisé et qu'il peut reprendre une nouvelle syphilis exactement comme il ne l'avait jamais contractée.

Résumé de la documentation-

- Introduction à l'étude des conditions expérimentales du traitement de la syphilis, 1913, chez Baillière.
- Les conditions expérimentales de l'extinction de la syphilis - Atlas de syphilimétrie, 1920, chez Alcan.
- Travaux et Publications de l'Institut Prophylactique: 6 fascicules parus chez Maloine.
- Ensemble des travaux aboutissant au dosage de la pallidine :
Académie des Sciences: comptes-rendus 165, 26 novembre 1917, p. 769;
166, 8 avril 1918, p. 575; 167, 2 septembre 1918, p. 383; 167, 30 septembre 1918, p. 500; 168, 27 janvier 1919, p. 247; 203, 12 octobre 1936, p. 684; 205, 27 décembre 1937, p. 1473 +
- Archives de l'Institut Prophylactique, 9 volumes chez Masson -

MERCREDI 16 FEVRIER 1938

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

E DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

- a) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises agricoles. (N°53-1938);
- b) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises agricoles. (n° 54 - 1938);
- c) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de Convention concernant l'assurance-invalidité obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales des professions libérales, ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa dix-septième session tenue à Genève du 8 au 30 juin 1933 (N°56-1938);
- d) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à la ratification du projet de convention concernant l'assurance-vieillesse obligatoire des salariés des entreprises industrielles et commerciales, des professions libérales ainsi que des travailleurs à domicile et des gens de maison, adopté par la Conférence internationale du travail dans sa dix-septième session tenue à Genève du 8 au 30 juin 1933 (N°57-1938);
- e) Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la validation en vue du droit à pension de services accomplis antérieurement à leur entrée dans les cadres, par certains fonctionnaires en exercice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n°60-1938).

I bis - Proposition de loi de MM. CASSEZ, Georges

ULMO et Raymond MARTIN tendant à modifier

et à compléter la législation des assurances

sociales en matière agricole (N° 532, an. 1937)

- M. DORMANN, Rapporteur.

II - Projet de loi concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme (n°845-1936) - (M. EVEN, Rapporteur).

Résidence de M. Even.

*Présents : M. de Rotours, Brom, Rolland
Lavergne, Héron, Léculier, Dormann,
Le Gorgeu, Emile-Vincent, Caubère, Lespeld Robert.*

Lissar, Urban, Emile Vincent, Sadard,
des Rotours, Jori-Lambert, Lissar, Forin,
Leguet, Raymond Martin, Chassaign, Sellier,
Flogé, Mauger, François-Saint-Maur, Mille-Lacour,

I a b c d. M. Dormann est désigné.
e' M. Brou est désigné.

Retraite
des vieux.

M. Le Gorgeu a vu M. Ramadier.
C'est à la demande du gouvernement
que cette entente a eu lieu, car le gouvernement
mis en demeure par la Chambre, n'a pas
de projet prêt. M. Le Gorgeu a exposé au gou-
vernement l'état des travaux de la commission
sur les différents projets ou propositions à l'étude.
Le Jour. a fait remarquer que, comme il fan-
dra toujours une intervention financière de
l'Etat, il faut que le projet soit déposé à la
Chambre.

Le ministre du Travail n'est pas d'accord sur
les chiffres (il y a 2 milliards d'écart) avec M.
Portmann. Le gouvernement voudrait assurer
à tous les A.-S. 2100 fr. plus la capitalisation
de ses versements.

M. Dormann expose qu'au plein, la loi des A.-S.
coûtera 3 milliards et rapportera 1,5 milliard.

M. Sellier trouve dangereuse de laisser naître
l'idée qu'on peut être assuré sans avoir cotisé.
C'est pourquoi M. Sellier avait pensé que l'affaire
reviendrait au vote de la loi publique.

M. Sellier expose qu'il s'agit surtout de d'affaires personnelles de fonctionnaires. Il proteste qu'on l'idée de retraite aux vieux travailleurs, ce qui laisse de côté les artisans, les métayers et même les vieillards d'his.

M. Le Gorgeu reprend l'exposé des principes de M. Ramadier, qui veut une assistance et assurance.

M. Le Gorgeu a demandé à M. Ramadier de venir à la Commission. Ce dernier viendra le 2 mars.

La commission accepte.

I bis -
Ass. Sociales
en matière
agricole

M. Dormann donne lecture de son rapport.

Sur les métayers, M. L. Robert fait observer que leur définition varie beaucoup d'un département à l'autre. C'est tantôt un domestique, tantôt un véritable patron. Une définition sera toujours ou trop étroite ou trop large.

M. Dormann répond que la fixation d'une imposition limite exclut les gros métayers des A. S. D'autre part, la loi ne légifère qu'en matière d'assurances sociales.

M. Brom : Qu'ad du métayer qui a un domestique ? Est-il éliminé ?

M. Dormann : Ceci n'entre pas en compte. C'est le revenu cadastral qui agit.

M. de Rotours demande des précisions sur le calcul du revenu cadastral imposable ? Viendra-t-on compte des abattements à la base ?

M. Brom, M. L. Robert, M. François Saint-Maur voudraient trouver une base qui rapproche le traitement de l'agriculteur de celui de l'ouvrier. Ce dernier trouve le chiffre de 6000 fr. de valeur cadastrale exagéré.

M. Sellier voudrait aussi assimiler le métayer au salarié.

M. Cantu estime au contraire que le métayer a une situation très supérieure à celle d'un salarié, au moins dans l'Ouest.

M. Dormann s'explique, M. Cantu se déclare d'accord, mais pas sur le chiffre de 6000 fr.

M. L. Robert réclame une définition précise du métayer.

M. Brom estime qu'on ne peut insérer aux A.S. des gens qui cultivent 100 hectares, comme cela, paraît-il, arrive dans l'Ouest. Le critère doit donc porter sur le revenu.

M. Manger demande la disposition de l'article.

Le président fait observer que la proposition Cassez ne parlait pas de définir le métayer.

Il propose en conséquence de réserver cette question.

M. Dormann s'excuse : cette définition a été demandée par les représentants des Unions mutualistes.

M. François St-Maur observe que la proposition se rapportait que de très petits métayers (1000 fr. de cheptel.)

Le paragraphe est réservé.

M. Dormann propose la suppression du 2^e de M. Cassez.

M. Cantu n'est pas décidé à considérer les enfants comme salariés.

M. François Saint-Maur, proteste contre le fait qu'un père non assuré devra payer pour ses enfants, et ne bénéficiera pas lui-même de l'assurance.

M. Le Gorgeu pense qu'on ne peut voter le texte, car pour les enfants dans le commerce et l'industrie ne sont pas affiliés.

M. Brom expose le système alsacien, qui sépare l'assurance-maladie de l'assurance-vieillesse.

M. Millès-Lacroix : Quel est quand le père meurt et que l'enfant devient propriétaire ?

M. Dormann : Il peut devenir assuré facultatif. Il peut aussi retrouver un pécule qui l'aide à s'établir.

M. Mauger veut, pour éviter la désertion des campagnes, qu'on assure les enfants de tous les agriculteurs.

M. L. Robert demande de faire payer moitié au propriétaire, moitié à l'agriculteur.

Le § 1^{er} est adopté.

M. Dormann propose la suppression du § 2.

M. Cautru se rallie au texte de M. Cassez.

M. François Saint-Maur ne voudrait pas que le père fut l'employeur de ses enfants : C'est une charge pour les familles nombreuses.

M. Jois-Lambert revient à l'idée d'assurer tout cultivateur n'ayant pas un revenu déterminé, l'assurance étant familiale.

Le § 2 est réserve.

Sur le § suivant, M. Millès-Lacroix trouve que le texte va créer dans un même village des catégories incompréhensibles.

Art 1 § 4, 2^e alinea (de M. Cassez), dont M. Dormann demande la suppression, est adopté.

§ 5. - au 2^e alinea, M. Dormann propose 3 ans de délai.

M. Millès-Lacroix regrette que le sort des frères ou sœurs soit différent suivant que l'exploitant emploie ou non un autre ouvrier.

M. des Rotours signale une même anomalie dans le cas de 2 frères associés fermiers.

M. Dormann répond qu'il a pris le texte de la loi sur les accidents du travail.

Le § 5 est adopté avec le délai de 3 ans.

La suite à la prochaine séance.

Séance levée à 18 h 30.

MERCREDI 23 FEVRIER 1938

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Désignation de rapporteurs :

- a) Proposition de résolution de M.M. CASSEZ, Georges ULMO et Raymond MARTIN tendant à inviter le Gouvernement à fixer d'une façon précise la situation des membres de la famille des agriculteurs au regard de la législation sur les allocations familiales (529-37);
- b) Proposition de loi de M. Jean TAURINES, relative aux sociétés de secours mutuels (N°74-38);
- c) Proposition de loi de M.M. FRANCOIS-SAINT-MAUR et LEFAS tendant à la modification de l'article 58 de la loi du 5 décembre 1922 portant codification des lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété (n°88-38).

II - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, autorisant la validation en vue du droit à pension de services accomplis antérieurement à leur entrée dans les cadres, par certains fonctionnaires en exercice dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. (n°60-38) (M. BROM, Rapporteur).

III - Proposition de loi de M.M. CASSEZ, Georges ULMO et Raymond MARTIN tendant à modifier et à compléter la législation des assurances sociales en matière agricole (n°532, année 1937) (M. DORMANN, Rapporteur).

IV - Projet de loi concernant la prophylaxie des maladies vénériennes, la répression de la provocation publique à la débauche et du proxénétisme (n°845-1936) (M. EVEN, Rapporteur) -.

Présidence de M. Even.

Présents : M.M. Firmin Leguet, Edouard Veron, Brom, Danthy, Lavergne, Bouilly, Chauveau, Dormann, Castru, des Rotours, François St. Maurice, Gros, Gadaud, R. Martin, Urban, Millies-Lacroix.

M. le président présente les excuses des collègues absents.

Médecins de Sanatoria. Le ministre demande le vote sans débat de ce projet, déposé hier. La commission s'y oppose, certains membres ayant l'intention de faire opposition. M. Gadaud sera rapporteur.

I La commission désigne comme rapporteurs:

a) M. François-Saint-Maur.

b) (ajournement.)

c) M. Des Rotours.

103-38

d) Le projet sur les médecins de sanatoriums, M. Sadaud

II

M. Brom donne lecture de son rapport.

Droit à pension. Le rapport est adopté.
(Rhin et Moselle)

III

A. S. agricoles

M. Dormann continue l'exposé de son rapport. Il propose la suppression du § 6 de l'art. 1^{er}.

Sur le § 6 de l'art 1^{er}, M. Brom des Rotours demande des précisions. Il voudrait que les ouvriers saisonniers ne puissent pas être "logés" soit dans l'agriculture soit dans l'industrie, quand ils passent de l'une à l'autre. M. Dormann répond qu'il s'agit d'une faculté.

M. Raymond Martin déclare avoir satisfaction.

Le § 6 est supprimé, M. Dormann expliquant qu'il offrira d'appliquer le règlement d'administration publique.

Art. 2. § 1^{er}, M. Dormann supprime l'avant-dernier alinéa. Sous cette réserve, le § 1^{er} est adopté.

§ 2. (adopté)

Art 4. § 1^{er} alinéa 4. (ad.)

Art 6. § 1^{er} est supprimé par M. Dormann - et par la commission. - d'accord avec M. Casser.

§ 2. M. Dormann propose de lire in fine "majoré de ~~200~~" au lieu de ~~100~~ "50 %"
100 %

M. Dormann dit que c'est une prime aux caisses bien gérées.

M. des Rotours demande ce qu'est une Caisse bien gérée. Celle qui fait des bonis en étant inhumaines vis-à-vis des assurés.

M. Meillies-Lacroix réplique que les caisses riches ne sont pas toujours inhumaines. mais il y en a qui sont trop généreuses pour faire du prosélytisme politique. Si l'on exagère le pourcentage rélancé jusqu'à 100%, on va justement pousser les caisses à faire des économies sur le dos des assurés. Il demande donc que l'on se tienne à 50%.

M. Dormann répond à M. des Rotours que les caisses riches ne thésaurisent pas. Elles accroissent même les prestations, p. ex. en matière de maternité. Pour le %, c'est M. Cassé qui avait consenti à aller jusqu'à 100%, en cas d'observation. Mais M. Dormann accepte de conserver 50%.

M. Meillies-Lacroix fait observer que certaines caisses ne sont pas ré-assurées. M. Dormann répond que c'est illégal. Il cite les textes.

Le § est adopté.

Art. 7. § 2. (adopté)

§ 3. (adopté)

~~§ 4~~

Addition au § 3 (adopté) (accident, - maternité)

§ 4 Supprimé, d'accord avec M. Cassé

Art. 8 § 2. (nouveau) (accepté par M. Cassé relatif à l'assuré agricole de 60 ans. (adopté))

Art 9. (nouveau) (pensions d'invalidité.) (adopté)

Art 9 § 4, al. 1^{er} (nouveau) (adopté.)

Art 10 § 1^{er} (l'alinéa 3 est supprimé) le § est adopté)

- § 2 (2 ligne in fine "4 mois" au lieu de 6) (adopté.)

§ 3 supprimé

§ 17 § 6 supprimé

Art. 2. M. des Rotours s'oppose à tout effet rétroactif. Il demande que la loi s'applique au 1^{er} jour du trimestre civil suivant la promulgation. (Amendement adopté.)

L'ensemble du rapport est adopté.

Accidents du travail. M. Chausson est obligé de s'absenter pour un deuil. Mais il sera à la disp^o de la C^o mercredi prochain. La C^o se réunira à 15^h 45.

Infirmiers La Chambre Syndicale des auxiliaires médicaux demande une audition.

M. Dormann expose que le décret contre lequel la C^o s'était élevée est paru, légèrement amendé.

La C^o décide de donner délégation à M. Dormann pour entendre la délégation.

Au sujet du décret, M. Even expose que M. Dormann l'avait avisé qu'il était prêt à déposer son mémoire sur le décret quand le ministre a convoqué M. Even. M. Even a insisté pour la limitation des études à 2 ans. Le ministre a maintenu les 3 ans seulement.

pour les assistantes sociales. Les écoles supérieures ne sont plus obligatoires.

M. François-Saint-Maur demande si le décret ne règle pas toute la question. Pourquoi M. Dormann est-il encore saisi ?

Il s'agit, répond M. Dormann, de la proposition Fie', qui règle le Statut des infirmiers.

Accidents
du Travail

M. Gros a déposé un amendement ayant pour objet de faire bénéficier des avantages de la loi certaines catégories, enfants, étrangers, etc. Cet amendement serait ajouté à l'art. 1^{er}.

M. François-St. Maur signale que M. Chauveau et M. Jasnier-Duparc présentent aussi des textes. Lui-même aurait proposé un texte auquel se rallie M. Gros. On attendra le texte de la C^{te} de législation.

M. Moilliet-Lacroix demande si ce texte vise le cas des contrats "Sui generis" (les gémmeurs). M. Gros répond que cela ne concerne pas son texte. (L'am^t est adopté^{en principe}.)

2^e amend^t Gros (accidents dus aux forces de la nature) (coups et blessures reçus au cours du travail.) (L'am^t est réservé.)

3^e am^t Gros. (plafond) M. Gros demande 15000 et 25000, (réservé.)

4^e am^t (délai de carence.) M. Gros en demande la suppression. (réservé.)

5^e am^t. (art. 4. § 3.) (réservé.)

(1^{er} § 4. et 5) On décide d'attendre la présence de M. Chauveau pour discuter ces amendements.

M. Gros donne lecture de ses ^{derniers} amendements,
sur lesquels il s'instaure un échange de vues.

MERCREDI 9 MARS 1938

à QUATORZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II - Désignation de rapporteurs :

- a) Projet de loi relatif aux sociétés d'épargne enregistrées dans les termes du titre II de la loi du 3 juillet 1913 (n°104 - 1938)
- b) Proposition de loi de M. Eugène CHANAL étendant le bénéfice des allocations familiales à de nouvelles catégories sociales. (N°108 - 1938).
- c) Proposition de loi de M. Henri SELLIER et d'un certain nombre de ses collègues relative à l'adjonction de mentions de spécialités au diplôme de docteur en médecine. (n°134 de 1938).

III Proposition de loi ayant pour objet de modifier l'article 40 de la loi du 20 juillet 1895, modifié par les lois subséquentes, en vue d'autoriser les Caisses d'épargne à employer leur boni en faveur des œuvres de développement des sports. (n°524-1937).
M. Chassaing, rapporteur

IV - Retraite des vieux. - Audition de M. RAMADIER, Ministre du Travail. (Nos 440 et 636 - 1937) (M. LE GORGEU, Rapporteur.)

V - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (n°15-1928) Examen des amendements. (M. CHAUVEAU, Rapporteur.)

Présidence de M. Even

Présents : M. Rolland, Join, Lambert, Chassaing, Bouzer, Meron, Raymond Martin, Firmin Regnet, Rogé, Cautru, Gadaud, Broom, Lissar, Lavergne, Miroiel, des Rotours, Urban, Le Gorgeu, Loubat, Marzelli, Dormann.

Sont désignés :

- I 104-38 a) M. Rolland.
 108-38 b) M. Raymond Martin
 134-38 c) M. Gadaud.

II.

Caisse d'épargne M. Chassaing donne lecture de son rapport.
 524-37 Le rapport est adopté.

V

Accidents du
 Travail

Nom^m d'un
 rapporteur-
 adjoint

M. le président expose que M. Chauveau
 a demandé une séance spéciale pour
 l'examen des amendements.

Il fait connaître qu'en raison de l'état
 de fatigue ^{de M. Chauveau} (et d'accord avec ~~le~~ celui-ci, la
 C^m devrait intérêt à désigner un rapporteur-
 adjoint. M. des Rotours, — agréé par M.
 Chauveau — est désigné.

IV

Retraite des
 Vieux.

M. Ramadier, ^{ministre du travail,} accompagné de M. Dreyfus
 et de M.

est introduit.

M. le président lui demande quelles sont
 les intentions du gouvernement.

M. le ministre du travail rappelle que le
 Sénat est saisi de deux propositions : 1^{re}
 celle de M. Sellier, qui a pour but de reorga-
 niser l'assistance aux vieillards et aux
 incurables en portant l'allocation à des
 chiffres variant entre 1500 et 3000. Elle
 ne trouble pas le régime des assurances
 sociales. Mais elle ne prévoit pas de recettes.
 Le ministre évalue la dépense à 1.213 millions.
 M. Sellier disait 1.500 millions. Les Finances
 trouvent des évaluations plus fortes.

2^e la proposition Portmann repose sur des principes tout différents et à bien des égards intéressants. Tout d'abord, c'est l'extension du régime des assurances à toutes les catégories de travailleurs. Ce régime existe en Suède. Pourra-t-on faire entrer l'obligation légale pour les travailleurs indépendants dans les unions ? La loi des R.O.P. a échoué devant l'abstention d'une grande part de la masse ouvrière. Au contraire, les A.S. ont eu plus de succès. Le ministre a d'assez vives inquiétudes sur la possibilité d'un résultat complet. Chez les artisans, on peut espérer réussite. Chez le petit commerçant, qui a l'habitude de s'assurer lui-même, le premier mouvement sera de résistance, et les débuts seront scabreux. Quant au paysan, il faudra quelques années pour qu'il comprenne, et il tiquera devant le chiffre annuel de cotisation (360 fr.)

Le second principe de la proposition Portmann, c'est la répartition. En notre temps, la capitalisation n'offre pas de sécurité. Le ministre pense qu'il faut recourir pour une part importante à la répartition. Mais elle-ci présente des inconvénients certains : les aléas du côté de la recette, des engagements du côté des dépenses. Il serait donc nécessaire de créer une réserve, ou de mettre une part d'assurance à côté de la répartition.

La proposition Portmann a du moins posé nettement le problème. Elle aura fait

franchir une étape vers la répartition.

Un autre problème, c'est celui des évaluations. Dès qu'on les examine de plus près, les divergences d'opinion apparaissent.

Du côté des dépenses, la grande difficulté porte sur le nombre de bénéficiaires. Le ministère arrive à des évaluations différentes de celles de M. Portmann. Ce dernier évalue à 18.000.000 le nombre des bénéficiaires, assistés non compris. Le problème des assistés ne serait donc pas résolu. Si l'on fait abstraction des 600 000 assistés, les évaluations se rapprochent. Compte tenu des assistés, on trouve 2.500 000 et 2.400.000.

Recettes : Portmann 5.450. millions

Ministère 5.200.000.000.

Il y a entre les immatriculés et les cotisants une grosse différence de nombre, mais cela s'explique par des doubles emplois ou des décès ignorés. M. Portmann espère trouver 800 millions par le contrôle des immatriculés. Le ministre n'espère pas plus de 200 millions de ce chef.

Le gros écart, en somme, provient des assistés, soit 1.500.000.000 de ff. Le chiffre se rapproche de ceux trouvés par M. Sellier.

Quel que soit le système, on ne peut réaliser la retraite des vieux, même sous une forme modeste, sans avoir recours au budget. C'est au ministre des finances qu'il appartient de répondre maintenant.

M. le président remercie le ministre.

La Com^m n'a qu'un désir, c'est d'aboutir d'accord avec le gouvernement.

M. Mauger demande qu'on intensifie la propagande pour la C. N. des retraites pour la vieillesse.

M. Bzom voudrait savoir une bonne fois, clairement, quels rapports peuvent exister entre les A. S. et la retraite des vieux. Si l'on veut utiliser les réserves mathématiques des A. S. pour la R. V., les A. S. ne pourront plus remplir leurs obligations. Les assurés sociaux s'opposent à ce qu'on affecte leurs réserves à la R. V. D'autre part, on ne pourra exclure les retraités des A. S. des avantages gratuits accordés aux autres vieillards.

M. Rolland dit que la conclusion du ministère ne le surprend pas. Mais dans quelle situation vont se trouver le Parlement et le gouvernement ?

M. Le Gorgeu aurait quand même voulu avoir des indications sur le projet mort-né du gouvernement.

M. le ministre répond que son prédécesseur, M. Février, avait proposé comme une Commission. Celle-ci proposait 1° de donner 1500 à 2400 aux exclus des A. S. sans ressources, (la moitié des ressources éventuelles aurait été deduite.) La Caisse générale de garantie aurait fait face avec à l'aide d'une cotisation supplémentaire de 10% pour les ouvriers et de 10% pour les patrons. La retraite

actuelle (40% du salaire moyen) serait remplacée par une somme de 1800 fr. à chaque retraite ayant 30 ans de cotisation, donnée par la C. G. G., à laquelle s'ajoutent les sommes produites par la capitalisation.

Le projet visait en outre les travailleurs indépendants. Les secours aux invalides seraient portés ~~entre~~ 1200 et 1800 fr.

Coût total 600 millions pour l'Etat
dont 450 — pour les A. S. et ^{exclus}
et 150 — pour l'assistance.

On a critiqué l'âge de la retraite : pour l'assistance et les exclus : 68 ans.

Les allocations sont trop faibles. Le ministère a cherché à faire mieux en augmentant la part de la répartition dans les A. S. Ainsi on arriverait à 2100 fr. à 65 ans aux A. S. ou aux exclus. Cela correspond à peu près à l'allocation de chômage. L'assistance subsiste. Coût : 700 millions.

Un 3^e projet, se rapprochant du projet Portmann serait un régime d'assurance universel, mais avec répartition et capitalisation. La retraite des exclus serait 2100 fr., les A. S. auraient en plus leur rente. Les travailleurs indépendants verseraient 400 fr. par an, dont 60 fr. à un compte individuel d'assurance. Coût : 600 millions environ. Mais comment faire verser tous les assujettis.

M. Ramadier préfère le 2^e projet.

M. Le Gorgeu, rapporteur, constate que chaque

projet ministériel gardait une part de capitalisation, tandis que la proposition Portmann traite de façon égale ceux qui ont versé ou non.

M. Ramadier répond oui, mais seulement au départ.

M. Le Gorgeu reconnaît que les cotisants toucheront plus que les non cotisants, mais ils toucheront une même rente quelle qu'aient été leurs versements. Si l'on demande une cotisation supérieure, la rente devra être plus forte.

M. Brom prend acte que les A. S. doivent recevoir la contre-valeur de leurs cotisations, comme le prévoit le projet ministériel.

M. Manger demande combien il y aurait de bénéficiaires. Le ministre répond 2.500.000.

M. Maroselli craint une surprise comme pour les combattants.

M. le ministre appelle l'attention sur l'influence de la dénatalité sur un système de répartition.

M. Manger rappelle ^{que la répartition} ~~qu'elle~~ a pu jouer dans le cas des révoqués de l'Armée. Il constate que l'on a vu un beau rêve, mais que la réalité est bien triste.

Séance levée à 17 heures 1/2. r.

MERCREDI 16 MARS 1938

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I-Correspondance.

II- Projet de loi adopté par la Chambre des Députés ,
ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898
concernant les responsabilités des accidents dont les
ouvriers sont victimes dans leur travail. (N° 15 -1928)
Examen des amendements. - M. CHAUVEAU, Rapporteur.

III- Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés
relative au statut légal des infirmières et des in-
firmiers. (N° 26 - 1937). - M. DORMANN, Rapporteur.

IV - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés,
tendant à modifier les dispositions de la loi du 7
septembre 1919 et du décret-loi du 30 octobre 1935,
relatives aux conditions de nomination des médecins
dans les sanatoriums. (N° 103 - 1938).
- M. GADAUD. Rapporteur.

Présidence de M. Evén

Présents : M. G. Gadaud, Lissac,
Mellies, Lacroix, Join. Lambert, Loubat
Rolland, F. Leguet, Sellier, Néron,
Raymond Martin, Leculier, Chauveau.
Le Gorgeur, Gros, Cantu, Dormann, Chassaing,
des Rotours, Urban, Godart.

I. M. le président dépouille la correspondance.
Rien à signaler.

II. M. Chauveau, rapporteur expose que lui
et M. des Rotours sont prêts à exposer les
amendements à retenir ou à rejeter

M. Gros déclare qu'il considère 3 points
comme essentiels. Il a satisfaction à l'article
1^{er} par la formule qui assujettit toutes les en-
treprises et la loi et en fait bénéficier tous les

travailleurs.

Sur le délai de carence, que la proposition du rapporteur réduit à deux jours - M. Gros insistera pour sa suppression.

Enfin, sur le salaire de base : il est limité à 8000. Au delà, le salaire ne compte que pour le quart. M. Gros demande que l'on porte ce salaire ^{de base} à 12.000.

Tous les autres amendements de M. Gros ne portant que sur des questions de forme, il n'insistera pas.

M. ~~Gros~~ ^{Chauveau} répond que c'est sur la pression d'autres commissions qu'il a réduit à 12000 fr le chiffre de 15.000 voté par la Chambre. Il donne des chiffres prouvant que les modifications demandées par M. Gros seront très contenues.

M. Millès-Lacroix discute les chiffres de M. Chauveau. Il les trouve exagérés et trouve que la suppression pure et simple du délai de carence occasionnera une économie pour les compagnies, car cela supprimera la fraude humanitaire du médecin, qui accorde toujours les dix jours.

M. Chauveau maintient son point de vue.

M. Millès-Lacroix ne se tient pas pour convaincu.

M. Léculier cite le cas d'une industrie qui s'assurait elle-même et qui lui avait demandé de ne pas tenir compte, comme médecin, du délai de carence.

M. Gros se félicite de cet argument. Il déclare que si l'on supprime le délai de carence, les compagnies ne seront pas fondées à demander

une augmentation des primes. D'ailleurs depuis un an, les salaires - donc les primes perçues - ont augmenté de 65 %, tandis que le nombre des accidents diminuait de 30 %, et le nombre des risques de 16 %, en raison des 40 heures. Il persiste donc à demander la suppression du délai de carence.

M. Chauveau dit que ^{le maintien du délai} ~~la suppression de~~ ~~mandée~~ de carence à deux jours permettrait de compenser les dépenses nouvelles.

M. le président dit que sur le délai de carence chacun a son opinion. Il propose qu'on vote par oui ou par non à la prochaine séance (Adhésion.)

M. Chauveau rappelle d'ailleurs que la commission avait d'abord supprimé tout délai, puis l'avait rétabli à quatre jours.

M. Raymond Martin dit que le délai de carence est injuste, dans le cas de petits traumatismes.

La commission décidera au moment du vote des amendements.

Sur le salaire de base, M. Billès-Lacroix trouve le plafond de 12000 fr. est insuffisant. Cela peut décourager les meilleurs ouvriers.

M. le président répond que l'avis favorable de la commission des finances est acquis en fonction des 12.000 fr.

La moyenne des salaires, a-t-on dit, est de 11.750 francs. M. Gros trouve que cela va très bien avec les 15000 de salaire de base.

M. Chauveau répond "commission des finances."

M. le président annonce que ses conclusions

définitives mercredi prochain.

Il est certain que l'accord sera facile.
M. Chaurcau craint l'apparition de nouveaux avis des autres commissions.

M. le président expose les difficultés qui sont venues de rapporteur de la commission de législation, et la façon dont il a pu les régler. Il reste des scrupules de la commission d'agriculture. Elles ne seront pas dirimantes.

M. Gros expose que le texte qui concerne l'obligation aux médecins de prévenir l'entreprise a fait l'objet d'un sien amendement qui rapproche les points de vue des deux Chambres.

M. Néron dit que la C^{te} des finances chiffre à 150 millions net la surcharge des employeurs. Mais a-t-elle chiffré l'augmentation provenant des 97 amendements ?

M. Chauveau répond qu'il renseignera la commission.

Mais M. Gros rappelle qu'il y a en contre partie des dépenses, des bénéfices nouveaux qui s'élèvent à 638 millions pour le surcroît des primes, soit 127 millions de bénéfices nouveaux. La diminution des risques donne 166 millions. La diminution des accidents apporte 287 millions. D'où un total de bénéfices qui couvre les charges nouvelles du projet.

M. Join-Lambert dit que cette façon de présenter le raisonnement est peut-

être trop simple et trop absolue.

Suite de la discussion à la prochaine séance

IV
Prédecus de
Sanatoriums.
103-1938.

M. Gadaud donne lecture de
Son rapport.

M. Le Gorgeu demande si le texte, qui remet à un décret de régler certaines conditions de fonctionnement des sanatoria, abroge ou non la loi votée par le Sénat le 23 juillet 1926 (n° 210-1932.)

M. Le rapporteur estime qu'il y a intérêt à voter le texte de la Chambre.

M. Le Gorgeu déclare que l'art 3 abroge nettement la loi de 1926. Il faut coordonner les deux textes.

M. Sellier signale que la Commission de la Tuberculose (art 1^{er}) créée par une loi, a été supprimée illégalement par décret. Il se méfie de la tendance administrative qui pousse à l'arbitraire.

M. Gadaud est autorisé à déposer son rapport sous les réserves sus-indiquées

III.
Statut égal
des infirmiers
26-1937

M. Dormann rappelle que le 17 février dernier, le ministre a publié un décret où il a tenu compte ^{d'une partie} des observations précédentes du Sénat.

M. Chassaign s'est élevé contre la fondation d'une école d'infirmières unipol. Il demande si le décret a maintenu cette école.

Réponse négative.

M. Sellier expose que le projet primitif le pré-

voyait d'école normale qui possédait les
cadres.

M. Dormann répond que le décret
renvoie à un décret ultérieur.

La commission est maintenant en
face d'une proposition. La chambre avait
reçu une proposition sur les auxiliaires
médicaux. Ce texte est devenu caduc. Un
nouveau projet sur le statut légal des
infirmières et infirmiers a été déposé.
C'est celui en discussion.

Le statut légal a pour but de donner
un monopole aux détenteurs du diplôme
d'Etat.

M. Sellier voudrait joindre les professions
connexes (masseurs, pédicures, etc.)

M. Dormann dit que les masseurs sont
compris, mais non les pédicures. Mais il
demande à la commission de dire d'abord
si elle veut discuter la proposition. Les inté-
ressés, dit-il, sont d'accord avec le corps
médical.

M. le président a reçu une communica-
tion du docteur Nast, qui proteste contre
le texte de la proposition, qui exigera un
diplôme ^{d'Etat} pour poser des ventouses scarifiées!

M. le président propose de décider que
la proposition ne présente pas un caractère
d'urgence. (Ainsi décidé.)

Séance levée à 18 heures.

J.

MERCREDI 23 MARS 1938

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (N° 15 - 1928) Examen des amendements.
M. CHAUVEAU, Rapporteur.

Présidence de M. Chauveau-Len.

Présents : MM. Le Gorgeu, Dormann, Raymond Martin, Nizon, Lavergne, Gros, Bouilly, Brom, Emile Vincent, Join-Lambert, Sellier, Mauger, Rolland, Firmin Leguet, de Rotours, Chassaing, Chauveau, Lissac, Léopold Robert, Urban, J. Godart, Mironel, Loubat, Jadaud, François-St. Haur.

M. le président présente les excuses de divers membres.

I. Aveugles. Un groupement demande une audience "en vue de discuter des questions d'ordre général".

M. Dormann dit que la commission ne peut "discuter".

On leur demandera des précisions.

Les autres documents sont remis aux divers rapporteurs.

Médecins
des Sanatoriums, M. Brom demande que le projet ne s'applique pas aux départements recouverts : ce texte serait inapplicable aux

établissements gérés par les caisses d'assurances sociales.

M. Garland, rapporteur, expose qu'il ne s'agit pas des médecins des établissements des caisses, mais seulement de ceux des établissements publics. Il ne s'agit d'ailleurs que d'exiger des épreuves, non plus seulement des titres.

M. Brom se déclare satisfait.

II

M. Chauveau expose que la veille il a examiné les amendements avec les délégués des intéressés.

M. Lœu, président, explique que les membres de la commission auteurs d'amendements gardent leur liberté pour les soumettre en séance publique.

M. Gros répond qu'il a fait un exposé des vœux, mais qu'ils n'ont pas été discutés. Mais il n'insiste pas.

M. le président dit qu'il en sera de même pour les amendements reprenant le texte de la chambre.

Quant à ceux qui émanent des autres commissions, la commission en reste saisie.

M. Chauveau, rapporteur se rallie à cette manière de voir.

Art. 1^{er}. M. Chauveau propose de "~~un~~ ~~peu~~ maintenir la liste." M. Gros a aussi satisfaction.

M. Sellier demande la suppression de cette nomenclature, (am^t 44.) et

Accepte l'amendement de M. Jasquier-Duparc (n° 44).

M. Chauveau dit que la nomenclature est utile, et qu'elle se termine par "tous ceux qui louent leurs services à un titre quelconque."

M. de Rotours propose un texte voisin de celui de l'art. 1^{er}, texte qui inclut l'apprentissage.

M. Mauger explique que la loi ne visait que les accidents provenant du fait de la machine ou des animaux. Mais il est hostile à la nomenclature, parce qu'elle est trop ou pas assez.

M. Chauveau accepte le texte de M. de Rotours, ainsi conçu : (2)

"L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 est modifié ainsi qu'il suit :

"Les accidents survenus par le fait du travail, ou à l'occasion du travail,....(le reste comme au texte, jusqu'à :)...aux travailleurs intellectuels, et, d'une façon plus générale, à tous ceux qui, exécutant, à un titre quelconque et en quelque lieu que ce soit, un contrat, valable ou non, de louage de services, même à titre d'essai ou d'apprentissage, donnent droit, dans les conditions ci-après, au profit de la victime ou de ses représentants, à une indemnité à la charge de toute personne physique ou morale qui les emploie.

"Cette indemnité...(le reste comme au texte).

M. Sellier ne comprend pas la formule "contrat valable ou non."

M. Chauveau répond qu'il suffit qu'il y ait travail dépendant constaté.

M. Le Gorgeu demande si les employés communaux ou départementaux sont compris actuellement ?

Réponse négative. Mais M. Sellier trouve qu'ils sont compris dans le texte de M. de Rotours.

M. Chauveau voudrait que ce cas fut réservé.

On accepterait donc les termes de M. des Rotours, sous réserve des employés dép. et communaux.

M. des Rotours dit que les mots "contrat valable ou non" sont venus de la commission législative.

M. Gros accepte le texte de M. des Rotours.

Ce texte est adopté.

Employés communaux et départementaux.
Amendement Clamannus (n° 67) M. Chauveau demande de réserver l'amendement ignorant quelles en seraient les conséquences financières.

M. Sellier répond que la plupart des communes couvrent leurs employés. Il s'agit de la consécration d'un état de fait, mais l'amendement Clamannus est restrictif.

Cet amendement est rejeté.

Amendement Cassez (43). Cet amendement, dit M. Chauveau, est inutile, car il a satisfaction à l'article 29, in fine.

L'amendement est rejeté.

Amendement Clamannus (68). Rejeté. (rendu inutile par l'amendement de M. des Rotours.)

Amendement 18 (Gros) - Disjoint

M. Chassaing demande quid des paysans qui prêtent leur concours à leurs voisins? M. Chauveau répond que le travail dépendant existe.

M. le président demande qu'on s'en tienne aux amendements.

Amendement 19 (Gros). M. Chauveau trouve

L'amendement inutile. M. Gros maintient son amendement. M. Lellier se range à l'avis de M. Chauveau. L'amendement est retiré.

Amendement 45 (Gaspard Duparc.) Inutile. Disjoint.

Article 3. Amendement 20 (Gros.) M. ^{Vyschaueau} ~~la commission~~ maintient son chiffre (12.000 fr.). M. Mauger défend l'amendement. (15.000 fr.). M. Gros rappelle que les primes s'appliquent sur tout le salaire. On ne peut laisser la rente basée sur 9000. Quant aux rapistements éventuels, dont a parlé M. Chauveau, ils sont payés ~~non~~ par la C^{ie}, mais par une caisse de garantie.

M. François-Saint-Maur demande si le moment est venu de surcharger l'industrie.

M. Gros répond que les primes n'auront pas à être augmentées, car elles augmentent automatiquement avec les salaires.

Peut-on, dit M. F. S. Maur, empêcher les compagnies d'augmenter les pourcentages?

M. Gros répond qu'on peut le mettre dans la loi.

M. Join-Lambert expose que l'instabilité actuelle interdit de prendre une décision qui puisse rester juste. Les statistiques du ministère du travail prouvent qu'en ce qui concerne l'assurance loi, toutes les compagnies sont en perte. Il ne faut pas ruiner l'industrie.

L'amendement n'est pas adopté.

Amendement 46. adopté.

Article 4. (journées effectives de travail.) Amendement 22. (Gros.) (réserve.)

Ans. 23 et 24. (Gros.) M. François-Saint-Maur demande que l'on puisse ne pas viser la grève

Le 5^e alinéa est supprimé sous cette
réserve d'une formule à trouver pour
donner satisfaction à M. François-St-Naur.

Amend^t 24 (Gros). (adopté.)

Amend^t 61 (Cassez). Repoussé. Mais
la C^m supprime son 7^e alinéa. Pourtant M.
Join-Lambert demande quid? Si l'ouvrier
est autorisé à un travail par son médecin?
M. Chauveau répond que c'est une permission
qu'il faut interdire.

Amend^t 25 (Gros) (retiré)

Amend^t 26 (Gros.) (retiré.)

Amend^t 47. (Gasnier-Duparc) (adopté.)

Article 5. Art. 28. (Gros.) (adopté sans les mots
18 ans, la commission maintenant 16 ans)

Amendement 30. (Gros.) (adopté) 1^{er} alinéa
seulement.)

Amend^t 31 (Gros.) (réservé.)

— 48 (Gasnier-Duparc). (réservé.)

Prochaine séance mardi 10 heures. (29 mars)

Séance levée à 18 heures.

EXCEPTIONNELLEMENT MARDI 29 MARS 1938

A DIX HEURES DU MATIN

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II - Désignation d'un Rapporteur :

Proposition de loi, de M. Henri SELLIER et d'un certain nombre de ses Collègues, concernant la protection des enfants résidant d'une façon temporaire ou permanente en dehors du foyer familial et notamment la surveillance des colonies de vacances. (N° 193 - 1938).

III - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (N° 15 - 1928). - Suite de l'examen des amendements.
- M. CHAUMEAU, Rapporteur.

Présidence de M. Evier

Présents : M. Chassaigne, Lissac, Join-Lambert, E. Vincent, Brom, des Rotours, Chauveau, Lavergne, Néron, François-St. Maurice, L'écuyer, Raymond Martin, Le Gorgeu, L. Gros, Maupoil.

529-1937

M. François-St. Maurice présente son avis sur la proposition de résolution tendant à inviter le gouvernement à fixer d'une façon précise la situation des membres de la famille des agriculteurs au regard de la législation sur les allocations familiales, présentée par MM. Carrez, Georges Ulmo et Raymond Martin.

M. Join-Lambert présente quelques observations.

M. François-St. Maurice est autorisé à présenter un avis verbal.

I

Acc. Travail
Dep. recourés
personnel des
hôpitaux

M. Wolff, sénateur, demande la mise à l'ordre du jour du projet.

M. Evén lui a répondu qu'il pouvait déposer un amendement au projet sur les accidents du travail.

Journées
de la propriété

Lettre du Touring Club de France demandant l'appui de la commission pour la journée de la propriété des sites

II

Reserve: M. Maupoint est désigné.

III.

Art. 14. Art. Cassez n° 43 - (extension aux exploitations agricoles.) - Cet article avait été écarté en raison d'une disposition s'ax à l'art. 29 in fine. M. Cassez ayant insisté, la commission est d'avis d'accepter cet amendement.

Art. Chamasson 67 Art. Chamasson, n° 67:

Employés communaux. M. François-St-Baud demande si l'on doit considérer comme "assurables" le porteur, l'apporteur, le transporteur de dépêches, le gerant d'agence postale ou de cabine téléphonique. On signale le basculeur communal, l'agent de droit de place.

M. le président est d'avis de maintenir la position de la commission (refus)

M. Chauveau rappelle que la commission s'est toujours opposée à cette disposition.

L'amendement est déposé

Art. 5. Art. Gros (n° 32) et Gasnier-Duparc (n° 49). M. Chauveau en demande le rejet.

M. Gros retire son amendement.

À la 3^e ligne, page 10, la virgule est supprimée.
(2^e alinéa.)

4^e alinéa. M. Raymond Martin demande si, en tout état de cause, l'employeur sera toujours responsable de la 1^{re} visite, dans le cas où il ne s'agit pas d'un accident du travail.

M. Gros répond que c'est l'assurance qui devra payer.

M. S. et B. M. Gros défend son amendement n° 33

M. Chauveau insiste sur son texte. M. Raymond Martin dit qu'on n'a pas d'ennuis avec le système actuel : il ne faut pas imposer aux médecins des formalités inutiles. M. Chauveau repousse l'amendement. L'amendement est repoussé.

L'amendement 34 suit le sort des 33.

L'amendement 50 est réservé, le 83 disant la même chose.

~~M. Gros~~ L'amendement 83 (Clamannus) est adopté et l'amendement 10 repoussé.

Alinéa 9. M. Chauveau originale qu'on pourrait supprimer depuis "où le salaire" jusqu'à "le chef d'entreprise". C'est l'amendement Gros (n° 35.)

L'amendement Gros est adopté (n° 35.)

L'alinéa 10 est supprimé.

Alinéas 11 à 14. Amendement Linijer (n° 64.)

M. Chauveau s'y oppose.

M. Le Gorgeu demande une précision (al. 13.) sur le sens des mots "de ces établissements."

M. Chauveau reverra son texte.

M. François-Saint-Maur demande lui aussi des précisions sur le sens des alinéas 11, 12, 13.

M. Chauveau reconnaît que le texte n'est pas clair, mais il demande à ne pas improviser. M. Fr. St. Maur

consent à lui faire confiance.

M. Join-Lambert rappelle qu'au § 9, le chef d'entreprise est seul tenu des frais médicaux. Les rapports entre médecins et hôpitaux ne regardent pas la commission. Il demande la suppression des alinéas 12 et 13.

M. Le Gorgeu propose de fondre les alinéas 11 et 13, le 12 passant derrière le 13.

M. Gros propose que le 13 s'applique uniquement aux cliniques privées.

M. Le Gorgeu vise également les établissements publics.

La fin de l'article est réservée, à partir de l'alinéa 11.

Art. 6. Am^t Livijs 65 et am Clamannus 85. Repoussés.

Am^t 51. (Gasmier-Duparc) (adopté.)

Art. 7. Am^t Gros 36. (repoussé.)

Am^t Clamannus 86 (")

Am^t Clamannus 87. (")

Art. 9. Am^t Gasmier Duparc n° 52. (repoussé.)

Am. Gros. n° 37. (repoussé.)

Am. Gasmier-Duparc, n° 53 (adopté.)

Art 10. Am^t Gasmier Duparc, n° 54. (adopté.)

Art 14. Les 3 amendements sont repoussés (38, 55, 88.)

Art 16. Am^t 89. repoussé,

Am^t 86 et 66 repoussé

Art 17. Am^t 39. Gros (reprise!)
 " 99. Clamannus d:
 " 57. ^{Gesnot d} ~~Clamannus~~ (adopté!)

" 40. Gros. (reprise!)

Art 18. Am^t Clamannus 18. (reprise!)
Am^t Gros 41. (adopté!)

Art. 20. Am^t 91. Clamannus. (adopté!)
Am^t 92. Clamannus (à voir après avis du
ministre.)
Am. 93. Clamannus. (idem.) (reprise!)

Art 21. Am^t 42. Gros. (reprise!)
Art. 23 bis. M. Chauveau propose un nouveau
texte à cet article additionnel. (Ce texte nouveau
est adopté!) M. Valadier l'a accepté.

Art 24. Am^t Jasmin-Duparc. (58) et (94) Cla-
mannus. Le n° 58 est adopté.

Art. 27. Am^t ^{95 et 96} Clamannus et art 29 (am^t 97.)
(reprises!)

Am^t Cassez, n° 63. (à modifier, M. Cassez
devra chercher un nouveau texte.)

Art. 28. M. Brom demande que l'association
qui s'établit peu à peu entre les 2 législations
soit maintenue.

Art. 29. Am^t Jasmin-Duparc, n° 59. (adopté!)

M. Gros voudrait revenir sur l'art. 14. al. 6.

amendements 38. 53. 88. Il prie M. Chau-
veau de recueillir sur la décision de la commission
M. Chauveau n'y consent pas.

M. Le Gorgeu. (Art. 5, al. 11 à 14.) propose
une rédaction. M. Gros fait une réserve.
Le texte est renvoyé à M. Chauveau.

M. Evén remercie M. Valadier d'être venu
à assister à la conclusion des débats. Il
remercie aussi les deux rapporteurs
Séance levée à midi.

MERCREDI 30 MARS 1938

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Correspondance.

II - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif aux Sociétés d'épargne enregistrées dans les termes du titre II de la loi du 3 juillet 1913 (n°104 - 1938).
M. ROLLAND, rapporteur.

III - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (n°15-1928). - Suite de l'examen des amendements - M. CHAUVEAU, rapporteur.

Présidence de M. Even.

Présents: M. M. Gros, Lécuyer, Raymond Martin, Rolland, Urban, Lavergne, Join-Lambert, de Rotours, Chauveau, Mauges, Cantin, Le Gorgeu, Léopold Robert, Sellier,

I.

Réant.

II

104-38

M. Rolland donne lecture de son rapport.

M. Cantin signale certains abus des sociétés d'épargne. Il condamne le principe de ces sociétés, qui font signer à leurs clients un engagement d'épargner que ceux-ci peuvent être empêchés de le tenir, d'où pour eux une cause de ruine.

M. Rolland réplique que le projet répond précisément à cette objection.

M. Join-Lambert serait d'avis de supprimer le nom

de sociétés d'épargne. Le mot d'"épargne" devrait être réservé aux caisses d'épargne.

M. Rolland ne croit pas qu'une confusion puisse s'établir entre les deux genres d'organismes.

M. Join-Lambert se réserve le droit de déposer un amendement, après entente avec le rapporteur.

Le rapport est adopté.

III.

M. le président donne lecture du nouveau texte transactionnel de l'article 1^{er}.

Ce texte est adopté.

Art. 100 (M. Desjardins) art. 4. repoussé.

101 (M. Clamannus) art 9. repoussé.

M. Le Gorgeu propose un nouveau texte pour les alinéas 11, 12 et 13 de l'article 5.

Sur le principe de la rémunération du médecin d'hôpital, en plus du prix de journée, une discussion s'engage, à laquelle prennent part M. M. Sellier, Join-Lambert, Le Gorgeu. La commission admet ce principe.

La commission adopte la rédaction de M. Le Gorgeu.

Séance levée à 17 H 30. 8

Mercredi 6 Avril 1938.

Avant la réunion de la COMMISSION DE L'HYGIENE qui reste fixée à SEIZE HEURES TRENTE, une réunion commune aura lieu avec les membres de la COMMISSION DE LEGISLATION CIVILE & CRIMINELLE à SEIZE HEURES, dans le local de cette dernière commission, à l'effet d'examiner la rédaction des articles du projet sur les accidents du travail concernant le salaire de base.

Présidence de M. Boivin-Champeaux

Présents ; M. Evén, Chauveau, Gasnier-Duparc, Pernot, Brom, François St. Maur, Le Jorger, Lavergne, Yois-Lambert, Renault, des Rotours, Gadand, Concoureux, Chamannus, Maulion, Chassaign.

M. Gasnier-Duparc expose qu'hier en l'absence le Sénat a réservé tout ce qui a trait au Salaire de base. Une réunion commune a été organisée pour l'établissement d'un texte.

M. Evén Chauveau revient à l'alinéa 3 de l'article 4. (on n'a pas délibéré sur la question de la définition du Salaire hebdomadaire - division par cinq ou six jours - journées ouvrables ou journées de travail effectif.)

M. Gasnier-Duparc propose de déléguer les pouvoirs à quelques membres qui examineront les textes.

On propose MM. Gasnier-Duparc, Chauveau, des Rotours, Pernot, Concoureux, Le Jorger.

La séance est renvoyée à 17 h. 30 et.

MERCREDI 6 AVRIL 1938

à SEIZE HEURES TRENTE
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Correspondance.
- II - Désignation de rapporteurs :
- F.S.M. a) proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à reconnaître à la femme mariée, quand son mari n'est pas salarié lui-même, le droit aux allocations familiales (n°165-1938);
- b) (pour avis) - Proposition de résolution concernant l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources, présentée par M. Marcel MICHEL. (n°107-1938).
- III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à rendre obligatoire la vaccination antidiphtérique. (n°107-1936).
M. LECULIER, Rapporteur.

EVENTUELLEMENT :

- IV - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (N°15 - 1928) - Suite de l'examen des amendements.
- M. CHAUVÉAU, Rapporteur.

Présidence de M. Even. - Présents : M. Lavergne, Sadani, Chassaing, Sellier, Roge, Lissar, Neyret, Gros, Join-Lambert, Brom, des Rotours, Manger, Lécuyer, Le Gorgeu.

I. Néant.

II 165-38 a) M. François-Saint-Maur est désigné.

207-38 b) M. Manger est désigné. - (La prop^{te} de résolution sera demandée au fond, M. Le Gorgeu demandant même si une démarche soit faite à la présidence pour éviter de nouvelles erreurs d'attribution.)

M. Lécuyer

~~M. Even~~ donne lecture ^{de son} projet de rapport.

III
107-36. ~~de M. Lécuyer~~. Il explique qu'il a rapporté la proposition votée par la Chambre, laissant de côté la proposition connue de M. H. Sellier, pour éviter un retour à la Chambre. (V. ph. bis)

Visites.

M. Even propose pour le mois de mai de faire

certaines visites (Lits de plein air, Sanatoria, etc.)
établissements scientifiques). Les membres présents
se montrent favorables.

III.

M. Sellier est d'avis que les dépenses
seront compensées par le gain sanitaire (Ac-
tuel, par exemple, l'armée achète 2 millions
de serum antidiphthérique, dépenses qui sera
supprimée quand la vaccination sera généra-
lisée.) Il cite en exemple les résultats obtenus dans l'Ain.

M. Join-Lambert voudrait que ces résultats
fussent largement publiés.

M. Sellier évalue les frais à 5 millions,
M. Leclercq, par une autre méthode, trouve
la même somme. Cette dépense sera certaine-
ment compensée par la suppression de 2000 décès
et de 20000 cas annuels.

M. Join-Lambert demande s'il ne peut se
produire d'accidents anaphylactiques.

M. Leclercq répond négativement.

M. Neyret réplique qu'il y a eu des accidents.

Oui, dit M. Leclercq, à Louhans. Mais il en
donne l'explication : il y avait un enfant
en incubation de scarlatine et le médecin
n'avait pas changé d'aiguille. C'est une faute
professionnelle qui n'est pas imputable au
vaccin.

M. Even dit que dans les Côtes du Nord on l'on
vaccine tous les enfants, il n'y a pas d'acci-
dents.

M. Neyret maintient ses réserves.
Le rapport est adopté.

IV
Accidents du
Travail

Il n'y a qu'un nouvel amende-
ment, celui de M. Bross, relatif
aux départements reconquis. M. Bross
s'entendra avec M. Chauveau.

M. Gros demande à assister à
la sous-commission (voir plus haut.)
(accordé.)

Séance levée à 17 h. 20.